



# États de fragilité 2022





# États de fragilité 2022

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

#### Note de la République de Türkiye

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Türkiye reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Türkiye maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

#### Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Türkiye. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

#### Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2023), *États de fragilité 2022*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/65c2c30f-fr>.

ISBN 978-92-64-63855-6 (imprimé)

ISBN 978-92-64-42248-3 (pdf)

ISBN 978-92-64-96603-1 (HTML)

ISBN 978-92-64-57517-2 (epub)

#### États de fragilité

ISSN 2708-8995 (imprimé)

ISSN 2708-9002 (en ligne)

#### Crédits photo :

Couverture © Lushomo

Pages liminaires © Senderistas/Shutterstock

Chapitre 1 © Mamunur Rashid/Shutterstock

Chapitre 2 © Vladimir Melnik/Shutterstock

Chapitre 3 © Riccardo Mayer/Shutterstock

Annexe © Akramalrasny/Shutterstock

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm).

© OCDE 2023

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

# Avant-propos

La Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE publie des rapports sur les États fragiles depuis 2005. Ces rapports analysent les tendances et les apports de ressources financières en direction des pays et économies fragiles ou touchés par un conflit (désignés ci-après comme des « contextes »). Dressant un panorama mondial de la fragilité tout en mettant l'accent sur les contextes les plus fragiles, ces rapports répondent aux préoccupations grandissantes que suscitent l'impact de la fragilité sur la stabilité et le développement, en particulier dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'engagement international à ne laisser personne de côté. L'OCDE est l'une des rares sources d'analyses et de données agrégées concernant les contextes fragiles pris collectivement.

L'objectif de la série des rapports sur l'état de la fragilité (anciennement « États de fragilité »), ici dans sa cinquième édition, est de fournir des données probantes et des angles de vue pour éclairer les politiques des partenaires au développement et étayer les débats internationaux. Le Rapport 2022 sur l'état de la fragilité correspond au lancement d'une nouvelle version du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité. Ce rapport est complété par une plateforme en ligne et trois documents de travail qui fournissent les données ayant été utilisées pour tirer les conclusions présentées ici. Cette approche est conçue pour répondre aux besoins des lecteurs que sont les décideurs politiques, les responsables de l'action publique et les acteurs de terrain, à savoir : 1) suivre les niveaux et la composition des apports de ressources vers les contextes fragiles ; 2) comprendre les tendances de ces apports, en termes qualitatifs ; et 3) avoir une idée des enjeux clés et des contextes à risque au cours des prochaines années.

Le rapport s'articule autour de trois chapitres. Le chapitre 1 recense les contextes les plus fragiles en s'appuyant sur les données disponibles les plus récentes, examine les progrès qu'ils ont accomplis sur la voie de la réalisation des Objectifs de développement durable, et met en lumière les principales tendances qui sont observées dans ces contextes et qui leur sont préjudiciables. Le chapitre 2 donne une vue d'ensemble des mesures qui sont prises en réponse à la fragilité, en passant notamment en revue l'aide publique au développement et les autres apports de ressources financières, ainsi que les politiques publiques visant à traiter les causes de la fragilité et leurs manifestations complexes dans les contextes fragiles. Le chapitre 3 propose des pistes pour évoluer dans un environnement caractérisé par des chocs et des crises multiples.

Les données de 2021 qui ont été recueillies par le Cadre ne tiennent pas compte des répercussions mondiales de l'agression de grande ampleur de la Russie à l'encontre de l'Ukraine ni de toute la portée de la pandémie de COVID-19, dont les effets se font encore sentir. Toutefois, étant donné l'ampleur et l'importance de ces chocs, les données qui s'y rapportent sont, lorsqu'elles existent, mentionnées afin d'ajouter plus de précision et de profondeur aux tendances récentes observées en matière de fragilité.

# Remerciements

Ce rapport a été conçu par l'équipe chargée de la question des crises et situations de fragilité au sein de la Division Partenaires mondiaux et politiques de la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE, sous la direction de Cyprien Fabre et Frederik Matthys. Sa rédaction a été assurée par Harsh Desai, Jens Hesemann, Jonathan Marley, Wiola Stasieluk, Cushla Thompson et Kazuma Yabe. L'équipe des rédacteurs est particulièrement reconnaissante pour le soutien apporté par les membres de la DCD, en particulier les contributions avisées de Catherine Anderson, Juan Casado Asensio, Gregory de Pape, Marc de Tollenaere, Charlotte Goemans, Jenny Hedman, Megan Kennedy-Chouane, Laura McDonald, Jens Sedemund, Julie Seghers, Esme Stout et Lisa Williams. L'équipe exprime également ses remerciements à Daniel Gerszon Mahler et Nishant Yonzan (Banque mondiale) pour les données et les conseils qu'ils ont fournis concernant l'utilisation des statistiques sur la pauvreté. Andrew Etchell et David Hammond, de l'*Institute for Economics and Peace*, ont validé, après avoir procédé à leur évaluation, le code statistique et les résultats issus du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité.

Tout au long du processus, l'équipe a grandement bénéficié des conseils et des commentaires dispensés, sur le fond, par les membres du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF) du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Un remerciement tout particulier est adressé aux membres du groupe de référence, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour soutenir et orienter l'équipe tout au long du processus de conception et de production, et notamment : Sara Batmanglich (Banque mondiale), Mats Berdal (King's College London), Christine Chan (PNUD), Flavia Eichmann (Département fédéral des affaires étrangères, Direction du développement et de la coopération de la Suisse), Ashley Jackson (Overseas Development Institute), Diana Koester (consultante indépendante), Karin Kronlid (Agence suédoise de coopération internationale au développement), Sorie Lee (ministère coréen des Affaires étrangères), Jean-Bertrand Mothes (Agence française de développement), Jonathan Papoulidis (Food for the Hungry), Aaron Roesch (Agence des États-Unis pour le développement international), Filipa Schmitz Guinote (Comité international de la Croix-Rouge), Laura Schusser (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ), Rachel Scott (OCDE), Catherine Simonet (Agence française de développement) et Madita Weise (Fonds monétaire international). L'équipe exprime également sa reconnaissance à Olivia Lazard et Natalia Rodriguez pour leur expertise et leurs conseils sur la fragilité climatique et environnementale.

Cyprien Fabre, Léopold Ghins, Matthias Leitner, Frederik Matthys, Ida McDonnell, Dan Schreiber et Sarah Spencer-Bernard sont quant à eux intervenus à des étapes clés pour fournir leurs avis et commentaires. La révision du document a été assurée par Susan Sachs et sa relecture par Jill Gaston (version anglaise). La maquette et la représentation graphique des données ont été réalisées par Lushomo Graphics. Joelle Bassoul, Stephanie Coic, Preeya Khongwir, Henri-Bernard Solignac-Lecomte et Jessica Voorhees se sont chargés du processus de production et de communication à l'OCDE. L'équipe tient en outre à remercier Mireille Benicke (DCD/GPP) pour son aide inestimable.

Ce projet a été généreusement cofinancé par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), au nom du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) de l'Australie, la Direction du développement

et de la coopération (DDC) de la Suisse, le Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, le ministère des Affaires étrangères de la République tchèque, le ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, le ministère danois des Affaires étrangères, les services du gouvernement de Suède et le ministère suédois des Affaires étrangères.

# Table des matières

Avant-propos	3
Remerciements	4
Éditorial	9
Abréviations et acronymes	11
Résumé	12
<b>1 La fragilité dans un contexte de crises</b>	<b>18</b>
En bref	19
L'état de fragilité dans un monde où les dangers changent radicalement et où les crises sont planétaires	22
Quelles sont les grandes tendances dans les contextes fragiles ?	33
Références	59
Notes	68
<b>2 État des mesures de réponse aux crises et aux situations de fragilité</b>	<b>69</b>
En bref	70
La nature complexe de la fragilité et des crises redessine les mesures financières prises en réponse à la fragilité	71
Les mesures des pouvoirs publics doivent porter sur l'ensemble des dimensions de la fragilité	85
Références	95
Notes	100
<b>3 Tracer une voie de sortie de crise dans les contextes fragiles</b>	<b>102</b>
En bref	103
Ambition n° 1 : adopter une approche multidimensionnelle	105
Ambition n° 2 : encourager une action collective en matière de financement, d'action publique et de programmation	106
Ambition n° 3 : combler le fossé entre développement et recherche de la paix	109
Tirer parti du rayonnement du CAD pour fournir une impulsion stratégique dans une époque de crises	111
Références	111
Notes	114



## Annexe A. Notes méthodologiques

115

## Références

116

## GRAPHIQUES

Graphique 1.1. Entre 2020 et 2021, la fragilité a augmenté dans le monde et atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans dans les contextes extrêmement fragiles	24
Graphique 1.2. Les décès liés à des conflits violents ont fortement augmenté entre 2020 et 2021 dans les contextes fragiles, après une tendance à la baisse	25
Graphique 1.3. Bien que la fragilité se retrouve au niveau mondial, elle frappe surtout les 60 contextes fragiles et les six dimensions	26
Graphique 1.4. Entre 2019 et 2021, la fragilité s'est accrue systématiquement dans les contextes fragiles dans les six dimensions	27
Graphique 1.5. Entre 2019 et 2021, la fragilité a connu d'importantes variations dans les différents contextes, mais elle s'est globalement accrue dans les contextes extrêmement fragiles	30
Graphique 1.6. Les progrès dans la réalisation des Objectifs de développement durable sont très variables, mais les contextes fragiles courent globalement le risque de rester à la traîne	35
Graphique 1.7. Des données manquent dans les contextes fragiles pour plus de la moitié des indicateurs de neuf Objectifs de développement durable	36
Graphique 1.8. Le pourcentage de personnes s'étant senties moins en sécurité en 2019 qu'en 2014 varie selon les contextes fragiles, ce qui montre que la fragilité et les conflits sont certes liés mais pas synonymes	38
Graphique 1.9. Les mouvements de protestation spontanés survenus entre 2019 et 2022 reflètent en partie les fragilités sous-jacentes et les réactions aux restrictions de déplacement liées au COVID-19	41
Graphique 1.10. La fragilité est associée à des coups d'État, en particulier au cours des dernières années	42
Graphique 1.11. Dans les contextes fragiles, la croissance démographique devrait être nettement plus forte que dans le reste du monde	46
Graphique 1.12. D'ici 2030, 86 % de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté devrait vivre dans des contextes fragiles, dont un tiers dans des contextes extrêmement fragiles	46
Graphique 1.13. Dans les contextes fragiles, la fracture numérique entre les genres est profonde, les hommes ayant davantage accès à l'internet que les femmes dans la plupart des contextes pour lesquels des données sont disponibles	49
Graphique 1.14. Dans la majorité des contextes fragiles, plus de 60 % de la population n'a pas les moyens de manger sainement	53
Graphique 1.15. Les contextes fragiles sont le point de départ de déplacements forcés ainsi que le point d'arrivée de réfugiés et de déplacés internes	57
Graphique 2.1. La récente intensification de l'aide publique au développement destinée aux contextes fragiles, et notamment aux contextes extrêmement fragiles, est consacrée au pilier humanitaire du triple nexus	72
Graphique 2.2. Corrélation entre les ratios des recettes fiscales au PIB et la fragilité	76
Graphique 2.3. La fragilité ne se limite pas aux économies à faible revenu	77
Graphique 2.4. L'investissement direct étranger est très variable dans les contextes fragiles, avec des fuites massives entre 2011 et 2020	79
Graphique 2.5. Les envois de fonds comptent toujours pour une part importante du PIB de certains contextes fragiles	81
Graphique 2.6. Les ratios de la dette sur le revenu national brut augmentent et se rapprochent des niveaux pré-PPTE	82
Graphique 2.7. L'aide publique au développement des membres du CAD (dans l'ensemble du triple nexus) n'est pas liée aux niveaux de fragilité	92

## INFOGRAPHIES

Infographie 1. Caractéristiques clés des contextes fragiles	17
Infographie 1.1. Le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité	32
Infographie 1.2. Conflits et fragilité	39
Infographie 1.3. Inégalités entre les genres et fragilité	44
Infographie 1.4. Le COVID-19 dans les contextes fragiles	47
Infographie 1.5. Inégalités et fragilité	51

Infographie 1.6. Déplacements forcés, migrations et fragilité	58
Infographie 2.1. Aide publique au développement en faveur des contextes fragiles	74
Infographie 2.2. Risques économiques et financiers dans les contextes fragiles	84
Infographie 2.3. Fragilité climatique et environnementale	91

## Suivez les publications de l'OCDE sur :



<https://twitter.com/OECD>



<https://www.facebook.com/theOECD>



<https://www.linkedin.com/company/organisation-eco-cooperation-development-organisation-cooperation-developpement-eco/>



<https://www.youtube.com/user/OECDiLibrary>



<https://www.oecd.org/newsletters/>

## Ce livre contient des...

**StatLinks**

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

Vous trouverez un **StatLink** sous chaque tableau ou graphique de cet ouvrage. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de copier le lien dans votre navigateur internet ou de cliquer dessus depuis la version électronique de l'ouvrage.

# Éditorial

Dans la publication *États de fragilité 2020*, l'OCDE avertissait que les contextes fragiles se trouvaient à la croisée des chemins en ce qui concerne la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Une action radicale était nécessaire pour gérer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les individus, les communautés et les États les plus en retard. Ce moment est passé. Le monde n'a pas tenu sa promesse d'une reprise équitable et inclusive. À la fin juin 2022, seule une personne sur trois avait reçu une dose de vaccin anti-COVID-19 dans les contextes fragiles, contre trois sur quatre dans les pays de l'OCDE. La pandémie a eu des conséquences particulièrement néfastes sur la santé, l'éducation et le bien-être des femmes et des filles, et ce d'autant plus dans les contextes fragiles. Ceci est également vrai pour la protection des droits des réfugiés et des demandeurs d'asile. Le changement climatique, la perte de biodiversité et les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine contribuent à une détérioration accrue du paysage mondial de la fragilité. Notre époque est caractérisée par des crises multiples, des chocs et l'incertitude. La coopération pour le développement doit être adaptée car ses actions ne conviennent plus à la portée et la complexité de la fragilité. Une nouvelle façon de penser et de nouvelles approches sont requises de toute urgence.

La fragilité est un problème planétaire qui touche encore plus durement ceux qui sont le moins capables d'y faire face. Le «*Rapport 2022 sur l'état de la fragilité*» recense 60 contextes fragiles, un nombre record depuis la création du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité. Parmi eux, 15 sont des contextes extrêmement fragiles. À ce jour, 24 % de la population mondiale mais 73 % des plus pauvres de la planète vivent dans des contextes fragiles. D'ici 2030, ces pourcentages alarmants s'élèveront respectivement à au moins 26 % et 86 %.

L'expérience de la fragilité est variable selon les populations. Elle est souvent synonyme de conflit et de pauvreté et pourtant, ni la sécurité physique ni la croissance économique n'est suffisante pour garantir une sortie de la fragilité. De fait, on dénombre aujourd'hui plus de contextes fragiles à revenu intermédiaire qu'à faible revenu. Sur les 60 contextes ayant été recensés comme fragiles en 2021, 51 n'étaient pas en guerre.

Le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement aggravent de plus en plus la fragilité. Les contextes fragiles représentent seulement 4 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> mais subissent l'essentiel des catastrophes naturelles liées au climat. Même avant la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, il était projeté que l'insécurité alimentaire atteindrait des niveaux records en raison des bouleversements économiques dus à la sécheresse, à la pandémie et aux conflits. Sur les 26 zones de concentration de la faim recensées en 2022 par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 22 sont des contextes fragiles. Il n'existe aucun doute sur le fait que s'intéresser à la fragilité permet de s'attaquer aux causes profondes de la faim et la vulnérabilité. De plus en plus de données probantes montrent que les interventions sectorielles ou les actions relevant de projets particuliers n'atteignent souvent pas leurs objectifs. Il faut, pour y remédier, se concentrer sur le caractère multidimensionnel de la fragilité et le placer au centre des stratégies des partenaires au développement.

Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sont les bailleurs les plus généreux à l'égard des contextes fragiles et sont engagés à atténuer les conséquences de la fragilité pour les


femmes et les hommes vivant dans la pauvreté. L'aide publique au développement versée par l'ensemble de ces pays a atteint en 2021 un niveau record de 179 milliards USD. En 2020, leur aide aux contextes fragiles (61.9 milliards USD) était la plus élevée depuis 2006.

Les membres du CAD connaissent une crise du coût de la vie et une hausse de leurs budgets de la défense. Il est donc de plus en plus difficile de trouver des ressources pour l'APD. De nombreux membres du CAD ont fait preuve d'une générosité remarquable lors des crises récentes, mais même si l'APD reste stable, la demande explose, en particulier dans les contextes fragiles.

Le présent rapport montre combien il est important de maintenir l'aide internationale pour assurer la paix et la stabilité. Nous savons que les conflits réduisent à néant les progrès accomplis en matière de développement. Ce n'est qu'en s'attaquant de front aux causes de la fragilité que la communauté internationale parviendra à instaurer un avenir résilient et pacifique.

Nous devons adopter une perspective à long terme et prendre des engagements politiques sur plusieurs années et décennies. Nous devons éviter de nous laisser enfermer dans un cycle d'actions à court terme pour répondre aux besoins récurrents, et protéger les ressources visant à s'attaquer à une fragilité profondément enracinée et aux problèmes de développement. Nous devons aussi éviter de sombrer dans le désespoir. Investir précocement pour prévenir les conflits coûte beaucoup moins cher – financièrement et en termes de souffrance humaine – que de payer plus tard pour en réparer les conséquences.

Ce rapport et le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité constituent un bon point de départ pour s'attaquer aux crises et à la fragilité en adoptant des approches multidimensionnelles plus solides ; ils aideront en outre les partenaires au développement à se frayer un chemin dans ce paysage complexe et à être plus efficaces pour aider les femmes, les enfants et les hommes vivant dans et avec la fragilité.



Susanna Moorehead

Présidente, Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE

# Abréviations et acronymes

CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
RDC	République démocratique du Congo
UE	Union européenne
IDE	Investissement direct étranger
PIB	Produit intérieur brut
HDP	Humanitaire-développement-paix
PPTTE	Pays pauvres très endettés
FMI	Fonds monétaire international
INCAF	Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
DTS	Droit de tirage spécial
ONU	Organisation des Nations Unies
USD	Dollar des États-Unis

# Résumé

La publication de l'édition 2022 des États de fragilité intervient alors que le monde est aux prises avec une série de crises – au premier rang desquelles la pandémie de COVID-19, le changement climatique et la guerre d'agression non provoquée, illégale et injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine – qui menacent les perspectives collectives de prospérité et de paix. Ces perspectives sont particulièrement sombres dans les 60 contextes fragiles recensés dans l'édition de cette année du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité. En 2022, ces contextes fragiles représentent un quart (23 %) de la population mondiale, mais les trois quarts (73 %) des personnes en situation d'extrême pauvreté à travers le monde. D'ici à 2030, la part des personnes en situation d'extrême pauvreté vivant dans des contextes fragiles devrait atteindre 86 %, un chiffre qui ne tient même pas pleinement compte des répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les moyens de subsistance et la stabilité dans les contextes fragiles.

Selon la définition de l'OCDE, la fragilité est la conjonction d'une exposition à des risques et d'une capacité insuffisante de l'État, d'un système ou d'une communauté à gérer, absorber ou atténuer ces risques. Elle se mesure sur une échelle d'intensité selon six dimensions : économique, environnementale, politique, sécuritaire, sociale et humaine. La sixième dimension – la dimension humaine – a été ajoutée cette année afin de mettre en évidence l'importance d'un investissement dans le bien-être et les moyens de subsistance des populations. Le Cadre multidimensionnel sur la fragilité, en décrivant le rapport d'équilibre entre les risques et les capacités à y faire face dans ces six dimensions, aide à mieux comprendre les déterminants et les conséquences de la fragilité, et notamment les réponses à apporter dans les contextes concernés. Il constitue le socle analytique sur lequel s'appuie la série « États de fragilité ».

Le présent rapport s'adresse au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE mais aussi à la communauté plus vaste de responsables publics et de spécialistes du terrain nationaux et internationaux qui s'attachent à mettre en place des politiques meilleures pour une vie meilleure dans les contextes fragiles. Il vise à aider ces acteurs à gérer la complexité et le caractère multidimensionnel de la fragilité. Dans cette optique, il examine l'état actuel de la fragilité dans le monde, les mesures prises pour y remédier et les possibilités d'amélioration de l'engagement dans les contextes fragiles.

## Tracer une voie de sortie de crise dans les contextes fragiles

Ce rapport énonce trois ambitions en matière d'amélioration de l'efficacité de la coopération pour le développement dans les contextes fragiles. Sans se vouloir exhaustives, ces ambitions tracent une voie à suivre pragmatique compte tenu des principales conclusions de la série « États de fragilité », qui en est à sa cinquième édition, concernant le caractère multidimensionnel de la fragilité. Ces ambitions supposent 1) l'adoption d'une approche multidimensionnelle pour une prise de décision plus éclairée, 2) la promotion d'une action collective pour faire face à des crises multiples et simultanées, et 3) la réduction du fossé entre développement et recherche de la paix.

### ***Ambition n° 1 : adopter une approche multidimensionnelle***

L'adoption d'une approche multidimensionnelle pour s'attaquer aux causes profondes de la fragilité est le point de départ de l'amélioration de l'action publique, des financements et des stratégies dans les contextes fragiles. La mise en œuvre d'une telle approche reste un défi pour les partenaires au développement, d'autant qu'elle nécessite des méthodes de travail adaptatives, souples et collaboratives. Les partenaires peuvent exploiter pleinement le potentiel d'une approche multidimensionnelle de deux manières :

- en accordant une importance primordiale aux données et à l'analyse, en tant que conditions préalables à un engagement efficace ;
- en considérant l'engagement global, à l'échelle du contexte, comme une fin en soi, mais aussi comme un moyen de renforcer l'efficacité des approches sectorielles existantes.

Malgré la difficulté de cette entreprise, les partenaires au développement ne doivent pas faire du mieux l'ennemi du bien. La mise en place même progressive d'une approche multidimensionnelle peut avoir des retombées positives importantes et pérennes.

### ***Ambition n° 2 : encourager une action collective en matière de financement, d'action publique et de programmation***

L'aide publique au développement (APD) est une ressource vitale et stable pour les contextes fragiles qui a montré sa résilience face aux crises. Toutefois, la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine risque de remettre en question le rôle de l'APD et de modifier sa composition. Compte tenu des pressions exercées sur les budgets d'APD dans les pays fournisseurs, il est essentiel que les partenaires au développement s'efforcent de préserver une aide indispensable pour les contextes fragiles, à l'image des 61.9 milliards USD octroyés par les membres du CAD en 2020. Parallèlement, il ne suffit pas de maintenir les niveaux de financement : il faut que chaque dollar se traduise par des effets accrus et plus efficaces, comme l'exigent les principes relatifs à l'efficacité du développement auxquels adhèrent les partenaires au développement.

À cet égard, l'action collective à l'interface de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la paix, comme le préconise la Recommandation du CAD de 2019, peut aider les partenaires à atteindre les objectifs visés. Elle peut notamment aider les acteurs à mieux hiérarchiser leurs politiques et leurs programmes, en particulier dans les situations complexes où tout semble prioritaire. Le récent rapport d'étape sur la mise en œuvre de la Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix montre que, s'il existe différents outils et processus pour faciliter l'action collective, ceux-ci ne sont pas encore associés à une solide théorie du changement par les partenaires. Les plateformes nationales et les stratégies de financement constituent deux mécanismes existants qui peuvent contribuer à favoriser de tels liens et permettre aux partenaires de tirer parti du potentiel de l'action collective.

### ***Ambition n° 3 : combler le fossé entre développement et recherche de la paix, notamment par un engagement tenant compte des conflits sur les questions de fragilité économique***

Le manque d'interaction et de communication entre les piliers du développement et de la recherche de la paix de l'approche intégrée représente un obstacle de taille à l'efficacité du développement dans les contextes fragiles ou touchés par un conflit. Ce clivage n'est nulle part plus apparent que dans les récentes interventions extérieures menées en Afghanistan et au Sahel. Dans ces cas et dans d'autres, un déséquilibre entre développement et recherche de la paix, conjugué à un manque de ressources

adéquates, a contribué à la financiarisation du développement et à une gestion incohérente des processus de paix.

Pour résoudre ces problèmes persistants, les acteurs du développement et de la paix devront prendre un pari sur l'avenir, se faire confiance mutuellement, faire preuve d'esprit d'initiative et être enclins à prendre des risques. L'instauration d'un dialogue entre ces acteurs, par exemple dans le cadre d'enceintes multilatérales comme le CAD, pourrait constituer une avancée concrète dans la lutte contre le déficit de communication, et contribuer à des formes d'engagement plus éclairées sur le plan politique. Certaines questions, comme le renouvellement d'accords de paix en déliquescence dans les contextes fragiles ou le renforcement de la réforme du secteur de la sécurité et de l'aide dont il bénéficie, constituent le point de départ idéal d'un tel dialogue, étant donné leur pertinence au regard des processus de paix et des objectifs de développement à plus long terme. L'OCDE cherchera à encourager ces dialogues sur le développement et la paix au cours de l'année à venir.

## **Prise en compte des données sur la fragilité en période de crises et sur l'état des mesures prises en réponse aux crises et aux situations de fragilité**

Ces trois ambitions visent à répondre à un ensemble de données, d'éléments probants et d'analyses sur la nature de la fragilité en cette époque de crises (Chapitre 1) et l'état des mesures actuelles de réponse aux crises et aux situations de fragilité (Chapitre 2). Aucun contexte n'a été retiré du Cadre depuis l'édition précédente (2020) du rapport, et trois contextes ont été ajoutés : le Bénin, le Timor-Leste et le Turkménistan. En outre, deux contextes auparavant fragiles – la Guinée équatoriale et l'Érythrée – figurent désormais dans la catégorie des contextes extrêmement fragiles, ce qui porte à 15 le nombre total de contextes extrêmement fragiles dans la dernière édition du Cadre. Ces évolutions mettent en évidence celles, plus générales, de la nature et de la composition de la fragilité. La fragilité globale a augmenté à travers le monde en 2020 et 2021, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, ce qui s'explique probablement par l'impact systématique et multidimensionnel de la crise du COVID-19. Ce renforcement de la fragilité globale vient inverser la tendance à la baisse observée entre 2019 et 2020. Dans le même temps, dans les 60 contextes fragiles, la fragilité s'est en moyenne accentuée dans chacune des six dimensions entre 2019 et 2021, bien qu'à des degrés divers, ce qui souligne la gravité et l'ampleur des états de fragilité actuels.

### ***La fragilité s'inscrit dans des contextes divers et complexes***

Les 60 contextes fragiles présentés dans ce rapport illustrent la diversité et la complexité de la fragilité dans chacune de ses six dimensions (Infographie 1). Ces conclusions remettent en cause les hypothèses largement répandues sur les régions où se concentre la fragilité, les personnes qu'elle touche et la façon dont elle les affecte. Ainsi, malgré les liens étroits entre la fragilité et le développement économique, on compte actuellement davantage de contextes fragiles à revenu intermédiaire (33) que de contextes fragiles à faible revenu (26). Cette constatation soulève de nouveaux défis concernant le financement de transitions durables hors de la fragilité. Les contextes fragiles à revenu intermédiaire peuvent avoir plus de difficultés que les contextes à faible revenu à accéder à des financements concessionnels, par exemple. La fragilité ne concerne pas uniquement l'Afrique subsaharienne ; au contraire, deux des plus fortes aggravations de la fragilité politique et sociale observées entre 2019 et 2021 concernent l'Afghanistan et le Myanmar. Ces observations, ainsi que d'autres conclusions du rapport, illustrent la nécessité, pour les partenaires au développement, d'aborder la fragilité sous un angle multidimensionnel adapté à chaque contexte.



## ***Les tendances générales observées dans les contextes fragiles montrent par quelles voies les causes profondes de la fragilité multidimensionnelle affectent les moyens de subsistance***

La nécessité d'adopter des approches multidimensionnelles est particulièrement évidente lorsqu'on analyse les tendances générales à l'œuvre dans les contextes fragiles, telles que la violence, les conflits, les inégalités, l'insécurité alimentaire et les déplacements forcés. À titre d'exemple, bien qu'ils soient clairement apparentés, fragilité et conflit ne sont pas synonymes : 51 des 60 contextes fragiles n'étaient pas en état de guerre en 2021. Cette réalité doit inciter les bailleurs à ne plus se focaliser uniquement sur les conflits, mais à prendre en compte d'autres facteurs de fragilité – notamment l'économie, l'environnement, la politique, la société et d'autres facteurs liés au développement humain – lorsqu'ils interviennent dans des contextes fragiles. Cette conclusion invite également à considérer d'autres formes de violence, comme la récente flambée des coups d'État, et manifestations de protestation comme l'illustration de fragilités sous-jacentes au sein des contextes. Les inégalités constituent un autre exemple de la pertinence de ces tendances : divers facteurs comme la pauvreté, la transformation numérique et l'accès à la justice ont contribué à l'accroissement des inégalités au sein des contextes fragiles et entre eux, mais aussi entre les contextes fragiles et le reste du monde.

La majorité des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays sont issus de contextes fragiles, et les trois quarts de la population mondiale de réfugiés ont fui des contextes fragiles. Il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg pour cet exode hors des contextes fragiles, qui ne prend pas en compte les migrants économiques qui partent chercher une vie meilleure ailleurs. De même, 64 % de l'ensemble des populations déplacées de force vivent dans des contextes fragiles, principalement parce que la plupart des personnes qui fuient une crise ou des persécutions n'ont pas la possibilité de partir très loin. Dans nombre de contextes fragiles, l'intégration socioéconomique en tant que solution au déplacement forcé, faute de « solutions durables » formelles (retour, intégration locale ou réinstallation), se heurte au « piège de la capacité », en raison de capacités institutionnelles et économiques limitées. Enfin, les dix premiers lieux recensant le plus grand nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire figurent tous dans le Cadre sur la fragilité, ce qui place les contextes fragiles au cœur de la crise alimentaire. La diversité de ces facteurs exige une réponse multidimensionnelle.

## ***La fragilité et les crises complexes remodelent les mesures prises en réponse à la fragilité***

Les bailleurs ont réagi aux récents chocs mondiaux en augmentant le volume de l'APD. Le volume total de l'aide aux contextes fragiles a culminé en 2020 à 91.4 milliards USD, soit le volume le plus élevé jamais enregistré. Sur de total, l'aide nette des membres du CAD aux contextes fragiles s'est élevée à 61.9 milliards USD, ce qui représente une hausse de 5 % par rapport à 2019, et 60 % de leur aide ventilable par pays. Néanmoins, la part de l'APD totale revenant aux contextes fragiles n'a jamais été aussi faible depuis 2016.

Les membres du CAD devront impérativement s'efforcer de maintenir leur aide aux contextes fragiles, notamment dans des domaines essentiels au redressement de ces derniers, comme les secteurs sociaux, la sécurité alimentaire, la paix et la prévention. En 2020, les infrastructures et les services sociaux ont été les premiers secteurs destinataires de l'APD, pour un montant de 20.8 milliards USD, soit 42.6 % du volume total provenant des membres du CAD, suivis de l'aide humanitaire (12.0 milliards USD, soit 24.6 %). Cette dernière a fortement augmenté dans les contextes extrêmement fragiles ces dernières années, prenant le pas sur le financement du développement, malgré des besoins considérables en la matière. Dans l'ensemble des contextes fragiles, l'aide humanitaire représentait en 2020 25 % de l'APD totale des membres du CAD, 63 % de cette aide humanitaire étant consacrés au développement et 12 % à la paix. 4% de l'APD totale ont été consacrés à la prévention des conflits, une sous-catégorie du secteur de la paix.

Des institutions inclusives et légitimes restent indispensables pour sortir de la fragilité. C'est ce que met en évidence le lien étroit entre l'ensemble des dimensions de la fragilité et la capacité à générer des recettes fiscales. Les recettes fiscales sont importantes non seulement en raison des sommes qu'elles rapportent, mais également du rôle qu'elles jouent dans le renforcement de la légitimité de l'État et de ses institutions budgétaires, l'accroissement des attentes des contribuables vis-à-vis des services publics et le renforcement du contrat social. Seul un tiers des 43 contextes fragiles analysés ont enregistré un ratio recettes fiscales/produit intérieur brut de 15 %, qui est généralement le seuil de référence pour le bon fonctionnement de l'État et le développement économique, et 39 contextes fragiles sur les 60 figurant dans l'actuel Cadre sur la fragilité ont bénéficié de l'APD pour contribuer à renforcer leur politique fiscale et leurs capacités administratives.

Les perspectives économiques des contextes fragiles sont très hétérogènes, mais les risques se concentrent autour de l'accessibilité des prix alimentaires et de la viabilité de la dette. Parmi les économies à faible revenu, où au moins 60 % de la population n'a pas les moyens de manger sainement, neuf sur dix sont des contextes fragiles, et la moitié sont à la fois fragiles et confrontées à un risque de surendettement, ou déjà en situation de surendettement.

### ***Les mesures des pouvoirs publics doivent porter sur l'ensemble des dimensions de la fragilité***

Dans la mesure où les canaux économiques peuvent répercuter les chocs et nourrir les conflits, le renforcement de la résilience économique demeurera une priorité de l'action publique. Les contextes fragiles continuent d'attirer moins d'investissements privés que les autres pays en développement et ont plus de difficultés à développer leur secteur privé, et beaucoup restent fortement tributaires des transferts de fonds pour faire face à cette situation. Il est nécessaire d'étudier plus avant comment la coopération pour le développement peut être un vecteur de changement dans la dimension économique de la fragilité. L'adoption de stratégies sur la fragilité dans les institutions financières internationales est une tendance récente encourageante. De même, certains processus de paix, au Yémen par exemple, comportent désormais un volet économique.

Le changement climatique et la fragilité environnementale vont marquer durablement les activités dans les contextes fragiles en termes d'impact des conditions environnementales sur les humains et les activités humaines qui tirent parti de l'environnement et/ou l'exploitent. Il importe non seulement d'accroître, mais également de mieux adapter l'action climatique et environnementale dans les contextes fragiles en termes de programmation, d'instruments, de préparation aux chocs et aux pertes, et de liens avec l'action publique. De même, il est important de renforcer le dialogue entre les acteurs du développement, de la paix et de la sécurité. Assurer la sécurité est un bien public régional et mondial essentiel. La prise de conscience de l'interdépendance des activités de développement et de recherche de la paix dans les contextes fragiles peut donner lieu à des approches plus complémentaires dans ces contextes, en particulier sur des questions comme la consolidation de la paix ou la gouvernance du secteur de la sécurité, qui ont souvent des difficultés à obtenir des financements. En 2020, l'APD consacrée à la gestion et à la réforme des systèmes de sécurité ne représentait que 0.6 % de l'APD totale des membres du CAD en faveur des contextes fragiles.

## Infographie 1. Caractéristiques clés des contextes fragiles

### Population

En 2022, 1,9 milliard de personnes, soit 24 % de la population mondiale, vivent dans des contextes fragiles. Ce chiffre devrait grimper à 2,2 milliards en 2030 et à 3,1 milliards en 2050, soit respectivement 26 % et 32 % du total de la population mondiale.

**24 %** de la population mondiale vit dans des contextes fragiles



Source : ONU DAES, Perspectives de la population mondiale, 2019

### Pauvreté

Selon les estimations, 501 millions de personnes vivant dans les contextes fragiles se trouvaient dans une situation d'extrême pauvreté début 2022, soit 73 % de la population la plus pauvre de la planète. En 2030, cette proportion devrait être de 86 %.

**73 %** de la population la plus pauvre de la planète vit dans les contextes fragiles



Ce taux devrait atteindre **86 %** d'ici à 2030

Source : Banque mondiale

### Croissance économique

Parmi les 60 contextes fragiles, 33 sont des économies à revenu intermédiaire, dont cinq de la tranche supérieure.

**55 %** des contextes fragiles sont des économies à revenu intermédiaire



Source : Banque mondiale

### Sécurité alimentaire

Parmi les 53 contextes connaissant une insécurité alimentaire aiguë en 2021, 48 sont fragiles et font partie des 10 contextes comptant le plus grand nombre d'habitants en situation de crise alimentaire ou pire.

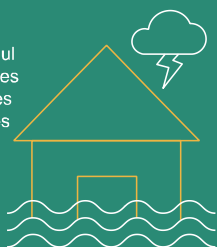


Source : Food Security Information Network

### Climat et environnement

Bien que ne représentant que 4 % du cumul des émissions de CO<sub>2</sub>, les contextes fragiles ont été le théâtre de 29 % des catastrophes naturelles et ont enregistré 46 % des décès liés à des catastrophes mondiales entre 2019 et 2021.

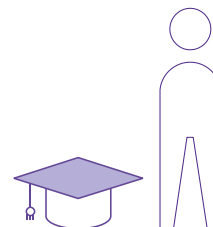
Les contextes fragiles sont le théâtre de **29 %** des catastrophes naturelles



Sources : GIEC et EM-DAT

### Jeunesse

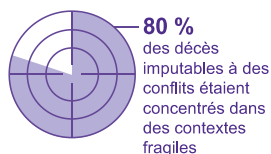
Les jeunes (15-24 ans) représentent une personne sur cinq dans les contextes fragiles. En moyenne, 26 % des jeunes des contextes fragiles sont sans emploi, ne sont pas scolarisés et ne suivent aucune formation.



Source : Banque mondiale

### Violence

Parmi les 60 contextes fragiles, 51 n'ont pas connu la guerre en 2021 et 23 n'ont connu aucune forme de conflit violent entre 2010 et 2020. Pourtant, 80 % des décès imputables à des conflits en 2021 étaient concentrés dans des contextes fragiles.



Source : Programme de données sur les conflits d'Uppsala

### Gouvernance

Les contextes fragiles représentent 38 des 59 régimes autoritaires du monde. Parmi ces 38, 19 sont soit des régimes hybrides, soit des démocraties imparfaites.



Source : Economist Intelligence Unit

### Genres

Dans les contextes fragiles, une femme sur trois indique avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part de son partenaire en 2018, contre une sur quatre à l'échelle mondiale.

**Une femme sur trois** a subi des violences physiques dans les contextes fragiles



Source : OMS

### Déplacements forcés

Les contextes fragiles sont le point d'arrivée de 64 % des personnes déplacées de force dans le monde, dont 80 % de l'ensemble des déplacés internes. 78 % de l'ensemble des personnes déplacées de force dans le monde ont fui des contextes fragiles.

Les contextes fragiles sont le point d'arrivée de **64 %** des populations déplacées de force



Sources : Observatoire des situations de déplacement interne et UNHCR

# 1 La fragilité dans un contexte de crises

---

Ce chapitre présente les principaux résultats de l'édition 2022 du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité, notamment l'état actuel de la fragilité dans le monde et les grandes caractéristiques des 60 contextes fragiles existants en ce qui concerne le niveau de revenu, la géographie ainsi que la situation sur le plan politique et des conflits. Il se termine par une analyse des tendances qui caractérisent les contextes fragiles, à savoir la violence, les inégalités, l'insécurité alimentaire et les déplacements forcés. Ces tendances mettent en évidence la gravité et l'ampleur de la fragilité, qui annule les progrès accomplis en ce qui concerne la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les contextes fragiles, en même temps qu'elle suscite de nouvelles interrogations concernant l'avenir de la coopération pour le développement dans un contexte de crises.

---

# En bref

## La fragilité dans un contexte de crises

- **La fragilité est complexe et multidimensionnelle, et son intensité se mesure en six dimensions.** Le présent rapport se concentre sur les 60 contextes fragiles recensés cette année dans le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité, dont 15 présentant une fragilité extrême. Le nombre total de contextes fragiles est le plus élevé jamais enregistré depuis la publication États de fragilité, qui en est aujourd'hui à sa cinquième édition.
- **L'ampleur et la gravité des crises que nous connaissons aujourd'hui menacent la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, actuellement à mi-parcours.** La fragilité s'est intensifiée partout dans le monde entre 2020 et 2021, ce qui montre l'impact systémique et multidimensionnel de la crise du COVID-19. Cette aggravation survient après une tendance à la baisse observée entre 2019 et 2020. Aucun contexte fragile n'est en voie d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) relatifs à la faim, la santé et l'égalité des genres, autant d'aspects sur lesquels l'invasion de l'Ukraine par la Russie aura des effets négatifs.
- **La situation relative à la violence, aux inégalités, à l'insécurité alimentaire et aux déplacements forcés montre par quelles voies les causes profondes de la fragilité multidimensionnelle ont un impact sur les moyens de subsistance et la prospérité dans les contextes fragiles.** Pour relever ces défis, des approches multidimensionnelles doivent être mises en œuvre.
  - **La fragilité est un terreau pour les conflits violents et d'autres formes de violence politique telles que les troubles civils et les coups d'État militaires.** Ces formes de violence se sont multipliées dans les contextes fragiles en 2020 et 2021. Pour autant, sur les 60 contextes fragiles examinés, 51 ne se trouvaient pas en situation de guerre en 2021. Ces résultats montrent le lien nuancé et hétérogène qui existe entre fragilité et conflits.
  - **Une intensification et une diversification des facteurs – dont la pauvreté, le passage au numérique et l'accès à la justice – ont contribué au creusement des inégalités entre les contextes fragiles et le reste du monde.** À titre d'exemple, les contextes fragiles représentent 24 % de la population mondiale mais 73 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à l'échelle mondiale en 2022, un pourcentage qui devrait passer à 86 % d'ici 2030.
  - **Les contextes fragiles sont au centre de la crise alimentaire qui sévit actuellement au niveau mondial.** Sur les 26 zones de concentration de la faim répertoriées en juin 2022, 22 se trouvaient dans des contextes fragiles, et les 10 contextes où l'on comptabilisait le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë étaient tous fragiles.
  - **Les contextes fragiles sont le point de départ et d'arrivée de la majorité des populations déplacées de force au niveau mondial.** En 2021, plus de trois réfugiés et déplacés internes sur quatre étaient originaires de contextes fragiles, et plus de trois sur cinq étaient accueillis dans ces mêmes contextes.

Trois chocs systémiques – la pandémie de COVID-19, le changement climatique et la guerre délibérée, illégale et injustifiée engagée par la Russie en Ukraine – interviennent de façon prédominante dans la fragilité actuelle des États. Les crises qui en résultent frappent le monde entier et ont également des conséquences sur les perspectives collectives de prospérité et de paix, en particulier dans les 60 contextes fragiles retenus pour l'édition 2022 du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité. Ces contextes fragiles représentent 24 % de la population mondiale (soit 1.9 milliard de personnes) mais 73 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à l'échelle planétaire en 2022. Selon les calculs effectués pour le présent rapport, ce deuxième pourcentage pourrait s'élever à 86 % en 2030 (Gerszon Mahler et al., 2021<sup>[1]</sup> ; ONU DAES, 2019<sup>[2]</sup>). Les effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie continuent de se faire sentir (Encadré 1.1). Toutefois, à l'instar d'autres crises d'ampleur planétaire, ce conflit devrait avoir des répercussions particulièrement lourdes pour les contextes fragiles.

Dans la publication *États de fragilité 2020*, sur laquelle planait le spectre de la pandémie de COVID-19, l'OCDE avertissait que les contextes fragiles se trouvaient à la croisée des chemins en ce qui concerne la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Avec l'aide de leurs partenaires au développement, ces contextes pouvaient sortir de la crise du COVID-19 en repartant sur de meilleures bases et être au cœur d'un nouveau programme visant à s'acheminer vers un avenir durable et pacifique. En revanche, ils pouvaient aussi prendre encore plus de retard dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier si les ressources mobilisées par la communauté internationale s'avèrent insuffisantes. La croisée des chemins s'est transformée depuis en une période de crises, la possibilité d'une reprise équitable et inclusive devenant plus incertaine dans un paysage marqué par des changements radicaux. La pandémie, qui s'est prolongée du fait de l'apparition de plusieurs variants et de plusieurs vagues de contaminations, n'a été que l'un des nombreux défis concomitants auxquels ont été confrontés les contextes fragiles. À la fin juin 2022, seule une personne sur trois avait reçu une dose de vaccin anti-COVID-19 dans les contextes fragiles, contre trois sur quatre dans les pays de l'OCDE (Ritchie et al., 2022<sup>[3]</sup>). La pandémie a également provoqué un renversement de tendance sans précédent dans la réduction de la pauvreté, auquel s'ajoutent une inflation galopante et les conséquences de la guerre en Ukraine : d'après les prévisions, 33 millions de personnes supplémentaires seront en situation d'extrême pauvreté dans les contextes fragiles, soit 1.8 % de plus que prévu initialement<sup>1</sup> (Gerszon Mahler et al., 2022<sup>[4]</sup>). Cette hausse est deux fois et demi supérieure à celle estimée dans le reste du monde.

Depuis sa création en 2015, chaque édition de la série États de fragilité s'articule autour d'un thème. Celui de cette année – la fragilité dans un contexte de crises – fait référence à la fois à l'état alarmant de la fragilité dans le contexte des crises actuelles, et également aux effets de ces dernières sur la façon dont la communauté internationale appréhende et analyse le concept de fragilité. Alors qu'ils doivent faire face à des défis d'une fréquence, d'une gravité et d'une ampleur croissantes, les partenaires au développement doivent résoudre une question centrale, à savoir comment établir des priorités lorsque tout est prioritaire. La réponse avancée dans ce rapport est que le remède à la fragilité passe par une approche multidimensionnelle. Cette approche est élaborée 1) en étudiant les caractéristiques clés de la fragilité en 2022 et les grandes tendances dans les contextes fragiles ; 2) en évaluant les moyens de financement disponibles pour remédier à la fragilité ainsi que les dispositifs et programmes mis en place par les apporteurs de coopération pour le développement dans les contextes fragiles ; 3) en exposant les options et les aspirations permettant de réagir efficacement aux crises et aux situations de fragilité.

### Encadré 1.1. L'impact multidimensionnel de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine sur les contextes fragiles

L'invasion de l'Ukraine par la Russie aura des conséquences majeures et disproportionnées sur les contextes fragiles, d'après les estimations établies par l'OCDE à partir des données les plus récentes provenant des Nations Unies (ONU), du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et d'autres organisations. Bien que ces estimations soient très provisoires et risquent de changer à mesure que d'autres éléments de preuve seront disponibles, les effets directs et indirects de la guerre en Ukraine peuvent être résumés comme suit :

- **Développement socioéconomique.** D'après les estimations effectuées par le FMI (2022<sup>[5]</sup>) en avril 2022, la croissance dans les contextes extrêmement fragiles devrait en 2023 être inférieure de 0.45 point de pourcentage aux prévisions datant d'octobre 2021 ; en comparaison, cet écart de croissance devrait être de 0.08 point de pourcentage pour les pays et territoires en développement. De plus, la pandémie de COVID-19 et la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine pourraient bien avoir des effets combinés sur le développement économique et humain à court et long terme (les restrictions liées au COVID ayant par exemple des conséquences sur l'apprentissage, et les pénuries alimentaires sur le développement).
- **Extrême pauvreté et coût de la vie.** Parmi les 52 pays et territoires basculant dans l'extrême pauvreté, 35 sont inclus dans le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité, selon les récentes estimations publiées par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les deux contextes extrêmement fragiles que sont Haïti et le Soudan devraient subir des impacts importants sur les trois indicateurs du seuil international de pauvreté, à savoir 1.90 USD/jour, 3.20 USD/jour et 5.50 USD/jour (Gray Molina, Montoya-Aguirre et Ortiz-Juarez, 2022<sup>[6]</sup>).
- **Aide humanitaire.** Selon les informations émanant du Service de surveillance financière du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 86 % des besoins de financement liés à l'appel éclair d'aide humanitaire au profit de l'Ukraine étaient satisfaits à la mi-juillet 2022. Le contraste est saisissant avec les autres plans d'aide humanitaire lancés en 2022 pour le Tchad, la République démocratique du Congo (RDC) et Haïti, trois contextes extrêmement fragiles ; dans leurs cas, seuls 22 %, 21 % et 11 % de leurs besoins respectifs de financement ont été comblés. Il est impératif que la réponse apportée aux effets de la guerre en Ukraine vienne s'ajouter à d'autres aides humanitaires et ne capte pas l'attention ou les ressources destinées à d'autres crises urgentes, en particulier dans le contexte des restrictions budgétaires que connaissent les pays donateurs (Ahmad et Carey, 2022<sup>[7]</sup>).
- **Importations alimentaires.** Parmi les 77 pays en développement importateurs nets de produits alimentaires – selon la définition de l'Organisation mondiale du commerce –, 44 sont inclus dans le Cadre multidimensionnel sur la fragilité. Les populations vivant dans ces contextes fragiles risquent tout particulièrement de subir les effets de la guerre sur les systèmes alimentaires mondiaux étant donné la place prédominante qu'occupent la Russie et l'Ukraine au regard de la production et l'exportation de blé et autres cultures de base.

Au-delà de ses répercussions directes, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine est une illustration de ce que Marc et Jones (2021<sup>[8]</sup>) appellent la « nouvelle géopolitique de la fragilité », qui se manifeste par le renforcement de l'empreinte russe non seulement dans les pays en développement, mais surtout dans les contextes fragiles. Ce concept se vérifie également dans l'autonomisation accrue et le positionnement de non-alignement des pays du Sud « à mesure que les tensions géopolitiques s'accroissent entre l'Occident et la Russie (et la Chine) » (Sidiropoulos, 2022<sup>[9]</sup>). Plusieurs facteurs contribuent à cette dynamique : l'évolution des liens historiques avec les puissances mondiales, les

récentes ventes d'armes, l'aide au secteur de la sécurité et la conclusion d'accords concernant l'extraction des ressources naturelles. Dans le cas de la Russie, les liens qu'elle crée masquent l'approche de rupture qu'elle met en œuvre dans des contextes fragiles comme la République centrafricaine et le Mali, où les réseaux de mécénat qu'elle établit au profit des élites russes et locales entrent souvent en conflit avec les programmes bilatéraux et multilatéraux (Thompson, Doxsee et Bermudez, 2022<sup>[10]</sup> ; Marley, Stasieluk et Hesemann, 2022<sup>[11]</sup> ; Marc et Jones, 2021<sup>[8]</sup>). Bien qu'il soit trop tôt pour savoir comment ces liens évolueront au fil du temps, la présence importante mise en place par la Russie dans de nombreux contextes fragiles devra être surveillée attentivement afin de déterminer son impact sur la fragilité et son influence géopolitique.

Sources : FMI (2022<sup>[5]</sup>), *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022 : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale*, <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/04/19/world-economic-outlook-april-2022> ; Gray Molina, Montoya-Aguirre et Ortiz-Juarez (2022<sup>[6]</sup>), *Addressing the Cost of Living Crisis in Vulnerable Countries*, <https://www.undp.org/publications/addressing-cost-living-crisis-developing-countries-poverty-and-vulnerability-projections-and-policy-responses> ; Marc and Jones (2021<sup>[8]</sup>), *The New Geopolitics of State Fragility: Russia, China, and the Mounting Challenge for Peacebuilding*, [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/10/FP\\_20211015\\_new\\_geopolitics\\_fragility\\_marc\\_jones\\_v2.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/10/FP_20211015_new_geopolitics_fragility_marc_jones_v2.pdf) ; Thompson, Doxsee and Bermudez (2022<sup>[10]</sup>), *Tracking the Arrival of Russia's Wagner Group in Mali*, <https://www.csis.org/analysis/tracking-arrival-russias-wagner-group-mali> ; Marley, Stasieluk et Hesemann (2022<sup>[11]</sup>), « Fragility in focus: Half way on Agenda 2030 ».

## L'état de fragilité dans un monde où les dangers changent radicalement et où les crises sont planétaires

Le message fondamental de chaque édition du rapport États de fragilité est que la fragilité est un phénomène mondial qui revêt plusieurs dimensions et qui est perçu à des degrés divers dans les différents contextes. Ce sentiment très répandu de fragilité n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui, dans un contexte de grande incertitude et de crises multiples. Entre 2020 et 2021, la fragilité s'est globalement accrue au niveau mondial – après une tendance à la baisse entre 2019 et 2020 – et a atteint des niveaux records dans les contextes extrêmement fragiles<sup>2</sup> (Graphique 1.1). Le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité est un outil permettant aux responsables de l'action publique et aux acteurs de terrain d'analyser avec précision les dimensions multiples, la complexité et l'universalité de la fragilité (Encadré 1.2). Cette année, un nombre record de contextes fragiles a été recensé, à savoir 60 sur les 176 contextes analysés. Depuis la précédente édition, la fragilité s'est systématiquement accrue pour toutes les dimensions, à des degrés divers. Les contextes fragiles présentent en outre des différences en termes de niveau de revenu, de région et de type de gouvernance, ce qui montre bien combien il est vain de vouloir utiliser une méthode standard pour s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs de la fragilité multidimensionnelle. Cette section expose en détail les résultats de l'analyse.



## Encadré 1.2. Explication de la cinquième édition du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité

### Présentation générale de la fragilité

On entend par fragilité la conjonction de l'exposition à des risques et de l'insuffisance des capacités de l'État, d'un système et/ou des communautés à gérer, absorber et atténuer ces risques (OCDE, 2016<sup>[12]</sup>). L'OCDE évalue la fragilité dans le monde à l'aide de son Cadre multidimensionnel qui, présenté pour la première fois dans le rapport États de fragilité 2016, en est aujourd'hui à sa cinquième version. Ce cadre est un instrument indépendant qui utilise des données pour évaluer la fragilité et ses degrés d'intensité dans six dimensions : économique, environnementale, humaine, politique, de sécurité et sociétale. Utilisant 8 à 10 indicateurs quantitatifs pour chaque dimension – soit au total 57 indicateurs pour les six dimensions –, le Cadre analyse les risques et les capacités à faire face à la fragilité dans les 176 contextes pour lesquels des données sont disponibles. En fonction du résultat obtenu concernant l'équilibre entre les risques et les capacités, les contextes sont classés comme extrêmement fragiles, fragiles ou faisant partie du reste du monde. Cette classification est une façon de reconnaître que, bien que chaque contexte fasse l'expérience de la fragilité, tous les contextes ne peuvent raisonnablement être qualifiés de fragiles. Elle reflète également le souhait que les rapports « États de fragilité », et donc les partenaires au développement, se concentrent sur les contextes les plus fragiles.

### Un cadre nouvelle version : prise en compte de la dimension humaine et mise à niveau des dimensions existantes

Après *États de fragilité 2020*, l'OCDE a entrepris une révision formelle de la méthodologie employée pour son Cadre sur la fragilité. Le but était de faire en sorte que les concepts, les indicateurs et les mesures utilisés dans le cadre soient en adéquation avec les dernières innovations rapportées dans la littérature et les données disponibles. Plusieurs améliorations notables ont ainsi été apportées. Premièrement, une sixième dimension de la fragilité a été ajoutée au Cadre – à savoir la dimension humaine – afin d'évaluer les risques et les capacités d'adaptation ayant une incidence sur le bien-être des populations et leur possibilité de vivre longtemps, en bonne santé et dans de bonnes conditions, ce qui représentait une avancée importante dans l'attention accordée à l'être humain. La dimension humaine mesure les progrès généraux accomplis dans la fourniture des services de base, en reliant ces progrès aux évaluations existantes de la fragilité. Son ajout est l'aboutissement de plusieurs années de consultations et d'ateliers divers avec des partenaires de l'OCDE, afin que le Cadre puisse contribuer à l'élaboration de politiques meilleures pour une vie meilleure en anticipation des défis actuels et dans le but d'y apporter une réponse.

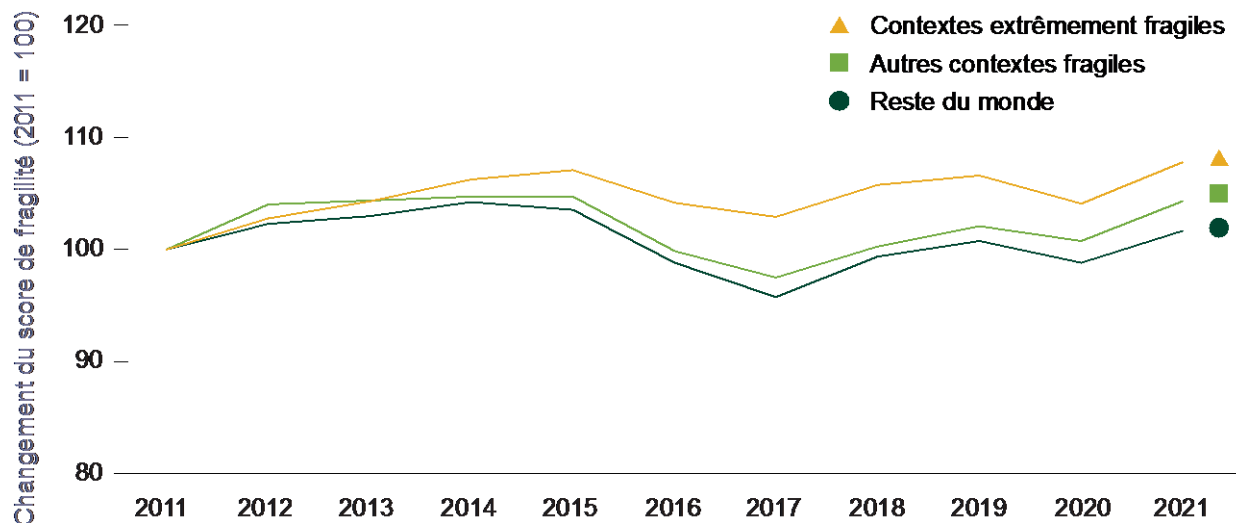
Deuxièmement, l'OCDE a actualisé les concepts et les mesures des cinq autres dimensions. Le résultat est un cadre ayant permis d'analyser 176 contextes, soit un nombre record. Pour la première fois, le Cadre comprend dans chaque dimension un indicateur relatif à l'égalité des genres ; il inclut également un grand nombre d'indicateurs officiels des ODD, soulignant ainsi les liens entre la fragilité et le Programme 2030.

Des informations complémentaires sur la méthodologie employée pour le Cadre sur la fragilité (notamment les indicateurs et les mesures) sont disponibles sur la plateforme de données « States of Fragility » ([oe.cd/states-of-fragility-platform](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/etats-de-fragilite-2016_9789264269996-fr)), qui regroupe à la même adresse des données d'observation et des analyses sur la fragilité multidimensionnelle ainsi que sur les apports de ressources en direction des contextes fragiles.

Source : OCDE (2016<sup>[12]</sup>), *États de fragilité 2016 : Comprendre la violence*, [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/etats-de-fragilite-2016\\_9789264269996-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/etats-de-fragilite-2016_9789264269996-fr).


Les résultats de l'analyse conduite pour le présent rapport (Graphique 1.1) confirment les premières estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 qui figuraient dans le rapport *États de fragilité 2020* et avaient été élaborées à partir des données disponibles à l'époque. Ces résultats constituent par ailleurs un avertissement concernant les effets prévisibles de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, et appellent à un effort redoublé de la part de la communauté internationale et des contextes fragiles eux-mêmes pour s'attaquer efficacement aux causes profondes de la fragilité, en particulier dans les contextes extrêmement fragiles qui sont les plus en retard dans la mise en œuvre du développement durable et de la paix.

**Graphique 1.1. Entre 2020 et 2021, la fragilité a augmenté dans le monde et atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans dans les contextes extrêmement fragiles**



Note : Chaque trait de couleur représente la moyenne pondérée par la population des scores de fragilité de chaque catégorie de contextes. La catégorie des contextes extrêmement fragiles comprend 15 contextes, celle des contextes fragiles 45, et celle du reste du monde 82 (correspondant aux 82 contextes qui figurent sur la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD en 2021, et pour lesquels il existe des données sur l'évaluation de la fragilité).

Source : UN DESA (2019<sup>[2]</sup>), 2019 Revision of World Population Prospects (base de données), <https://population.un.org/wpp/>.

StatLink  <https://stat.link/4oqjvg>

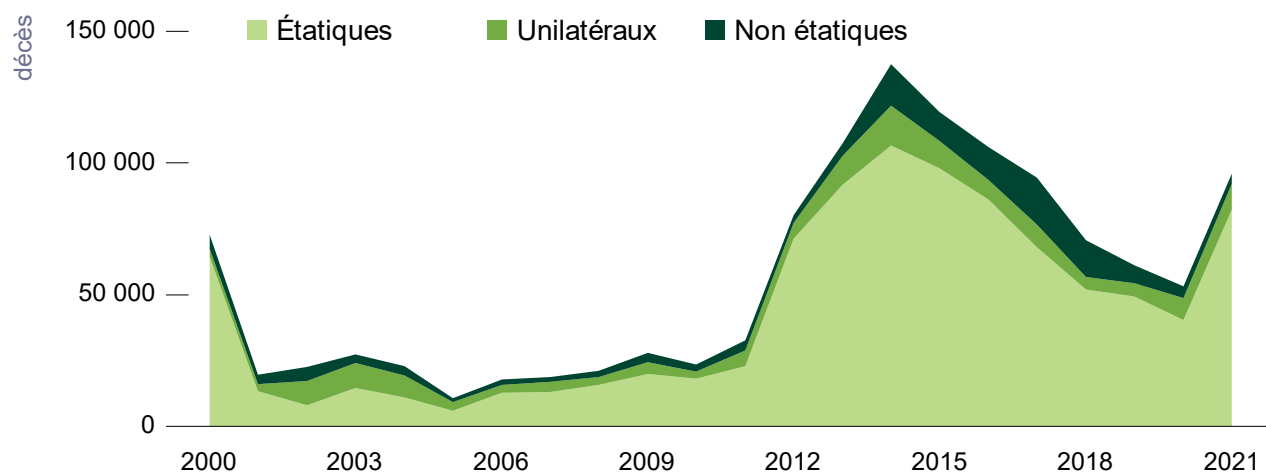
### **La fragilité est grande, conséquence de la superposition de risques et de chocs complexes**

La fragilité croissante résulte en grande partie de ce que ce rapport surnomme les « 3 C », à savoir : le COVID-19, le conflit en cours (l'agression de grande ampleur commise par la Russie contre l'Ukraine) et le changement climatique. Ces chocs continueront d'être ressentis plus violemment dans les contextes fragiles, où ils s'ajoutent à des risques et des chocs devenant plus importants, plus fréquents et plus complexes. Selon le dernier Aperçu de la situation humanitaire mondiale des Nations Unies (ONU OCHA, 2022<sup>[13]</sup>), un nombre record de 274 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et de protection en 2022, et un pourcentage ahurissant de 95 % d'entre elles – soit 260.2 millions – vivent dans des contextes fragiles. L'ampleur du défi se reflète dans le plan d'aide humanitaire pour l'Afghanistan lancé par l'ONU en 2022, dont le montant – 4.4 milliards USD – représente un niveau jamais atteint jusqu'ici pour un seul pays (ONU, 2022<sup>[14]</sup>). D'autres mesures mettent en évidence un état de fragilité tout aussi préoccupant. La Corne de l'Afrique – où se trouvent quatre contextes fragiles dont la Somalie, le plus fragile de tous les contextes examinés dans le présent rapport – connaît sa pire sécheresse depuis plus de quarante ans (ONU OCHA, 2022<sup>[15]</sup>). Au Yémen, qui est également l'un des contextes les plus fragiles,

19 millions de personnes (soit 63 % de la population) devraient se trouver en situation d'insécurité alimentaire d'ici décembre 2022 (Programme alimentaire mondial, 2022<sup>[16]</sup>). L'impact que devrait avoir l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur la disponibilité des produits alimentaires pourrait aggraver l'insécurité alimentaire du Yémen, où le revenu réel devrait baisser en moyenne de 3.1 % du fait de la hausse du prix du blé et du maïs, contre 1.6 % au niveau mondial (Gouvernement du Yémen/UNICEF, 2022<sup>[17]</sup> ; Artuc et al., 2022<sup>[18]</sup>).

Parallèlement, la paix a reculé sur l'ensemble de la planète et se trouve à son plus bas niveau depuis 15 ans (Institute for Economics and Peace, 2022<sup>[19]</sup>), tandis que les décès liés à la violence organisée ont augmenté entre 2020 et 2021 du fait des conflits en Afghanistan, en Éthiopie et au Yémen, qui sont tous inclus dans le Cadre de l'OCDE sur la fragilité. Cette hausse des décès contraste avec la tendance à la baisse observée entre 2014 et 2019. Dans les contextes fragiles, le nombre de décès associés à des conflits armés s'est accru de 104 % entre 2020 et 2021 (Graphique 1.2) (Davies, Pettersson et Öberg, 2022<sup>[20]</sup>). Les actes de violence politique à l'encontre des femmes sont également en augmentation et ont atteint un niveau record en 2020 en Afrique de l'Ouest, une sous-région où se trouvent 13 contextes fragiles (Kishi, 2022<sup>[21]</sup>).

### Graphique 1.2. Les décès liés à des conflits violents ont fortement augmenté entre 2020 et 2021 dans les contextes fragiles, après une tendance à la baisse



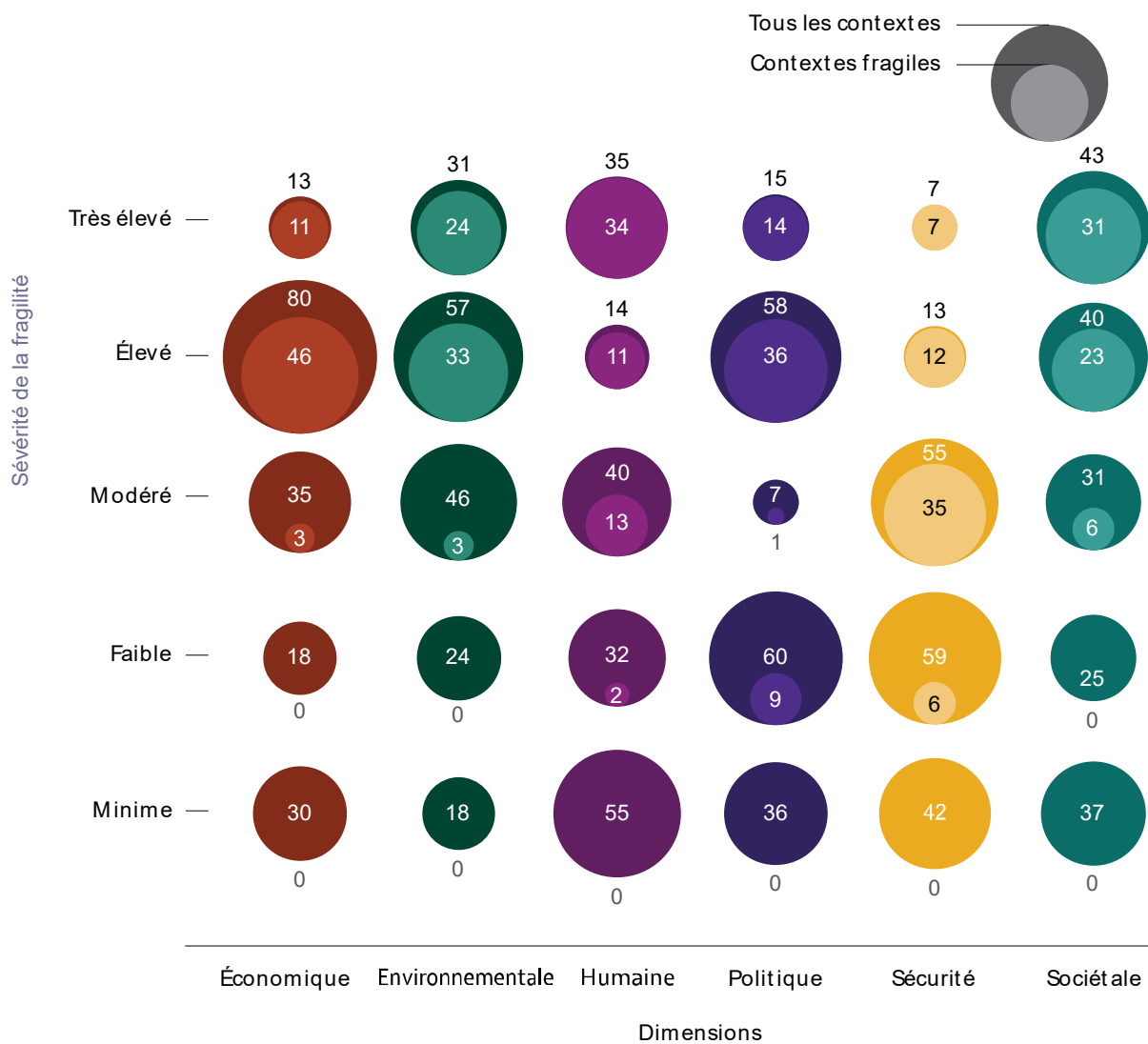
Note : Les définitions des conflits violents étatiques/non étatiques et unilatéraux relevant du Programme de données sur les conflits d'Uppsala sont disponibles à l'adresse <https://www.pcr.uu.se/research/ucdp/definitions/>.

Sources : Davies, Pettersson and Öberg (2022<sup>[20]</sup>), « Organized violence 1989-2021 and drone warfare », <https://doi.org/10.1177/00223433221108428> ; Sundberg and Melander (2013<sup>[22]</sup>), « Introducing the UCDP Georeferenced Event Dataset », <https://doi.org/10.1177%2F0022343313484347>.


StatLink  <https://stat.link/k8vd56>

Les contextes fragiles enregistrent des niveaux de risques relativement plus élevés dans les six dimensions de la fragilité et ne disposent pas de capacités suffisantes pour y faire face, contrairement aux contextes du reste du monde (Graphique 1.3). Entre 2019 et 2021 – qui correspond à la période s'écoulant entre le rapport *États de fragilité 2020* et la présente édition –, la fragilité s'est accrue systématiquement dans toutes les dimensions en moyenne, à la fois pour les 15 contextes extrêmement fragiles et les 45 fragiles (Graphique 1.4). Le degré de variation relativement faible de certaines dimensions – principalement la dimension humaine – s'explique en partie par la disponibilité des données. Les résultats montrent toutefois globalement que les crises de ces deux dernières années ont eu des effets sur plusieurs dimensions de la fragilité, et que ces effets ont été particulièrement marqués sur la dimension économique.

**Graphique 1.3. Bien que la fragilité se retrouve au niveau mondial, elle frappe surtout les 60 contextes fragiles et les six dimensions**

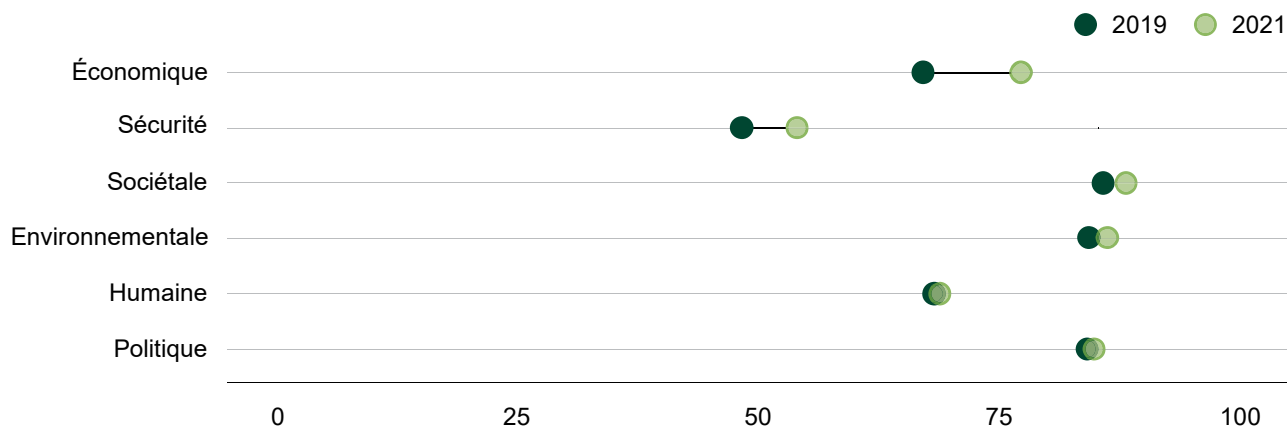


Note : Pour en savoir plus sur la méthodologie employée pour regrouper les pays et les contextes en fonction de leur degré de fragilité, voir [oe.cd/states-of-fragility-platform](https://oe.cd/states-of-fragility-platform).

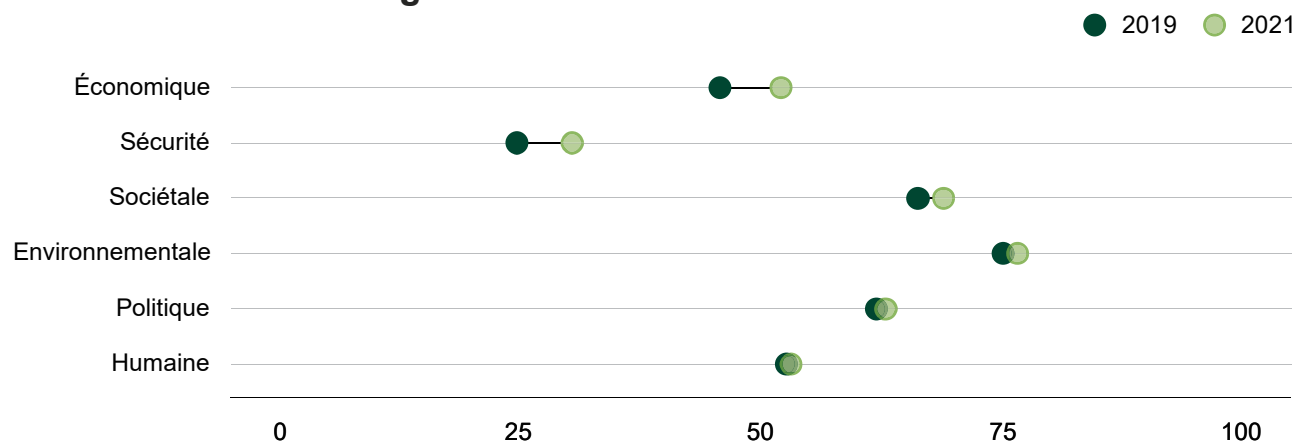
StatLink  <https://stat.link/2ontyi>

## Graphique 1.4. Entre 2019 et 2021, la fragilité s'est accrue systématiquement dans les contextes fragiles dans les six dimensions

### Contextes extrêmement fragiles




### Autres contextes fragiles



Score moyen de fragilité (100 le plus élevé)

Note : Le score de fragilité pour chaque dimension est calculé en utilisant la moyenne pondérée (par la population) des scores de fragilité obtenus par les pays et les territoires appartenant à chaque groupe. Les dimensions sont classées, au sein de chaque groupe de contextes, par ordre décroissant de leur degré d'évolution.

Source : UN DESA (2019<sup>[2]</sup>), *2019 Revision of World Population Prospects* (base de données), <https://population.un.org/wpp/>.

StatLink  <https://stat.link/yjihgd>

### **Bien que le degré de fragilité ait évolué dans les différentes dimensions, aucun contexte n'est sorti de l'état de fragilité au cours des deux dernières années**

Après une vue d'ensemble de la fragilité, la présente sous-section recense et examine l'évolution du degré de fragilité au niveau des contextes, ainsi que les mouvements d'entrée ou de sortie du Cadre depuis l'édition 2020. Pour la première fois depuis le lancement de la série « États de fragilité », aucun contexte n'est sorti du Cadre. Trois contextes – Bénin, Timor-Leste et Turkménistan – y ont fait leur entrée, tandis

que la Guinée équatoriale et l'Érythrée sont devenus extrêmement fragiles. L'Encadré 1.3 récapitule les résultats de l'analyse du Cadre – examinés plus en détail dans Desai et Yabe (2022<sup>[23]</sup>) – et présente les raisons des mouvements précités.

### Encadré 1.3. Mouvements d'entrée et de sortie dans l'édition 2022 du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité

Aucun contexte n'a été retiré du Cadre depuis l'édition précédente de 2020, et trois contextes ont été ajoutés : le Bénin, le Timor-Leste et le Turkménistan. Par ailleurs, deux contextes auparavant fragiles – la Guinée équatoriale et l'Érythrée – sont devenus extrêmement fragiles. Une analyse approfondie de chacun de ces deux contextes est disponible dans Desai et Yabe (2022<sup>[23]</sup>), l'un des documents de référence du présent rapport.

#### Contextes ayant fait leur entrée dans le Cadre en 2022

Différents facteurs relatifs aux dimensions de la fragilité ont contribué à l'ajout dans le Cadre de trois nouveaux contextes dans l'édition 2022.

- **Bénin** : Son entrée s'explique par l'aggravation de sa fragilité dans les six dimensions entre 2019 et 2021, et en particulier par ses mauvaises performances dans la dimension humaine.
- **Timor-Leste** : L'accroissement de sa fragilité dans les dimensions économique, environnementale et sécuritaire est la principale raison du retour de ce contexte dans le Cadre après qu'il en fût remarquablement sorti dans l'édition 2020.
- **Turkménistan** : Sa grande fragilité politique et sociétale explique son ajout pour la première fois dans le Cadre.

#### Contextes devenus extrêmement fragiles en 2022

Aucun des contextes qui étaient extrêmement fragiles dans l'édition 2020 n'a été retiré de cette catégorie en 2022. La Guinée équatoriale et l'Érythrée sont entrés dans la catégorie des contextes extrêmement fragiles du fait de l'aggravation de leur fragilité dans plusieurs dimensions.

- **Guinée équatoriale** : Une importante fragilité dans les dimensions économique, humaine, politique et sociétale explique son changement de catégorie.
- **Érythrée** : Ses mauvaises performances dans toutes les dimensions, en particulier celle de la sécurité, l'ont fait basculer dans la catégorie des contextes extrêmement fragiles.

#### Tendances en matière de fragilité dans le reste du monde

La fragilité n'est pas l'apanage des 60 contextes fragiles recensés dans le Cadre. L'analyse des risques et des capacités d'adaptation montre que certains contextes ne figurent pas dans le Cadre mais présentent des signes alarmants qui méritent que l'on s'y intéresse de plus près pour empêcher qu'ils ne basculent dans une fragilité plus grande.

- **Liban** : Bien qu'il ne figure pas dans le Cadre, le Liban est en proie à des crises diverses (International Crisis Group, 2021<sup>[24]</sup>) et son état de fragilité s'est accru dans cinq des six dimensions entre 2019 et 2021, plus particulièrement dans les dimensions économique et politique. Le Liban n'est pas classé dans la catégorie des contextes fragiles dans l'édition 2022 en raison de ses performances encore relativement bonnes dans les dimensions environnementale, humaine et sociétale.
- **Sri Lanka** : Le pays est confronté à une crise économique et à des troubles politiques (ONU, 2022<sup>[25]</sup>). Bien que les résultats issus du Cadre ne reflètent pas encore l'ampleur de ces difficultés en raison des décalages dans le temps, plusieurs indicateurs montrent des signes

avant-coureurs des crises que connaît le pays aujourd'hui, comme par exemple son taux élevé d'endettement par rapport au produit intérieur brut (PIB), la volatilité de son taux de change et ses faibles recettes fiscales.

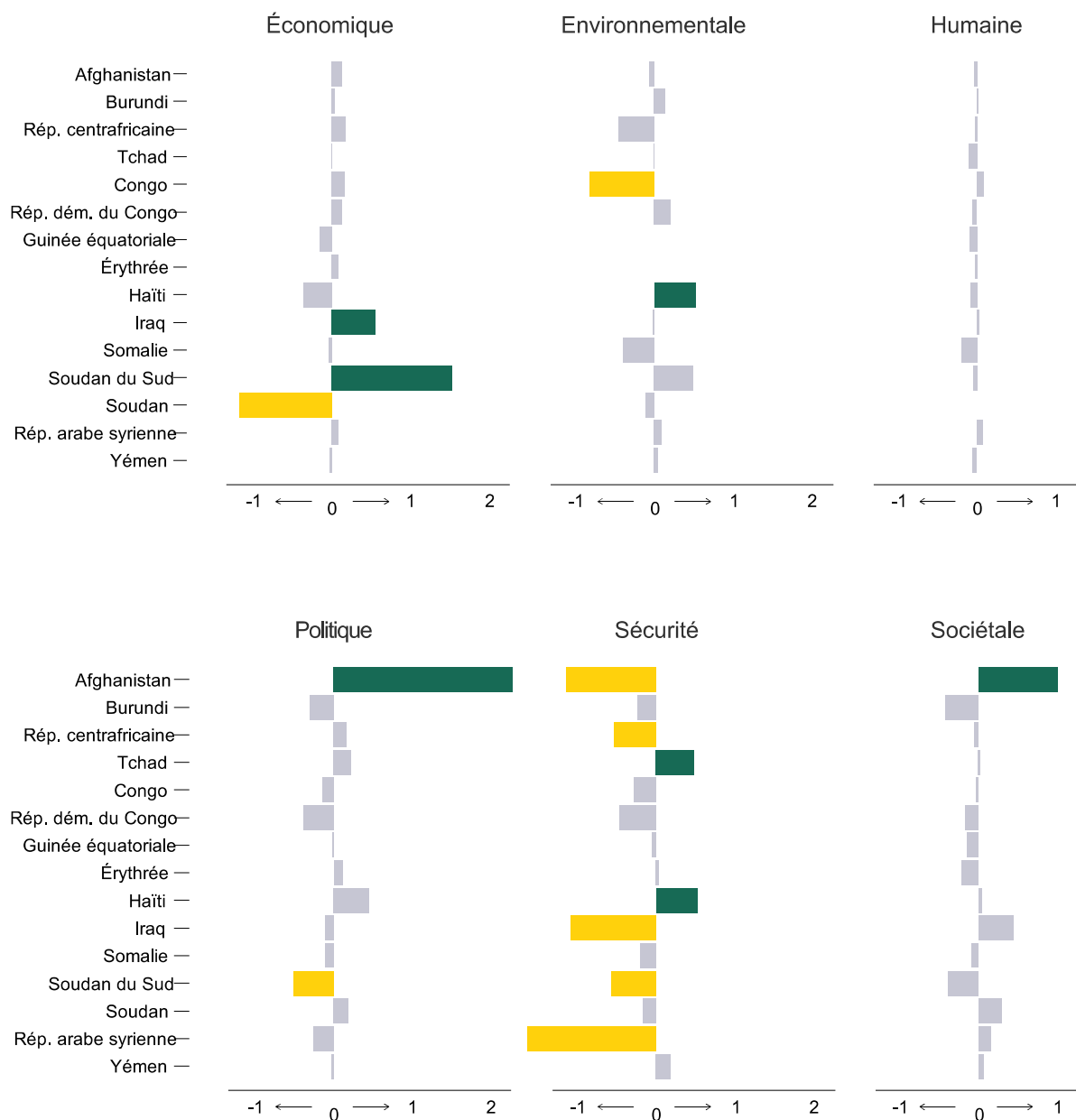
- **Triangle du Nord de l'Amérique centrale** : Dans ce triangle, composé d'El Salvador (qui ne figure pas dans le Cadre sur la fragilité), du Guatemala et du Honduras, les tendances montrent que la fragilité infrarégionale peut avoir des conséquences au niveau transnational. L'augmentation dans cette zone de la violence des groupes criminels et des violences sexuelles et sexistes, ainsi que les déplacements liés aux conflits, contribuent à une aggravation de la fragilité, qui a atteint en 2021 son plus haut niveau depuis 2011. Cette situation laisse entendre que El Salvador pourrait à l'avenir faire son entrée dans le Cadre sur la fragilité.

Sources : International Crisis Group (2021<sup>[24]</sup>), *Managing Lebanon's Compounding Crises*, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/east-mediterranean-mena/lebanon/228-managing-lebanons-compounding-crises> ; Nations Unies (2022<sup>[25]</sup>), « Sri Lanka: UN experts sound alarm on economic crisis », <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/07/sri-lanka-un-experts-sound-alarm-economic-crisis>.

Si la fragilité s'est accrue en moyenne dans les 15 contextes extrêmement fragiles entre 2019 et 2021, les évolutions enregistrées au niveau des dimensions de chacun de ces contextes présentent des différences substantielles (Graphique 1.5). À titre d'exemple, c'est dans les dimensions politique et sociétale que la fragilité a sensiblement augmenté en Afghanistan au cours de cette période, mais dans la dimension économique qu'elle s'est fortement aggravée au Soudan du Sud et en Iraq. Dans le même temps, Haïti a vu sa fragilité environnementale se dégrader. Parallèlement, le Soudan du Sud a enregistré un recul notable de sa fragilité politique, tandis que la République du Congo a vu sa fragilité environnementale diminuer. En plus de révéler des tendances importantes qui se dégagent en leur sein, l'analyse des contextes montre la capacité du Cadre à donner une image nuancée et détaillée de la fragilité, de manière à proposer des actions différenciées. La plateforme « States of Fragility » de l'OCDE, qui présente des données et des graphiques, s'appuie sur ces résultats pour offrir un niveau de détail accru pouvant permettre de proposer des axes d'intervention particuliers dans ces contextes fragiles.

### Graphique 1.5. Entre 2019 et 2021, la fragilité a connu d'importantes variations dans les différents contextes, mais elle s'est globalement accrue dans les contextes extrêmement fragiles

■ Augmentation significative    ■ Déclin significatif    ■ Non statistiquement significatif



Augmentation et diminution du score de fragilité

Note : Ce graphique représente l'évolution du score de fragilité dans toutes les dimensions des 15 contextes extrêmement fragiles figurant dans l'édition 2022 du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité. Une augmentation/baisse du score de fragilité est dite significative lorsqu'elle est d'au moins 0.5 point.

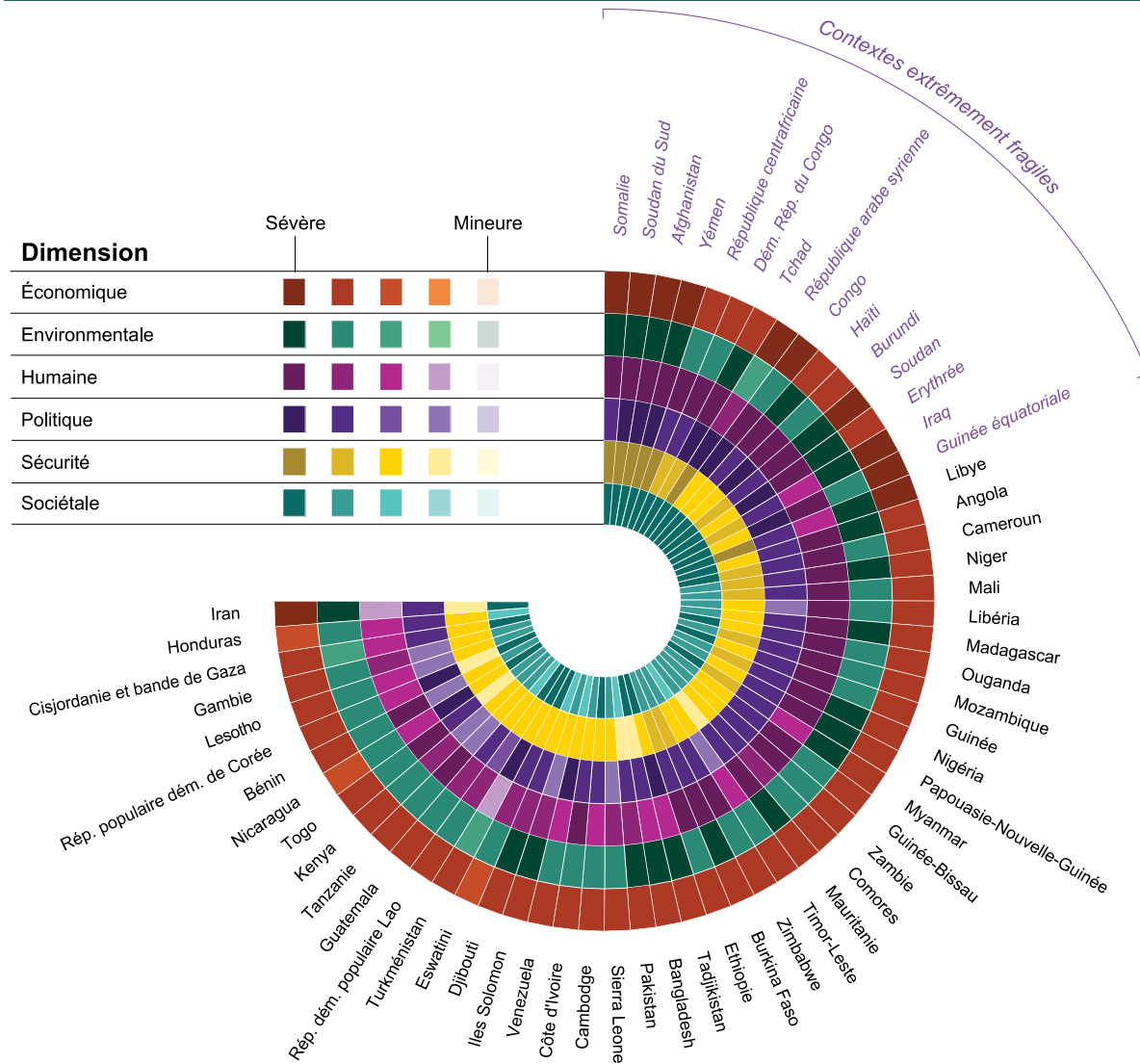
StatLink  <https://stat.link/1uq6yx>




### ***La fragilité frappe des contextes présentant des niveaux de revenus, des niveaux de violence et des situations politiques différents***


Le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité, représenté sur l'Infographie 1.1, offre un aperçu unique de la diversité des caractéristiques que présentent les 60 contextes fragiles dans toutes les dimensions de la fragilité. Les dégradés de couleurs utilisés pour les dimensions représentent les différents degrés de fragilité que connaît chaque contexte dans telle et telle dimension. En mettant en évidence cette diversité, le Cadre permet de concilier la complexité de la fragilité avec la simplicité requise pour proposer des actions efficaces et différenciées dans les contextes fragiles. De telles actions supposent une remise en question des postulats bien établis concernant la nature de la fragilité et son rôle dans les perspectives de prospérité et de paix pour l'avenir. L'un de ces postulats est que les contextes fragiles sont tous identiques. Un autre est qu'ils sont synonymes de sous-développement ou de situation de conflit, ce qui équivaut à confondre les symptômes de la fragilité avec ses causes profondes. La série des rapports « États de fragilité » n'a cessé de récuser ces généralisations en mettant en exergue le caractère multidimensionnel et la complexité de la fragilité, qui sont deux de ses grandes caractéristiques. Une troisième est l'interdépendance, la fragilité se manifestant à différents niveaux géographiques et évoluant avec le temps.

## Infographie 1.1. Le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité



 Nouveaux contextes depuis « États de fragilité 2020 »

- Timor-Leste
- Turkménistan
- Benin

 Contextes retirés depuis « États de fragilité 2020 »

- Aucun

Note : Pour en savoir plus sur la méthodologie employée pour élaborer le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité, voir les notes méthodologiques à l'annexe A.

StatLink  <https://stat.link/jaxn4r>

Les constats issus du Cadre de l'OCDE sur la fragilité remettent en cause les théories largement répandues sur les endroits où se concentre la fragilité, les publics concernés et la façon dont elle se manifeste. Les contextes fragiles présentent une grande diversité sur le plan de la géographie, des revenus, de la situation politique ainsi que de la présence de conflits (et leur intensité). Bien que 36 des

48 contextes situés en Afrique subsaharienne figurent dans le Cadre de l'OCDE, la fragilité ne frappe pas uniquement le sous-continent africain (Desai et Yabe, 2022<sup>[23]</sup>). Des exemples clairs sont l'Afghanistan et le Myanmar : entre 2019 et 2021, ces deux contextes fragiles ont enregistré la plus forte aggravation de la fragilité politique dans le monde. De même, dans la mesure où la fragilité et le développement économique sont étroitement liés, on dénombre aujourd'hui plus de contextes fragiles à revenu intermédiaire (33) qu'à faible revenu (26).<sup>3</sup> La diversité des contextes fragiles se constate également au niveau du régime politique : 38 des 60 contextes fragiles sont considérés comme des régimes autoritaires, 3 des démocraties imparfaites et 16 des régimes hybrides. Près de la moitié de la population totale des contextes fragiles – soit 900 millions de personnes – vit aujourd'hui dans un régime autoritaire (Economist Intelligence Unit, 2021<sup>[26]</sup> ; ONU DAES, 2019<sup>[2]</sup>).<sup>4</sup> Un autre exemple des fausses idées reçues qui existent concernant les contextes fragiles est que 51 des 60 contextes fragiles n'étaient pas en guerre en 2021. En vérité, de 2010 à 2020, 23 contextes fragiles ne se trouvaient pas dans une situation quelconque de conflit violent, d'après le Programme de données sur les conflits d'Uppsala (Davies, Pettersson et Öberg, 2022<sup>[20]</sup> ; Sundberg et Melander, 2013<sup>[22]</sup>). Ces tendances illustrent la nécessité, pour les partenaires au développement, d'aborder la fragilité sous un angle multidimensionnel adapté à chaque contexte. Le présent rapport examine d'autres tendances de la fragilité et ce qu'elles impliquent au regard des réponses à apporter et du rôle de la coopération pour le développement.

## Quelles sont les grandes tendances dans les contextes fragiles ?

Les chocs de la pandémie de COVID-19, du changement climatique et du conflit en cours (l'agression de grande ampleur commise par la Russie contre l'Ukraine) sont autant de pressions qui pèsent sur les capacités d'adaptation des contextes fragiles. S'ajoutant aux fragilités et aux crises existantes, ces chocs sapent également les progrès réalisés par ces contextes en matière de développement durable et de paix. La présente section examine les cinq grandes tendances observées dans les contextes fragiles qui nuisent à leurs perspectives de prospérité. Bien que ces tendances ne soient en aucun cas les seules pressions qui s'exercent sur les contextes fragiles, elles montrent comment le caractère multidimensionnel de la fragilité a une incidence sur les communautés, les États et les systèmes, et constituent un obstacle aux progrès des 60 contextes fragiles figurant dans le Cadre de l'OCDE dans le domaine du développement durable et de la paix. Elles mettent aussi en évidence le lien entre la fragilité et les défis mondiaux ayant des effets sur les populations, la planète, la prospérité et la paix.

Parmi ces défis, le Secrétaire général des Nations Unies et d'autres responsables ont lancé des appels à l'action pour remettre en état un système multilatéral fragmenté, en particulier dans le contexte de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. « *Our Common Agenda* », le récent rapport du Secrétaire général, prend notamment pour engagements de ne laisser personne à la traîne, ou encore de faire en sorte que le monde soit préparé aux crises futures (ONU, 2022<sup>[27]</sup>). Il fournit un important cadre de référence utilisé dans cette section pour examiner les tendances qui requièrent la mise en œuvre d'une approche concertée, cohérente et multidimensionnelle de la part de la communauté internationale dans les contextes fragiles. Pour faire face à ces tendances et à leurs effets disproportionnés sur les contextes fragiles, il est important que les partenaires au développement abandonnent les interventions cloisonnées et sectorielles (Chapitre 2) pour se tourner vers des approches globales (Chapitre 3).

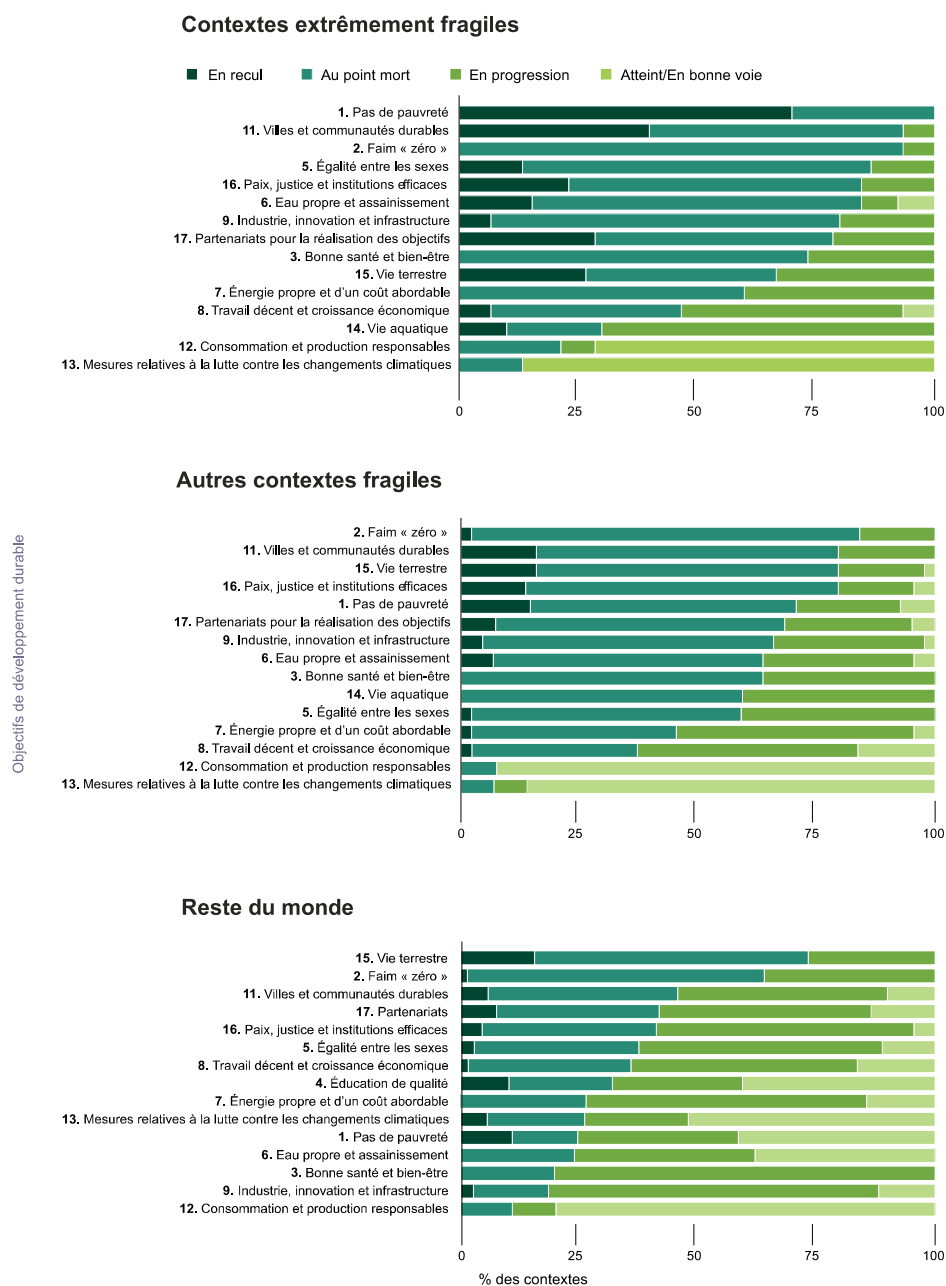
### **Les perspectives de réalisation du Programme 2030 dans les contextes fragiles sont particulièrement sombres**

Les ODD représentent le cadre permettant l'harmonisation du développement durable (Ingram et Pipa, 2022<sup>[28]</sup>). Leur réalisation est une priorité fondamentale des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et de leurs partenaires dans les contextes fragiles. En juillet 2022, 56 des 60 contextes fragiles ont présenté un examen national volontaire lors du forum politique de haut niveau des

Nations Unies ; ils étaient respectivement 11 et 6 à l'avoir fait pour la première fois en 2021 et en 2022. La pandémie de COVID-19 a fourni une opportunité d'utiliser les ODD comme une feuille de route commune pour s'acheminer vers la reprise (OCDE, 2022<sup>[29]</sup>).

Malgré l'engagement pris dans le cadre des examens nationaux volontaires, la réalisation des ODD ne progresse pas, voire recule, dans plus de la moitié des contextes fragiles pour 11 des 15 objectifs<sup>5</sup> (Sachs et al., 2022<sup>[30]</sup>). De plus, il existe encore un manque persistant de données et d'éléments d'observation pour suivre les progrès de la réalisation des ODD (Encadré 1.4). Ces insuffisances soulèvent des interrogations quant à la possibilité d'effectuer un suivi précis et exhaustif des objectifs. En dépit de cela, le présent rapport fournit une première analyse à partir des sources existantes (Sachs et al., 2022<sup>[30]</sup>). Aucun contexte fragile n'est en voie d'atteindre les ODD relatifs à la faim, la bonne santé et l'égalité des genres, tous ces aspects subissant avec force les effets de la pandémie de COVID-19, de la crise climatique et de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. À l'inverse, plus de 85 % des contextes fragiles pour lesquels des données sont disponibles sont bien placés pour atteindre les ODD 12 (consommation et production responsables) et 13 (action climatique). Cela s'explique vraisemblablement par leurs faibles niveaux de croissance économique et de consommation, ainsi que par le volume réduit de leurs émissions polluantes. Dans le reste du monde, les progrès s'accélèrent et 13 des 17 ODD sont en voie d'être réalisés, ce qui montre une fois de plus que les contextes fragiles sont bien laissés de côté dans le paysage international d'aujourd'hui. Cela est particulièrement vrai pour les contextes extrêmement fragiles : ces 15 contextes n'atteindront probablement que quatre des objectifs (Sachs et al., 2022<sup>[30]</sup>), mais aucun n'est susceptible de parvenir à l'ODD 1 (pas de pauvreté). Le Graphique 1.6 représente les progrès variables accomplis par les trois catégories de contextes dans la réalisation des ODD.

## Graphique 1.6. Les progrès dans la réalisation des Objectifs de développement durable sont très variables, mais les contextes fragiles courent globalement le risque de rester à la traîne



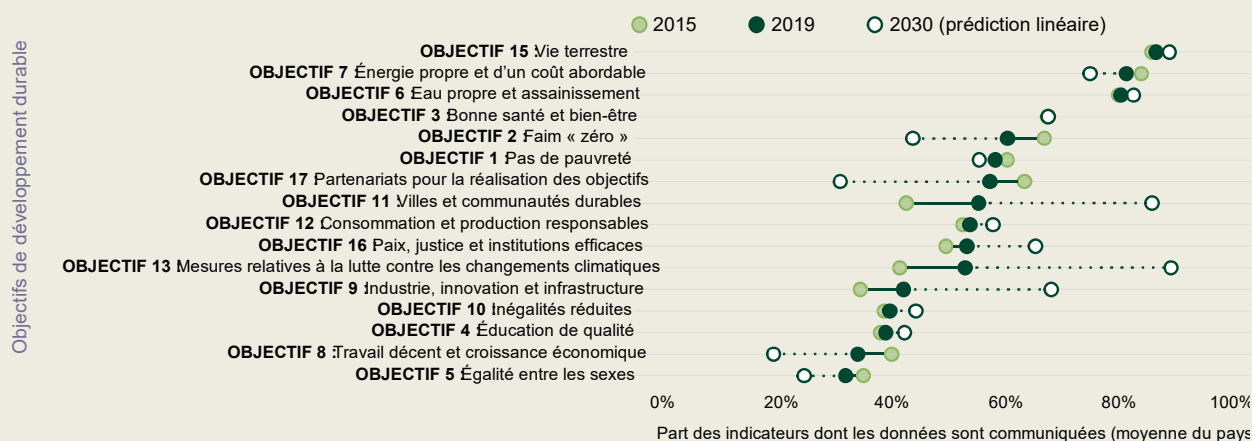
Note : Seuls les ODD pour lesquels des données suffisantes sont disponibles (c'est-à-dire couvrant plus de la moitié des pays de chaque catégorie) sont pris en compte. Les barres apparaissent par ordre décroissant, en commençant par les ODD dont la réalisation recule ou ne progresse pas dans la majorité des contextes. La catégorie « Reste du monde » désigne les pays et les territoires figurant sur la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD en 2021.

Source : Calculs des auteurs d'après les données publiées dans Sachs et al. (2022<sup>[30]</sup>), *Sustainable Development Report 2022*, <https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2022/2022-sustainable-development-report.pdf>.

### Encadré 1.4. Données utilisées pour suivre la réalisation des Objectifs de développement durable dans les contextes fragiles


On sait bien que les données utilisables pour suivre les progrès accomplis au regard des ODD dans le monde entier ne sont pas toujours disponibles, accessibles en temps voulu ou de qualité (Kitzmueller, Stacy et Gerszon Mahler, 2021<sup>[31]</sup>). Par exemple, 48 % seulement des données nécessaires pour évaluer la progression de l'ODD 5 (égalité des genres) sont disponibles (ONU, 2022<sup>[32]</sup>). Les lacunes sont plus importantes dans les contextes fragiles, où les systèmes de statistiques sont comparativement moins performants que dans le reste du monde, en partie à cause d'un manque de capacités et de ressources pour financer la collecte de données et les statistiques (PARIS21, 2016<sup>[33]</sup>). D'après les indicateurs de performances statistiques de la Banque mondiale, les contextes fragiles ont globalement amélioré leur communication sur les indicateurs de 10 objectifs sur 16 entre 2015 et 2019, soit une tendance similaire à celle observée au niveau mondial par Kitzmueller, Stacy et Gerszon Mahler (2021<sup>[31]</sup>). Cela dit, en 2019, les données disponibles dans les contextes fragiles ne concernaient qu'un tiers des indicateurs de l'ODD 5 ; le taux de notification a en outre diminué pour des objectifs essentiels tels que l'ODD 1 (pas de pauvreté) et l'ODD 2 (faim « zéro ») (Graphique 1.7). Ces lacunes ont non seulement une incidence sur la notification par les pays de leurs progrès dans la réalisation des ODD, mais elles frappent en outre les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, et contribuent au creusement des inégalités dans la fourniture des services de base (Banque mondiale, 2021<sup>[34]</sup>).

### Graphique 1.7. Des données manquent dans les contextes fragiles pour plus de la moitié des indicateurs de neuf Objectifs de développement durable



Note : La révision formelle du Cadre de l'OCDE sur la fragilité, expliquée dans l'Encadré 1.2, a également mis en évidence des lacunes dans la disponibilité des données qui ont des conséquences pour l'évaluation des risques et des capacités à faire face à la fragilité multidimensionnelle. À titre d'exemple, les données sont particulièrement rares pour les indicateurs clés des petits États insulaires en développement, en tête desquels figurent les dimensions sociétale et de sécurité de la fragilité. Par voie de conséquence, seuls 3 des 11 petits États insulaires du Pacifique ont été inclus dans les 176 contextes sur lesquels porte la présente édition. Par ailleurs, un manque de données actualisées et globales était à noter concernant l'économie informelle, l'accès aux services financiers, le lien entre l'environnement et l'égalité des genres, ainsi que la solidité des institutions chargées du secteur de la sécurité, pour ne citer que quelques-uns des thèmes relevant des différentes dimensions. Cette situation a causé des difficultés pour analyser la fragilité à l'échelle mondiale. À l'avenir, l'OCDE s'appuiera sur les enseignements tirés de sa révision formelle pour recenser et mettre au point des mesures permettant de pallier les angles morts existants dans l'évaluation de la fragilité mondiale.

Sources : Kitzmueller, Stacy et Gerszon Mahler (2021<sup>[31]</sup>), « Are we there yet? Many countries don't report progress on all SDGs according to the World Bank's new Statistical Performance Indicators », <https://blogs.worldbank.org/opendata/are-we-there-yet-many-countries-dont-report-progress-all-sdgs-according-world-banks-new> ; PARIS21 (2016<sup>[33]</sup>), *Statistical Capacity Building in Fragile and Conflict-affected States*, <https://www.paris21.org/sites/default/files/Fragile%20States%20Strategy-March2016-final.pdf> ; Banque mondiale (2021<sup>[34]</sup>), Rapport sur le développement dans le monde 2021 : Des données au service d'une vie meilleure, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35218>.

StatLink  <https://stat.link/8ukgir>

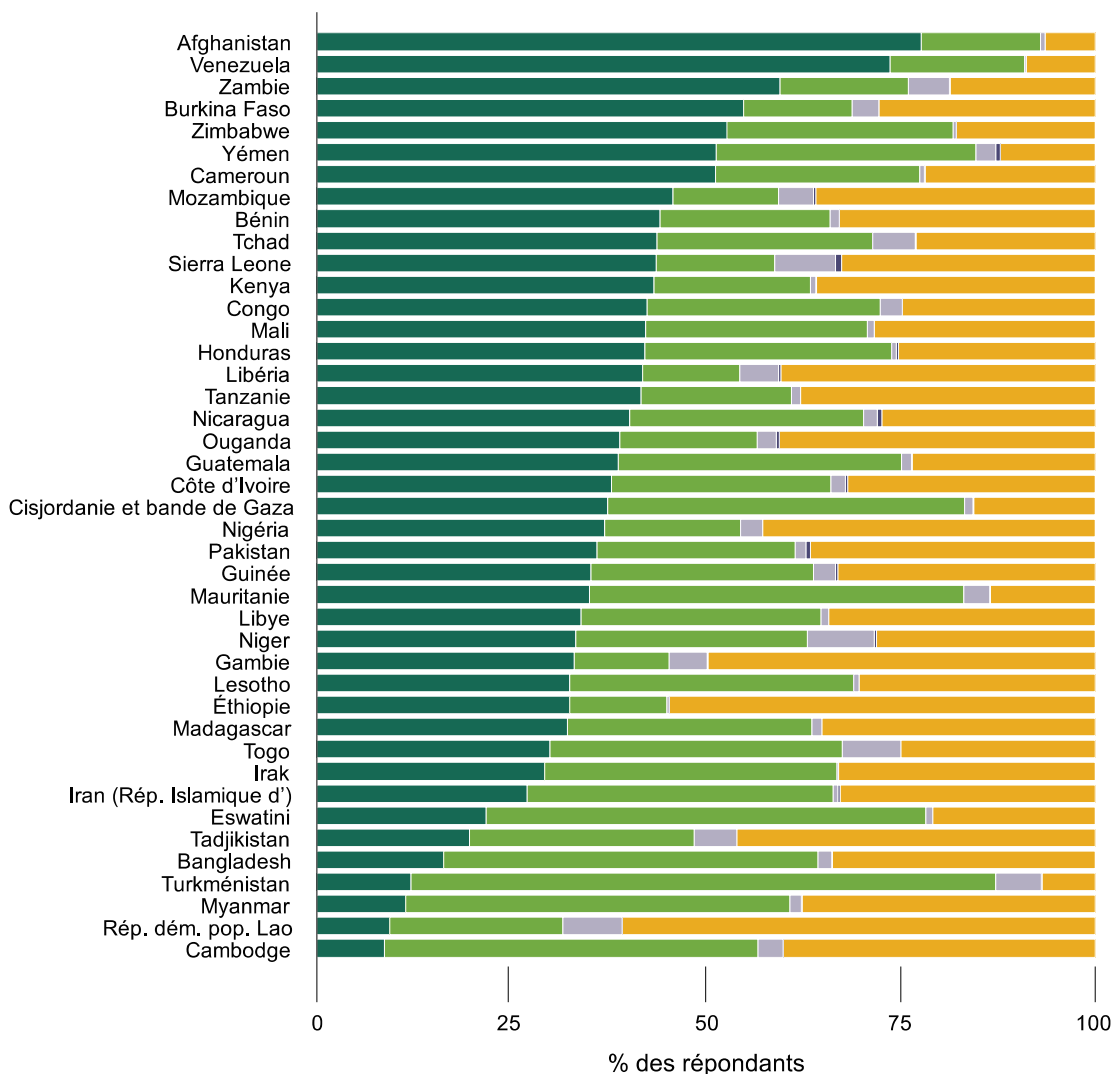
Les sous-sections qui suivent présentent les tendances ayant une incidence sur la réalisation par les contextes fragiles de certains ODD et certaines cibles. Les tendances qui ont été sélectionnées mettent en évidence le lien d'interdépendance entre les différentes dimensions de la fragilité ainsi que la transversalité du Programme 2030. Les quatre tendances examinées concernent les conflits et la violence, les inégalités, l'insécurité alimentaire et les déplacements forcés.

### ***La fragilité multidimensionnelle favorise un accroissement des violences et des troubles civils***

L'analyse montre qu'il existe un lien bidirectionnel entre la fragilité et les conflits (Infographie 1.2). La perception qu'ont les populations des contextes fragiles de la sécurité ou de l'insécurité dans laquelle elles se trouvent est un autre aspect qui complète l'image nuancée de la situation. Comme le montre le Graphique 1.8, une majorité de personnes interrogées en Afghanistan, dans la République bolivarienne du Venezuela (Venezuela) et en Zambie, par exemple, ont indiqué qu'elles se sentaient moins en sécurité en 2019 qu'en 2014 (Lloyd's Register Foundation, 2019<sup>[35]</sup>), une perception qui reflète l'évolution des dimensions politique, sociétale et de sécurité de la fragilité dans les trois contextes. À l'inverse, la plupart des habitants du Cambodge, de la République démocratique populaire lao et du Tadjikistan ayant répondu à l'enquête mondiale sur les risques (*World Risk Poll*) en 2019 ont indiqué se sentir plus en sécurité que cinq ans plus tôt, ce qui confirme que la fragilité et la perception d'insécurité sont certes liées mais pas synonymes.


**Graphique 1.8. Le pourcentage de personnes s'étant senties moins en sécurité en 2019 qu'en 2014 varie selon les contextes fragiles, ce qui montre que la fragilité et les conflits sont certes liés mais pas synonymes**

■ Moins en sécurité ■ Autant en sécurité ■ Sans opinion ■ Pas de réponse ■ Plus en sécurité



Note : Les estimations s'appuient sur les données résultant de l'enquête réalisée en 2019 par la *Lloyd's Register Foundation* auprès de plus de 150 000 personnes dans 142 pays. Le graphique ne représente que les contextes fragiles pour lesquels des données suffisantes étaient disponibles pour l'analyse.

Source : Lloyd's Register Foundation (2019<sup>[35]</sup>), *The Lloyd's Register Foundation World Risk Poll: Full report and analysis of the 2019 poll*, <https://wrp.lrfoundation.org.uk/data-resources/>.

StatLink  <https://stat.link/peu9iv>

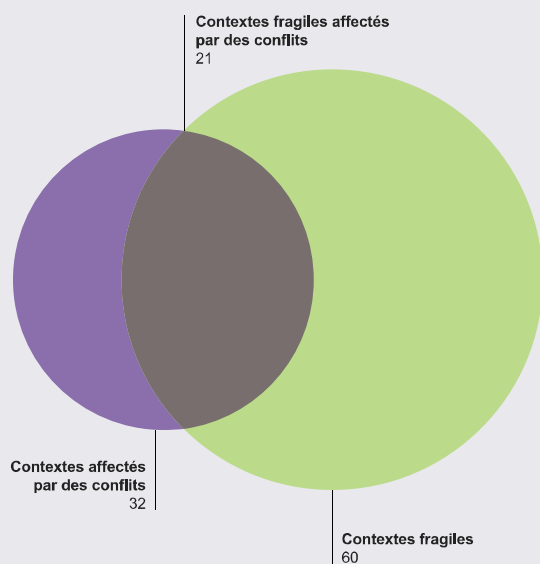
Quatre autres phénomènes mettent en évidence le lien entre la violence et la fragilité : l'augmentation de la violence non étatique et de celle commise par l'État à l'encontre de ses citoyens ; la fréquence accrue des mouvements de protestation ; la forte progression du nombre de coups d'État en 2021 ; l'ampleur et la gravité des violences commises à l'égard des femmes et des filles dans les contextes fragiles.



## Infographie 1.2. Conflits et fragilité

### Contextes touchés par un conflit et contextes fragiles

Conflit et fragilité sont liés, mais pas synonymes. En 2021, 21 des 60 contextes fragiles étaient touchés par un conflit violent. Cinquante-et-un n'étaient pas en guerre.

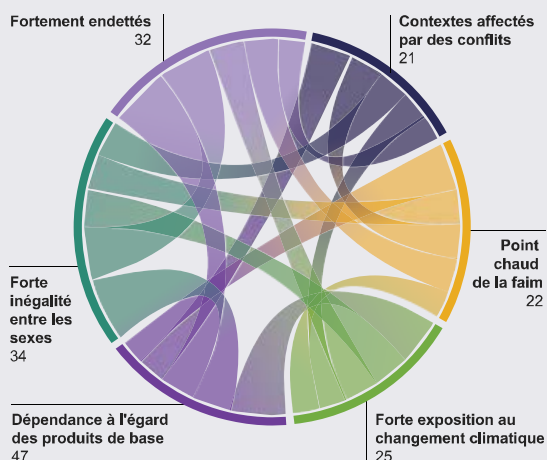


### Le caractère multidimensionnel des risques dans les contextes touchés par un conflit

Un conflit violent ne naît pas de lui-même mais est la conjonction de différentes dynamiques, qui créent des risques multidimensionnels.

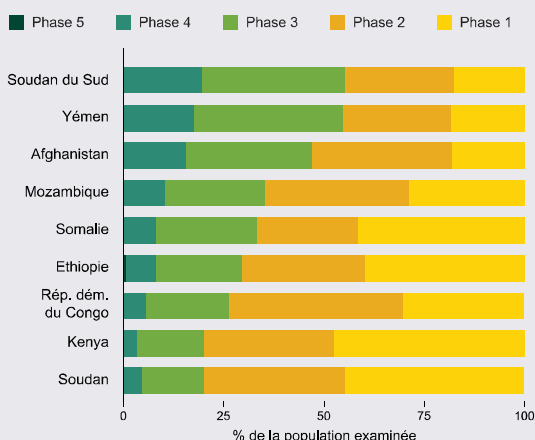
Parmi les 21 contextes fragiles touchés par un conflit :

- 12 sont très exposés au changement climatique
- 12 sont lourdement endettés
- 15 sont des zones de concentration de la faim
- 15 connaissent de fortes inégalités entre les genres
- 19 sont tributaires des produits de base.



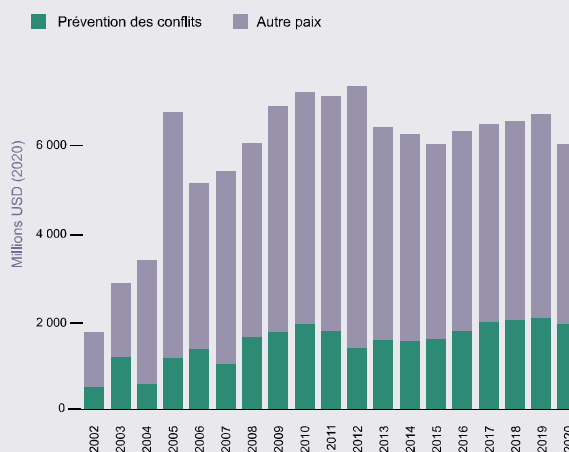
### L'insécurité alimentaire dans les contextes fragiles touchés par un conflit

Un conflit violent favorise le déclenchement d'une crise alimentaire. Sur les 26 zones de concentration de la faim, 22 sont des contextes fragiles et 15 sont à la fois fragiles et touchés par un conflit. Le Soudan du Sud et le Yémen connaissent une insécurité alimentaire particulièrement aiguë : plus de 50 % de la population est en situation de crise alimentaire ou d'aggravation de l'insécurité alimentaire.




### APD allouée à la prévention des conflits dans les contextes fragiles pour les membres du Comité d'aide au développement

L'APD allouée par le CAD à la prévention des conflits – une sous-catégorie de l'APD allouée à la paix – dans les contextes fragiles a diminué pour atteindre 1.9 milliard USD en 2020, soit un inversement de la tendance haussière qui avait été constatée jusqu'en 2019.



Note : L'indicateur « Forte inégalité entre les genres » fait référence à un score d'au moins 0.5 dans l'indice d'inégalité de genre du PNUD. Les contextes touchés par un conflit sont ceux où au moins 25 décès liés à des combats ont eu lieu en 2021, par opposition avec les contextes en état de guerre, qui en ont enregistré au moins 1 000. Les contextes très exposés au changement climatique sont ceux arrivant après la 144e place dans le classement des pays établi par la Notre Dame - Global Adaptation Initiative (ND-GAIN). L'APD allouée à la prévention des conflits correspond au secteur 152 de l'APD, intitulé « Conflits, paix et sécurité ».

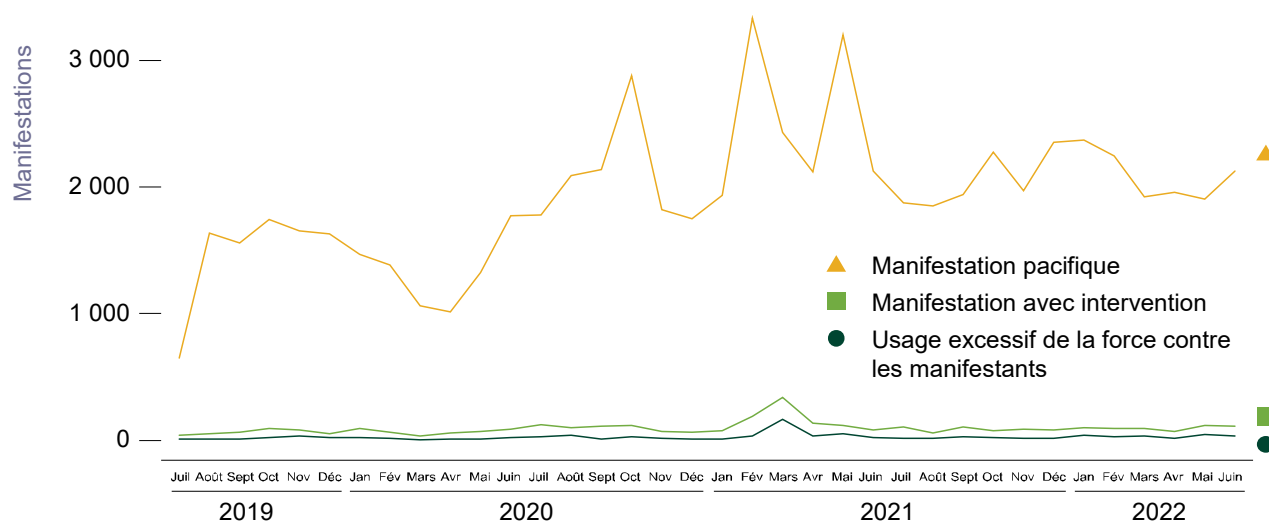
Sources : Davies, Pettersson et Öberg (2022<sup>[36]</sup>), « Organized violence 1989-2021 and drone warfare », <https://doi.org/10.1177/00223433221108428> ; Sundberg et Melander (2013<sup>[22]</sup>), « Introducing the UCDP Georeferenced Event Dataset », <https://doi.org/10.1177%2F0022343313484347> ; FAO/PAM (2022<sup>[37]</sup>), « Hunger Hotspots: FAO-WFP Early Warnings on Acute Food Insecurity, June to September 2022 Outlook », <https://www.wfp.org/publications/hunger-hotspots-fao-wfp-early-warnings-acute-food-insecurity-june-september-2022> ; Notre Dame Global Adaptation Initiative (2022<sup>[38]</sup>), « Notre Dame - Global Adaptation Initiative Country Index », <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/> ; PNUD (2022<sup>[39]</sup>), « Gender inequality index (GII) », base de données, <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII> ; CNUCED (2021<sup>[40]</sup>), « State of commodity dependence 2021 », <https://unctad.org/webflyer/state-commodity-dependence-2021> ; OCDE (2022<sup>[41]</sup>), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/data/systeme-de-notification-des-pays-creanciers/activites-d-aide\\_data-00061-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/data/systeme-de-notification-des-pays-creanciers/activites-d-aide_data-00061-fr) ; Banque mondiale (2022<sup>[42]</sup>), « Pays pauvres très endettés (PPTE) », <https://donnees.banquemondiale.org/region/pays-pauvres-tres-endettes-ppte> ; IPC (2022<sup>[43]</sup>), « The IPC Population Tracking Tool », <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/population-tracking-tool/en/>.

StatLink  <https://stat.link/itagws>

Les épisodes de violence non étatique ont augmenté de 48 % entre 2011 et 2021, avec un niveau record en 2017. Les décès causés par ce type de violence se sont accrus chaque année de 2018 à 2021, où ils ont atteint le niveau le plus élevé depuis 2015. Parallèlement, les épisodes de répression et de ciblage des citoyens par les autorités ont atteint un niveau exceptionnellement élevé pendant la période 2020-2021 (Davies, Pettersson et Öberg, 2022<sup>[36]</sup> ; Sundberg et Melander, 2013<sup>[22]</sup>). Cette évolution de la violence est en corrélation avec l'intensification de la fragilité économique, politique et sociétale au fil du temps (Desai et Yabe, 2022<sup>[23]</sup>). S'agissant en particulier de la fragilité politique, la progression ces dernières années des régimes autocratiques – notamment la légère hausse, de 25 à 30, du nombre d'autocraties fermées entre 2020 et 2021 – s'est accompagnée d'une augmentation de la répression et de la violence étatiques (ACLEDD, 2022<sup>[44]</sup> ; Boese et al., 2022<sup>[45]</sup>).

Si les mouvements de protestation des citoyens dans les contextes fragiles sont le reflet de l'engagement politique des intéressés, ils témoignent aussi du caractère multidimensionnel de la fragilité. L'augmentation de la violence politique est le signe d'un affaiblissement du contrat social entre l'État et les citoyens, ainsi que d'une insatisfaction croissante au sujet des arrangements qui, conclus entre les membres de l'élite, bénéficient à quelques privilégiés au détriment de la majorité (Cloutier et al., 2022<sup>[46]</sup>). La pandémie de COVID-19 a aggravé les difficultés socioéconomiques qui avaient contribué aux mouvements de protestation apparus entre 2019 et 2022 ; elle a également, du fait des restrictions de déplacement visant à stopper la propagation du virus, eu des conséquences sur le calendrier et la fréquence des manifestations (Graphique 1.9) (ACLEDD, 2022<sup>[44]</sup>). La hausse du prix des produits alimentaires résultant de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine pourrait aussi provoquer des troubles civils, comme l'a averti le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce en mars 2022 (Elliott, 2022<sup>[47]</sup>). D'autre part, la multiplication récente des coups d'État peut être interprétée comme l'expression d'un mécontentement lié à l'intensification des causes profondes de la fragilité multidimensionnelle, en particulier dans les dimensions politique, sociétale et de sécurité (Encadré 1.5).

**Graphique 1.9. Les mouvements de protestation spontanés survenus entre 2019 et 2022 reflètent en partie les fragilités sous-jacentes et les réactions aux restrictions de déplacement liées au COVID-19**



Note : Pour connaître les définitions des différentes catégories de mouvements de protestation, se reporter à [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm\\_uploads/2020/10/ACLED\\_USA-Methodology\\_v2-Feb2021.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2020/10/ACLED_USA-Methodology_v2-Feb2021.pdf).

Source : Raleigh et al. (2010<sup>[48]</sup>), « Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data », <https://doi.org/10.1177/0022343310378914>.

StatLink  <https://stat.link/itagsw>

### Encadré 1.5. La fragilité est un facteur pouvant expliquer la récente augmentation des coups d'État

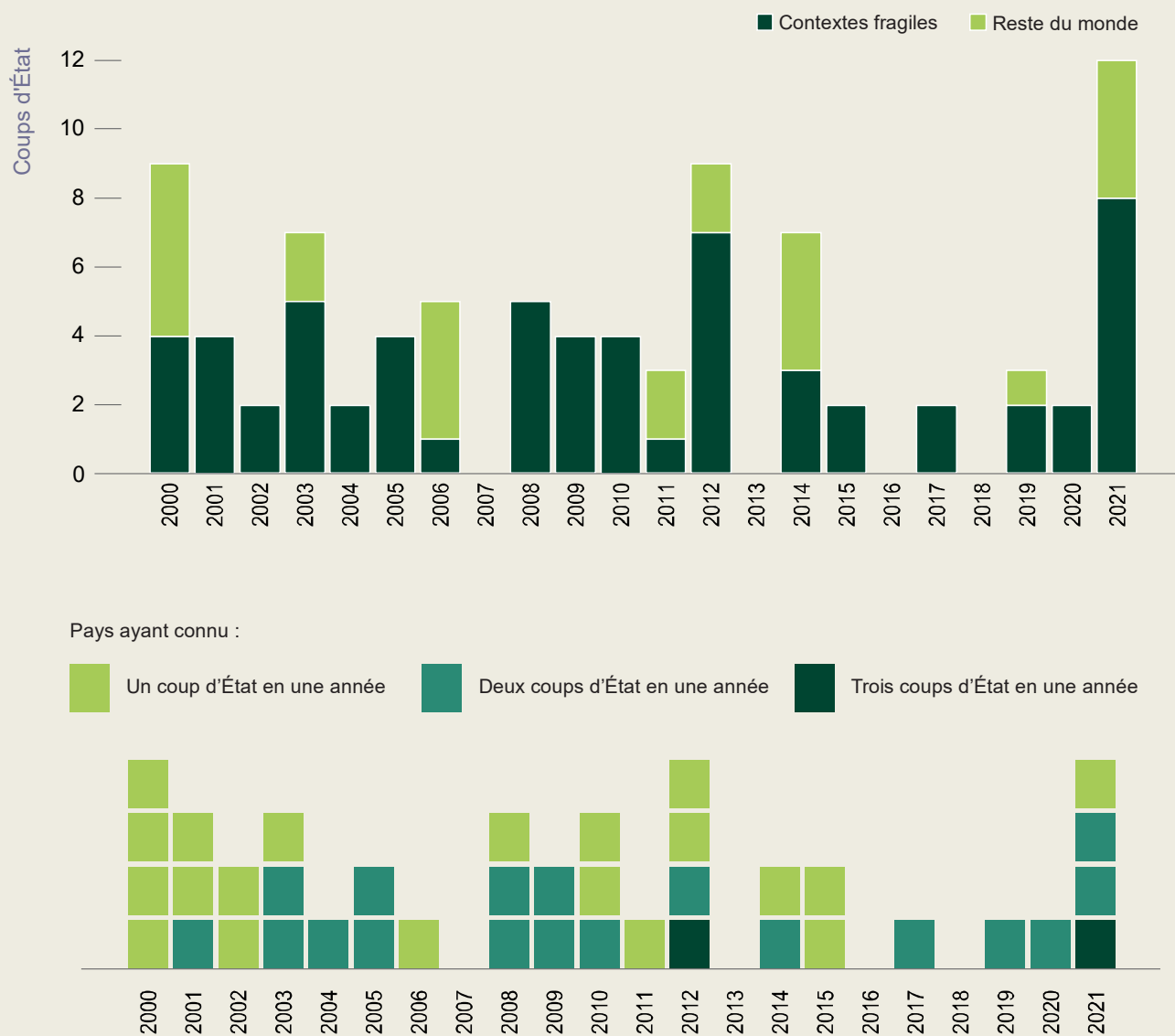
Les tentatives – réussies et avortées – de coups d'État ont lieu dans des environnements fragiles et sont donc le fruit de cette fragilité. Les membres du CAD doivent par conséquent procéder à une analyse du contexte et adopter une approche globale à l'égard de la fragilité, afin de réduire les facteurs propices aux coups d'État. Sur les 17 coups d'État commis depuis 2019, 12 ont eu lieu dans des contextes fragiles (Graphique 1.10) (Peyton et al., 2021<sup>[49]</sup>).

Les récents coups d'État survenus dans des contextes fragiles montrent comment les facteurs de la fragilité peuvent influencer sur les opportunités de renversement du pouvoir par les militaires et les incitations y afférentes. La nature des mouvements de protestation qui éclatent avant et après les coups d'État peut servir à évaluer le type d'évolution de la situation politique – en d'autres termes, les chefs militaires peuvent se saisir du mécontentement de la population pour justifier leurs actions ou au contraire manipuler la population et forger son mécontentement pour se maintenir au pouvoir (Hammou, 2022<sup>[50]</sup>). Poursuivant leurs propres objectifs socioéconomiques, les civils peuvent participer tout aussi activement, quoique souvent dans une totale discrétion, à des coups d'État (Kinney, 2021<sup>[51]</sup>). Pour les membres de la société civile qui y sont favorables, le coup d'État peut être l'expression d'un mécontentement populaire au sujet de la qualité de la gouvernance, ainsi que l'occasion d'appeler à un changement de régime de la façon la plus expéditive qui soit, en particulier après que les moyens démocratiques aient été épuisés (Sävström, 2021<sup>[52]</sup>). D'un autre côté, les instigateurs d'un coup d'État peuvent aussi instrumentaliser la protestation de la population pour justifier la prise du pouvoir, en particulier lorsque les revendications et les frustrations de longue date ont culminé jusqu'à aboutir à une violence politique – souvent de façon soudaine, comme dans le cas des Printemps arabes (ONU/Banque mondiale, 2018<sup>[53]</sup>). Le Mali, qui a connu quatre coups d'État depuis 2010, illustre parfaitement l'interdépendance qui existe entre les facteurs conduisant à la mise en place d'un environnement dans lequel


ce type d'événement peut avoir lieu : des revendications intérieures et une influence extérieure s'entremêlent (Elischer, 2022<sup>[54]</sup>), dans un contexte où la fragilité s'est progressivement aggravée dans les dimensions politique, sociétale et de sécurité entre 2011 et 2021.

Sources : Hammou (2022<sup>[50]</sup>), « When civilian protests facilitate coups d'état: Reflecting on revolution and counter-revolution in Sudan », <https://politicalviolenceatagrance.org/2022/04/14/when-civilian-protests-facilitate-coups-detat-reflecting-on-revolution-and-counter-revolution-in-sudan/>; Kinney (2021<sup>[51]</sup>), *Civilian Coup Advocacy*, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.2043>; Sävström (2021<sup>[52]</sup>), « Commentary: Constitutional coups have often preceded military ones », <https://nai.uu.se/news-and-events/news/2021-10-07-constitutional-coups-have-often-preceded-military-ones.html>; ONU/Banque mondiale (2018<sup>[53]</sup>), *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>; Elischer (2022<sup>[54]</sup>), « Populist civil society, the Wagner Group and post-coup politics in Mali », <https://doi.org/10.1787/b6249de6-en>.

### Graphique 1.10. La fragilité est associée à des coups d'État, en particulier au cours des dernières années



Source : Calculs des auteurs d'après Peyton et al. (2021<sup>[49]</sup>), *Cline Center Coup D'état Project Dataset*, [https://doi.org/10.13012/B2IDB-9651987\\_V3](https://doi.org/10.13012/B2IDB-9651987_V3).

StatLink  <https://stat.link/ruf67c>

Au-delà des préjudices physiques et psychologiques qu'elles entraînent, les violences sexuelles et sexistes privent les femmes et les filles de la possibilité d'améliorer leur existence ainsi que de participer à l'économie et à la société au sens large. Ces violences ont, par conséquent, une incidence sur les actions engagées pour réduire les inégalités générales entre les femmes et les hommes dans les contextes fragiles, d'autant que, comment le montrent Loudon, Goemans et Koester (2021<sup>[55]</sup>), il existe un lien inextricable entre les inégalités et la fragilité (Infographie 1.3).

Les normes et les attitudes discriminatoires à l'égard de la violence sont une cause profonde des violences sexuelles et sexistes, ce qui explique en partie leur importance en tant qu'indicateur de la dimension de sécurité de la fragilité (Organisation mondiale de la Santé, 2021<sup>[56]</sup>). Dans les contextes fragiles, 32 % des femmes âgées de 15 ans à 49 ans ayant vécu en couple indiquent avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur partenaire au cours de leur vie, contre 26 % à l'échelle mondiale ; par ailleurs, tous les contextes dans lesquels plus de 50 % des filles sont déjà mariées à l'âge de 18 ans sont fragiles (Stasieluk, 2022<sup>[57]</sup>). Ces normes et ces attitudes, de même que d'autres facteurs comme les restrictions de déplacement et leurs conséquences générales sur le plan socioéconomique, expliquent en partie l'augmentation des violences sexuelles et sexistes pendant la pandémie de COVID-19, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par des conflits (Vahedi, Anania et Kelly, 2021<sup>[58]</sup>). Selon une étude de l'OCDE (2019<sup>[59]</sup>), les normes relatives à la masculinité sont une autre explication de poids aux violences sexuelles et sexistes, de même que les inégalités entre les genres qui prévalent globalement au sein de la société.

Les inégalités entre les genres restent très prononcées à l'échelle mondiale, et les efforts pour les réduire progressent particulièrement lentement dans les contextes fragiles (Chancel et al., 2022<sup>[60]</sup>). Neuf des dix pays dans lesquels ces inégalités sont les plus fortes figurent dans le Cadre sur la fragilité (Forum économique mondial, 2021<sup>[61]</sup>). Les femmes et les filles sont victimes de nombreuses formes différentes d'inégalités dans la fourniture des services de base (tels que la santé, l'éducation et la justice), en particulier dans les contextes fragiles (Stasieluk, 2022<sup>[57]</sup>). Ainsi, malgré la progression de l'accès des filles à l'éducation dans le monde entier, celles vivant dans des contextes fragiles quittent l'école plus souvent et plus tôt que les garçons. Cette dynamique se vérifie tout particulièrement dans les contextes extrêmement fragiles que sont l'Afghanistan, la République centrafricaine et le Yémen, où les gains relatifs enregistrés par les filles au regard de l'éducation (par rapport aux garçons) est le plus faible parmi les 126 pays examinés (Evans, Akmal et Jakiela, 2021, p. 5<sup>[62]</sup>). Ce constat amène à des préoccupations plus générales concernant les systèmes éducatifs, qui s'efforcent de faire face à la croissance démographique rapide, aux conflits, aux chocs climatiques et à l'absence de services de base – autant de contraintes rendues encore plus difficiles à gérer par des lacunes critiques en ce qui concerne le soutien politique ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques (Hickey, Hossain et Jackman, 2019<sup>[63]</sup>).

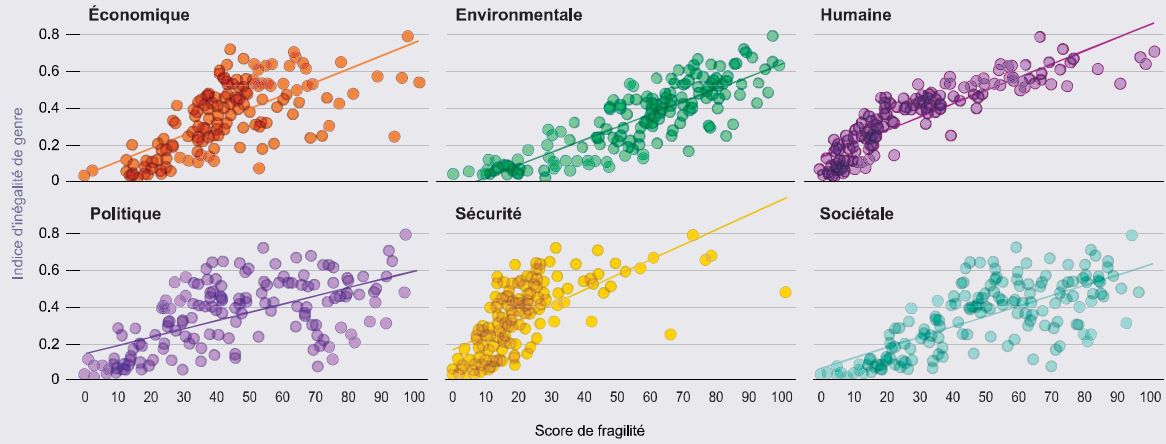
L'absence de progrès en matière de réduction des inégalités entre les genres est en contradiction avec la hausse importante et continue du volume de l'APD des membres du CAD dont l'objectif principal ou significatif est l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Cette APD s'élevait à 22.1 milliards USD en 2020, soit 47 % du total des engagements d'APD des membres du CAD à l'égard des contextes fragiles. Il s'agit du pourcentage le plus élevé depuis 2009, même si 5 % seulement de ce montant sont alloués à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en tant qu'objectif principal.

Malgré la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, des évolutions positives sont à mettre en avant. À titre d'exemple, les mutilations génitales des femmes ne cessent de reculer depuis les 30 dernières années, même si la quasi-totalité des contextes où son taux d'incidence est supérieur à 1 % figurent dans le Cadre sur la fragilité (UNICEF, 2022<sup>[64]</sup>). Le taux d'incidence des mariages précoces est lui aussi en légère baisse à l'échelle mondiale. Ces évolutions sont menacées par les conflits, le changement climatique et d'autres crises encore (UNICEF, 2022<sup>[65]</sup>). En Éthiopie, par exemple, où l'âge médian pour se marier est passé de 16 ans en 1985 à 19 ans en 2010, les mariages précoces ont bondi de 119 % entre janvier-avril 2021 et la même période de 2022 dans toutes les régions les plus durement frappées par la sécheresse. Cette hausse, en Éthiopie et plus généralement dans la Corne de l'Afrique,

s'explique par le besoin accru de dots de la part des familles vivant dans des communautés touchées par la sécheresse, afin de pouvoir assurer leur subsistance.

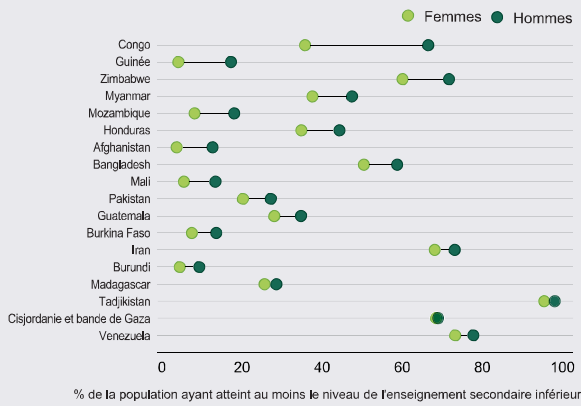
### Infographie 1.3. Inégalités entre les genres et fragilité

Les inégalités entre les genres sont étroitement corrélées avec les six dimensions de la fragilité

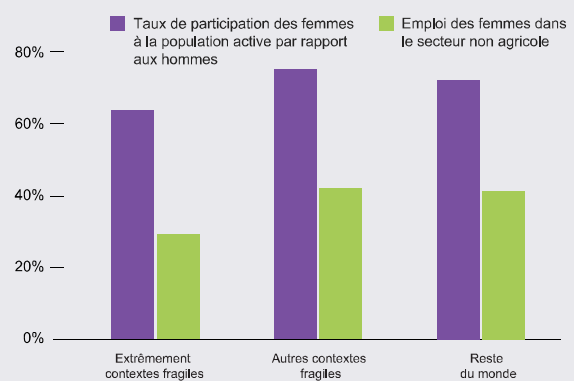


Les femmes et les filles dans les contextes fragiles sont victimes d'inégalités en ce qui concerne le niveau d'instruction et la participation au marché du travail

L'écart entre les sexes en matière de niveau d'instruction

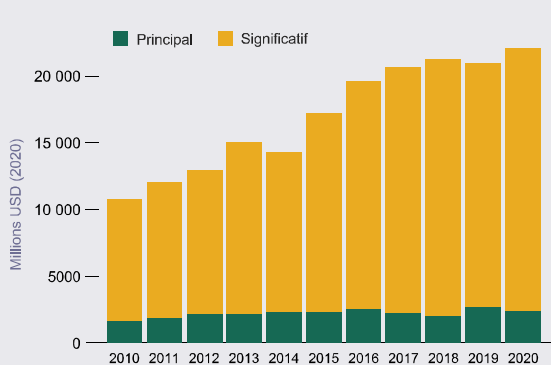


Écart entre les sexes en matière de participation à la main-d'œuvre et d'emploi dans le secteur non agricole

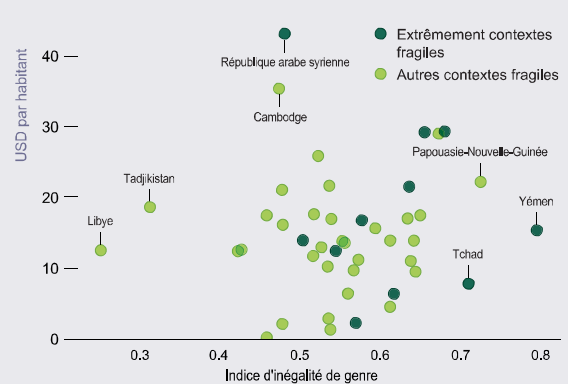


L'APD allouée à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les contextes fragiles a atteint un niveau record en 2020, mais elle n'était pas nécessairement corrélée avec les inégalités entre les genres.

APD à GEWE avec un objectif principal ou significatif



APD à GEWE par habitant (2020) par rapport à l'inégalité entre les sexes



Note : Les valeurs du « taux d'activité des femmes par rapport à celui des hommes » et du « taux d'emploi des femmes dans les secteurs non agricoles » résultent de la moyenne arithmétique de tous les pays et territoires inclus dans chaque groupe.

Sources : PNUD (2022<sup>[39]</sup>), « Gender inequality index (GII) », base de données, <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII> ; Banque mondiale (2022<sup>[66]</sup>), Niveau d'éducation, achèvement du premier cycle des études secondaires au minimum, hommes de 25 ans et plus (%) (base de données), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.SEC.CUAT.LO.MA.ZS> ; Banque mondiale (2022<sup>[67]</sup>), Niveau d'éducation, achèvement du premier cycle des études secondaires au minimum, femmes de 25 ans et plus (%) (base de données), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.SEC.CUAT.LO.FE.ZS> ; Banque mondiale (2022<sup>[68]</sup>), Rapport femmes/hommes dans le taux de participation de la population active (%) (estimation modélisée OIT) (base de données), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.CACT.FM.ZS> ; PNUD (2022<sup>[69]</sup>), Dashboard 2. Life-course gender gap (database), <https://hdr.undp.org/data-center/documentation-and-downloads> ; UN DESA (2019<sup>[2]</sup>), 2019 Revision of World Population Prospects (base de données), <https://population.un.org/wpp/> ; OCDE (2022<sup>[41]</sup>), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », 10.1787/data-00061-en.

StatLink  <https://stat.link/e67vrk>

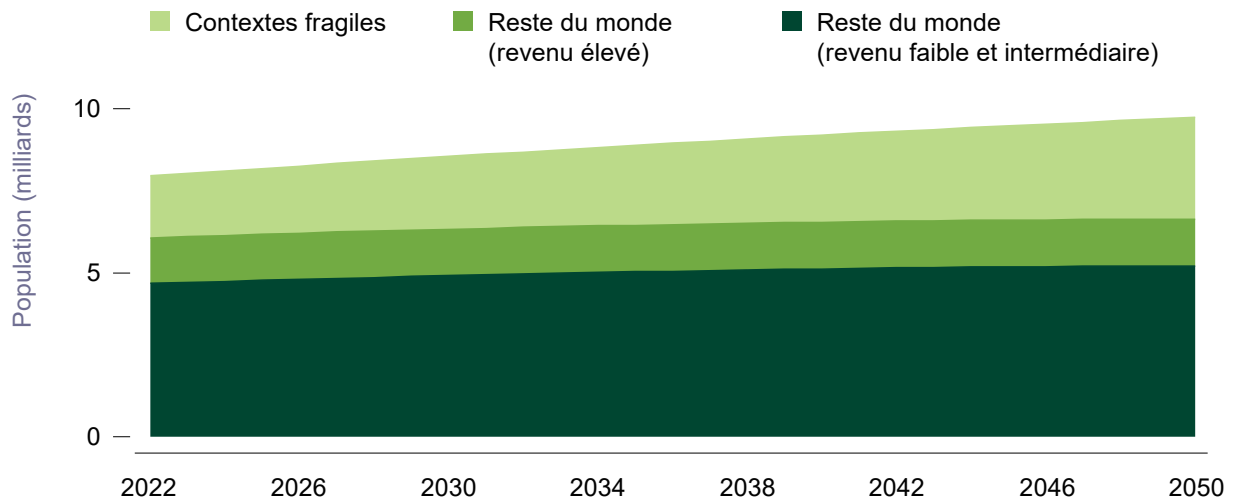
## **Le COVID-19, le passage au numérique, l'accès à la justice et d'autres facteurs ont contribué au creusement des inégalités et ont mis en évidence le lien entre inégalités et fragilité**

L'intensification et la diversification des facteurs créent des inégalités au sein des contextes fragiles et entre eux, ainsi qu'entre ces contextes et le reste du monde. Cette sous-section examine trois des facteurs d'aggravation de ces risques : la pandémie de COVID-19, le passage au numérique et l'accès à la justice.

*La pandémie a eu un impact majeur et disproportionné sur les contextes fragiles, en particulier sur les moyens de subsistance, le bien-être et le développement humain*

L'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19 a entraîné en 2020, pour la première fois depuis que le concept a fait son apparition en 1990, un recul du développement humain à l'échelle mondiale (PNUD, 2020<sup>[70]</sup>). Il a également stoppé et inversé la tendance à la baisse du nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté (Kharas et Dooley, 2021<sup>[71]</sup>) ; une hausse des inégalités entre les pays a en outre été observée (Adarov, 2022<sup>[72]</sup>). D'après les estimations, au début de l'année 2022, les contextes fragiles abritaient presque un quart de la population mondiale (24 %) (Graphique 1.11) mais aussi près des trois quarts (73 %) des personnes vivant dans l'extrême pauvreté (Graphique 1.12). En 2030, 86 % de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté vivront vraisemblablement dans des contextes fragiles (Gerszon Mahler et al., 2021<sup>[1]</sup>). Par ailleurs, la répartition géographique des populations vivant dans un dénuement extrême devrait se déplacer vers les contextes extrêmement fragiles, qui en abriteront un tiers d'ici 2030 (Graphique 1.12). Une telle concentration de la pauvreté extrême expose les habitants des contextes fragiles à tout un éventail de risques supplémentaires qui ont une incidence sur leurs moyens de subsistance et leur résilience. Ces risques, qui ont une portée transnationale, sont hautement politiques et influent sur différentes dimensions de la fragilité. L'étendue de ces risques se reflète dans la perception qu'ont un grand nombre d'habitants des contextes fragiles de leur situation : le chômage et la rupture de leurs moyens de subsistance sont leurs principaux sujets de préoccupation, suivis par l'endettement, l'effondrement de l'État et l'inflation (Forum économique mondial, 2022, pp. 96-108<sup>[73]</sup>). L'Infographie 1.4 représente l'impact de la pandémie sur les contextes fragiles et certaines des mesures qui ont été prises pour y faire face, sous forme d'actions des pouvoirs publics (comme les campagnes de vaccination).

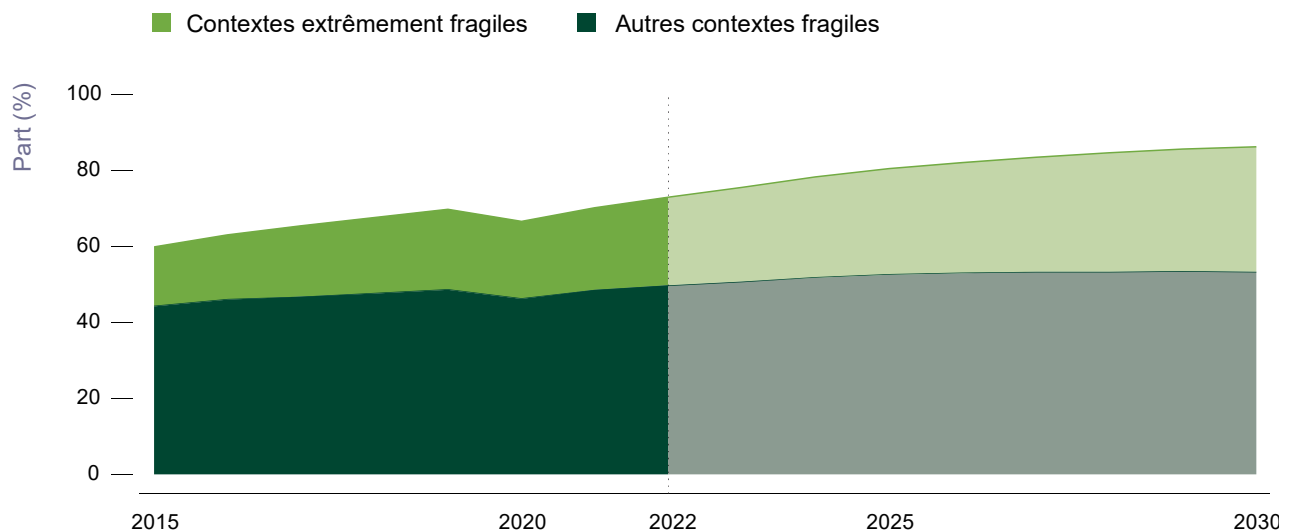
### Graphique 1.11. Dans les contextes fragiles, la croissance démographique devrait être nettement plus forte que dans le reste du monde



Note : Sur le graphique, le reste du monde est réparti entre les contextes à haut revenu et ceux à revenu faible et intermédiaire, de manière à prendre en compte les éventuels cas particuliers et à distinguer les pays/territoires pouvant bénéficier de l'APD et les autres. L'analyse repose sur la même cohorte de 60 contextes fragiles que dans la précédente édition du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité.  
 Source : UN DESA (2019<sup>[2]</sup>), 2019 Revision of World Population Prospects (base de données), <https://population.un.org/wpp/>.

StatLink  <https://stat.link/2mvu5o>

### Graphique 1.12. D'ici 2030, 86 % de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté devrait vivre dans des contextes fragiles, dont un tiers dans des contextes extrêmement fragiles



Note : Les estimations pour l'après 2022 sont des projections établies à partir des données sources. L'analyse repose sur la même cohorte de 60 contextes fragiles que dans la précédente édition du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité.  
 Source : Calculs des auteurs d'après les estimations de Gerszon Mahler et al. (2021<sup>[1]</sup>), « Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Turning the corner on the pandemic in 2021? », <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021>.

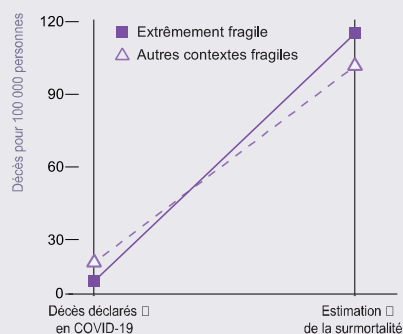
StatLink  <https://stat.link/oau3w6>



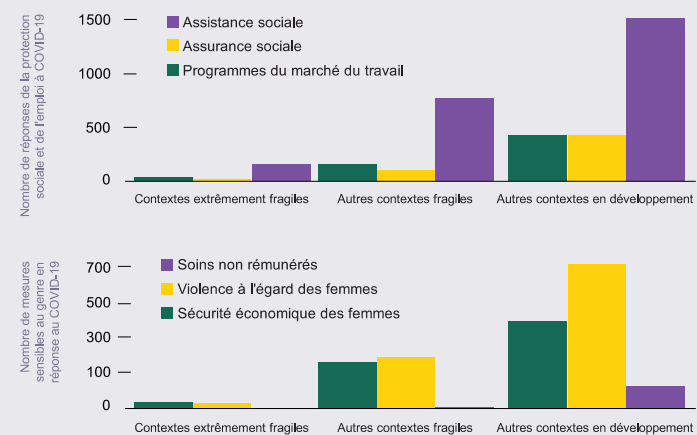
## Infographie 1.4. Le COVID-19 dans les contextes fragiles

**Le nombre de décès liés au COVID-19 est sous-estimé dans les contextes fragiles.**

- Dans les contextes extrêmement fragiles, la **surmortalité attribuable au COVID-19 a été évaluée** à un facteur de 9 entre janvier 2020 et décembre 2021.

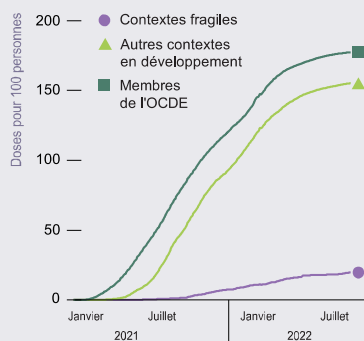


**Face à la pandémie, les contextes fragiles ont déployé moins de mesures de protection sociale et de l'emploi que le reste du monde. Parmi ces mesures, rares étaient celles en faveur des femmes.**

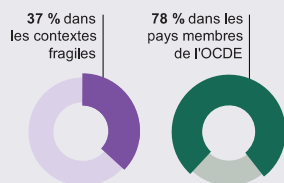


**L'inégalité face au vaccin est une caractéristique dominante de la réponse des contextes fragiles à la pandémie.**

- À la fin juillet 2022, **1,2 million de doses** avaient été administrées dans les **contextes fragiles**, soit 10 % du total des doses au niveau mondial.



- Ce taux de vaccination signifie qu'à la fin juillet 2022, **37 % seulement des habitants des contextes fragiles avaient reçu une dose de vaccin contre le COVID-19**, contre 78 % dans les pays membres de l'OCDE.



**La pandémie a eu des effets importants sur les moyens de subsistance et le bien-être dans les contextes fragiles.**

Ses effets sur les moyens de subsistance se sont manifestés de nombreuses manières différentes, en particulier dans les contextes extrêmement fragiles. L'éducation, le travail et l'accès aux fonds d'urgence en sont trois exemples.



Sources : Ritchie et al. (2022<sup>[3]</sup>), *Coronavirus Pandemic (COVID-19)* (base de données), <https://ourworldindata.org/coronavirus> ; Banque mondiale (2022<sup>[74]</sup>), *COVID-19 Household Monitoring Dashboard* (base de données), <https://www.worldbank.org/en/data/interactive/2020/11/11/covid-19-high-frequency-monitoring-dashboard> ; PNUD (2022<sup>[75]</sup>), *COVID-19 Global Gender Response Tracker* (base de données), <https://data.undp.org/gendertacker/> ; Gentilini et al. (2022<sup>[76]</sup>), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37186>.

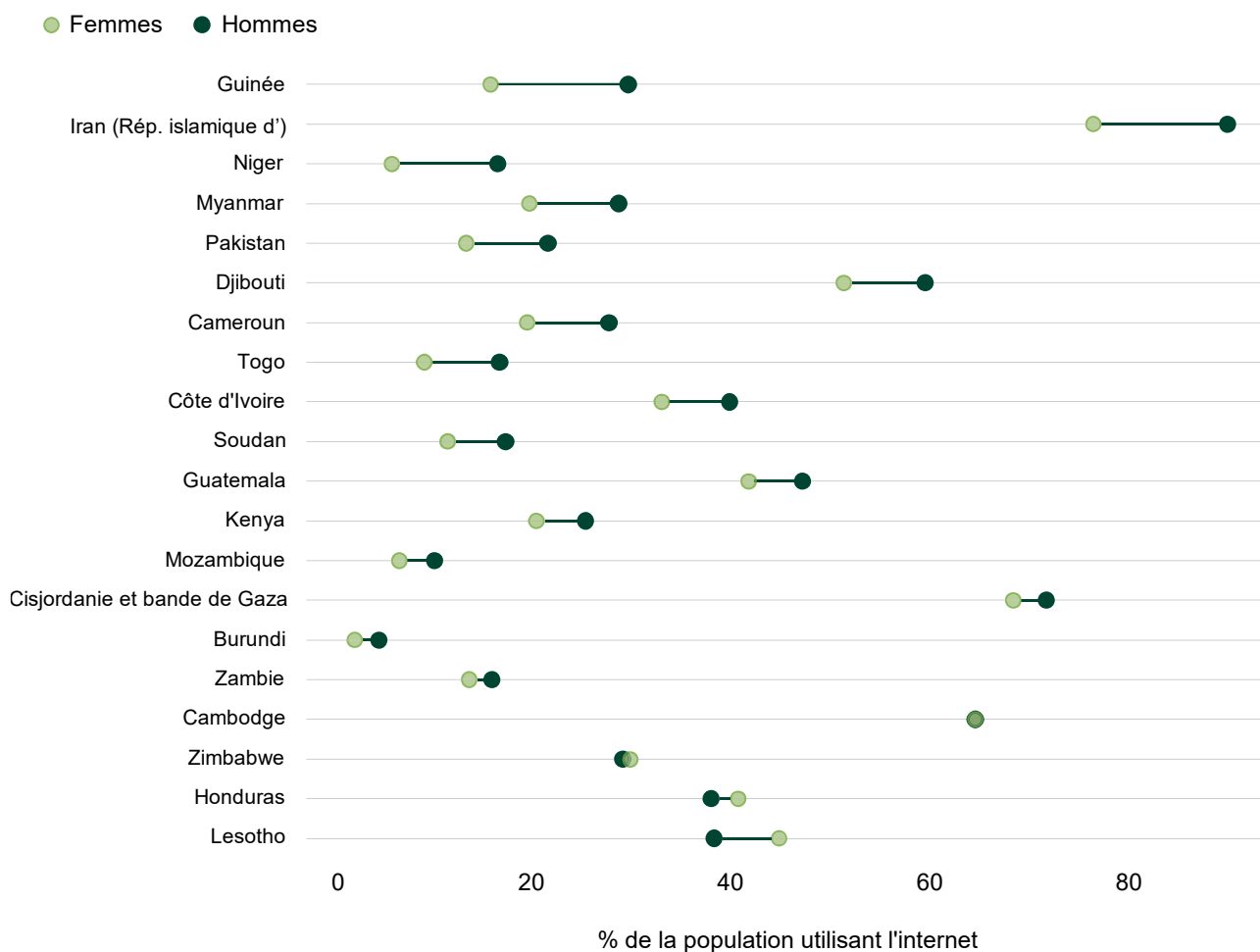
*Les réponses à la pandémie font apparaître dans les contextes fragiles de nouvelles inégalités face au numérique qui auront des effets à long terme sur les moyens de subsistance et le bien-être*

La transformation numérique qui touche le monde entier ne présente pas que des avantages (OCDE, 2021<sup>[77]</sup>). Si l'accès à la technologie numérique peut être très utile pour parvenir à un développement durable, son contraire risque de pérenniser les inégalités existantes et d'en générer de nouvelles (PNUD, 2019<sup>[78]</sup>). La fracture numérique est particulièrement profonde dans les contextes fragiles, où l'accès aux services numériques (comme l'internet, un abonnement à la téléphonie fixe et une connexion fixe haut débit) est très variable. Entre 2002 et 2019, la Gambie, le Kenya et le Nigeria faisaient partie des pays les plus performants d'Afrique subsaharienne en ce qui concerne le taux d'accès au numérique et la croissance des technologies de l'information et des communications ; à l'inverse, le Burundi, le Niger, la République centrafricaine et le Tchad étaient les moins performants (Kouladoum, Wirajing et Nchofoung, 2022<sup>[79]</sup>). En Amérique latine et dans les Caraïbes, 35 % seulement de la population haïtienne avait accès à l'internet en 2020, ce qui a des effets négatifs sur les perspectives de croissance du pays et sur sa résilience face aux impacts du COVID-19 (Banque mondiale, 2020<sup>[80]</sup>). La fracture numérique se constate également entre les milieux urbain et rural : en Afrique centrale et de l'Ouest, 26 % seulement des ménages vivant dans les zones rurales possèdent un téléviseur, contre 73 % en zone urbaine ; l'écart n'est pas sans conséquences, dans la mesure où l'apprentissage à distance mis en place après la fermeture des écoles reposait sur l'utilisation de supports audiovisuels (Banque mondiale/UNESCO/UNICEF, 2021, p. 23<sup>[81]</sup>). Avant la pandémie, les populations vivant dans des contextes fragiles d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne avaient cité la fracture numérique comme un risque majeur à court terme (Forum économique mondial, 2022, p. 20<sup>[73]</sup>).

La fracture numérique a de profondes répercussions sur toutes les dimensions de la fragilité. Pour citer un exemple, la technologie numérique est un facteur important d'inclusion financière, en particulier pour les femmes et autres groupes défavorisés de la société (Davico et al., 2022<sup>[82]</sup>). Au Bangladesh, la pression exercée par les autorités pour que les paiements s'effectuent par voie numérique durant la pandémie de COVID-19 a permis à 2 millions de personnes d'obtenir un compte en ligne en seulement 25 jours, une première pour un grand nombre de ces utilisateurs (Poutiainen et Rees, 2021<sup>[83]</sup>). L'inclusion financière numérique peut, en retour, accélérer la croissance économique (Khera et al., 2021<sup>[84]</sup>). L'accès à la technologie numérique a par ailleurs permis aux populations d'être mieux sensibilisées aux enjeux planétaires ; bien que cela procure de nombreux avantages, cela peut aussi exacerber les doléances sur des sujets comme la disparité des richesses et les inégalités, et créer un élan de contestations politiques et de manifestations de violence (ONU/Banque mondiale, 2018, p. 51<sup>[53]</sup>). Enfin, la technologie numérique a des effets importants en termes de résultats éducatifs (Vincent-Lancrin, 2022<sup>[85]</sup>), un élément central de la dimension humaine de la fragilité qui est analysée pour la première fois dans cette édition du Cadre de l'OCDE sur la fragilité.

La fracture numérique entre les femmes et les hommes dans certains contextes fragiles (Graphique 1.13) a renforcé les inégalités existantes entre les genres durant la pandémie de COVID-19 tout en mettant en évidence diverses difficultés telles que l'accessibilité financière, le manque de culture technologique ainsi que l'existence de normes sociétales plus générales ayant joué un rôle dans la création de la fracture (OCDE, 2018<sup>[86]</sup>). Au Kenya, 22 % des enfants seulement ont eu accès aux cours en ligne lors de la fermeture des écoles, et les élèves des établissements privés avaient deux fois plus de chances d'y avoir accès que les élèves des écoles publiques. Les données recueillies montrent en outre que les fermetures des écoles dans ce pays ont frappé de façon disproportionnée les filles et les enfants provenant de ménages pauvres et moins éduqués (Cameron et al., 2022<sup>[87]</sup>). Des constats similaires se dégagent en Ouganda, où les résultats des élèves défavorisés scolarisés dans les petites classes se sont sensiblement dégradés (Sandefur, 2022<sup>[88]</sup>).

**Graphique 1.13. Dans les contextes fragiles, la fracture numérique entre les genres est profonde, les hommes ayant davantage accès à l'internet que les femmes dans la plupart des contextes pour lesquels des données sont disponibles**



Note : Au Cambodge, la proportion de femmes et d'hommes utilisant l'internet est dans les deux cas de 65 %. Seuls les contextes fragiles pour lesquels des données étaient disponibles sont inclus.

Source : ITU (2022<sup>[99]</sup>), *ITU Datahub* (base de données), <https://datahub.itu.int/>.

StatLink  <https://stat.link/3vhruj>

### *Dans les contextes fragiles, des groupes entiers sont systématiquement exclus de l'accès à la justice*

Les disparités en matière d'accès à la justice sont une troisième manifestation importante du lien entre la fragilité et les inégalités (Desai, à paraître<sup>[90]</sup>). La publication de l'OCDE intitulée « *Good Practice Principles for People-Centred Justice* » présente les caractéristiques essentielles d'une justice centrée sur les citoyens, par exemple son attention portée aux besoins juridiques des différents groupes vulnérables de la population (OCDE, 2021<sup>[91]</sup>). L'exclusion de l'accès à la justice est une réalité quotidienne et se manifeste de différentes manières : depuis la négation du droit à la terre, au travail ou à disposer de son corps jusqu'à l'impossibilité d'exprimer des plaintes par le biais des mécanismes officiels de règlement des différends. Ces exclusions ont tendance à ancrer les inégalités dans la société au bénéfice de l'élite au pouvoir, en particulier dans les contextes fragiles où les systèmes de justice informelle et coutumière prédominent en raison du manque de capacités de l'État à fournir des services judiciaires (Organisation

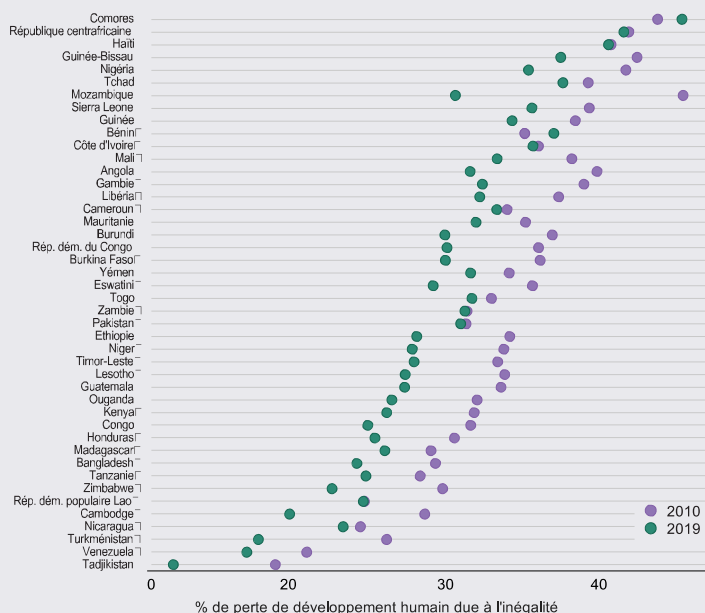
internationale de droit du développement, 2019<sup>[92]</sup>). En Somalie, par exemple, 80 % à 90 % des personnes souhaitant faire appel à la justice ont recours aux systèmes informels car ils sont plus rapides, plus efficaces et plus accessibles que le système officiel (Organisation internationale de droit du développement, 2022<sup>[93]</sup>). Dans les contextes fragiles, des groupes entiers sont systématiquement exclus de l'accès à la justice : une personne sur trois ne possède pas de document d'identité légal, et deux enfants sur cinq ne sont pas enregistrés à la naissance (Desai, à paraître<sup>[90]</sup>). Ces individus n'existent donc pas officiellement dans les systèmes juridiques, ce qui les empêche d'exercer leurs droits les plus fondamentaux. Pour les groupes ayant accès à ces systèmes d'une manière ou d'une autre, il existe un déficit de qualité des services juridiques.

Dans les contextes fragiles, la justice civile et administrative connaît de nombreux problèmes. Selon des estimations établies d'après les résultats de l'enquête mondiale sur les perceptions de l'accès à la justice réalisée en 2019 dans le cadre du projet « World Justice Project », 1.4 milliard de personnes dans le monde n'ont pu satisfaire leurs besoins en matière de justice civile ou administrative au cours des deux précédentes années (World Justice Project, 2019<sup>[94]</sup>). En extrapolant ces estimations, cela signifie que plus de 800 millions d'habitants des contextes fragiles se trouvent dans cette situation (Desai, à paraître<sup>[90]</sup>).

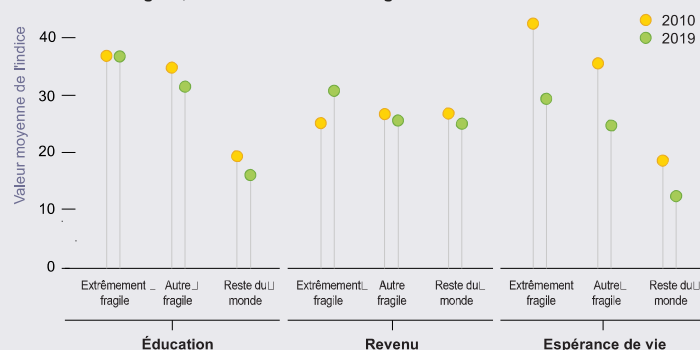
Malgré les grandes disparités en matière d'accès à la justice, le volume d'APD versée par les membres du CAD pour soutenir ce secteur dans les contextes fragiles a chuté de 64 % entre 2010 et 2020 (OCDE, 2022<sup>[41]</sup>). Le manque de financements et de programmes en faveur de ce secteur est emblématique des différents écueils que connaissent les contextes fragiles en ce qui concerne le développement des services juridiques et judiciaires. L'un de ces écueils est l'absence d'attention pour les aspects politiques de la réforme du secteur de la justice, en particulier à différents niveaux de l'État et de la société. Comme c'est le cas dans de nombreux autres secteurs de la coopération pour le développement, la réforme de la justice est abordée comme un exercice technique centré sur les processus ou les différentes institutions, et non comme un moyen de faire face au caractère multidimensionnel des facteurs, comme par exemple les normes sociales et les comportements à l'égard de certains groupes qui contribuent aux inégalités en matière d'accès à la justice (Stewart, 2022<sup>[95]</sup>). Dans les environnements où ces facteurs existent, il est utile d'apporter un soutien aux processus de l'action publique à l'échelle nationale ainsi qu'aux organisations locales et aux services d'assistance juridique, dont la mission est de fournir des conseils de base aux groupes vulnérables et qui sont donc bien placés pour combler le manque de services juridiques officiels (Organisation internationale de droit du développement, 2021<sup>[96]</sup>). Un ciblage plus précis de l'aide au développement existante et la coordination entre les différents partenaires intervenant dans ce domaine pourraient permettre de renforcer l'offre de services juridiques de manière plus efficace et plus économique (Manuel et Manuel, 2021<sup>[97]</sup>). L'Infographie 1.5 examine le lien entre la fragilité et les inégalités au travers de différentes mesures (genre, santé, éducation et revenus). Tous ces thèmes font partie de la nouvelle dimension humaine.

## Infographie 1.5. Inégalités et fragilité

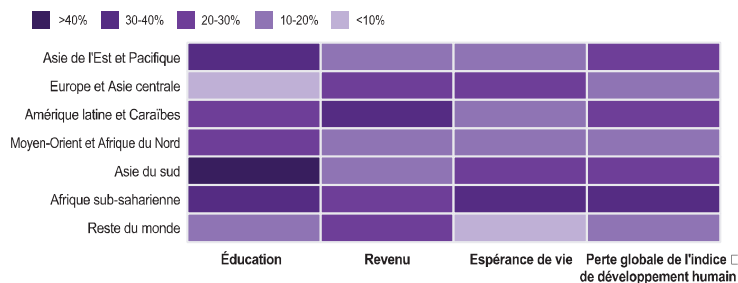
**Dans la plupart des contextes fragiles, la perte de progression du développement humain due aux inégalités diminue au fil du temps.** Cela s'explique par les progrès réalisés dans le domaine des capacités humaines de base. Il est important de préserver ces gains, surtout compte tenu de l'impact des trois crises sur les inégalités.



Ces progrès ont été variables selon les sous-domaines des inégalités entre les contextes **extrêmement fragiles, les autres contextes fragiles et le reste du monde.**

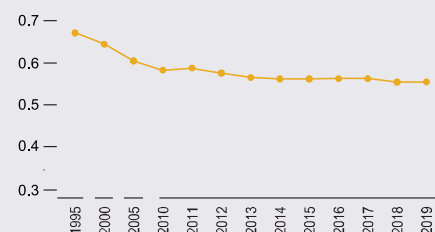


**Les inégalités sont également variables entre les différentes régions auxquelles appartiennent les contextes fragiles**



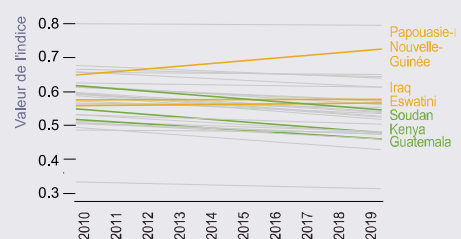
La réduction des inégalités entre les genres dans les contextes fragiles connaît un ralentissement.

**Indice des inégalités entre les genres, valeur moyenne**



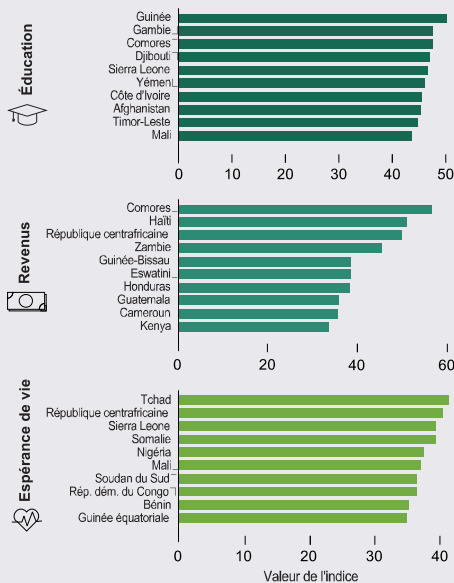
Entre 2010 et 2019, l'ampleur de la diminution (et de l'augmentation) des inégalités entre les genres était variable selon les contextes.

**Inégalité entre les sexes par contexte**



Les importantes inégalités – se recoupant partiellement – dans les 10 pays obtenant les plus mauvais résultats dans les trois sous-domaines mettent en évidence la nécessité d'adopter des approches multidimensionnelles pour régler les questions de la fragilité et des inégalités.

**Classement des 10 contextes fragiles obtenant les plus mauvais résultats, année la plus récente**



Note : Les valeurs de chaque groupe correspondent à la moyenne arithmétique des pays et territoires qui le compose. Sur le graphique des sous-composants des inégalités de la dimension humaine, la catégorie « Reste du monde » désigne les pays et les territoires figurant sur la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD en 2021.

Sources : Calculs des auteurs (moyennes, par exemple) concernant les pays et les territoires pour lesquels des données sont disponibles dans : PNUD (2022<sup>[98]</sup>), *Inequality-adjusted Human Development Index*, <https://hdr.undp.org/inequality-adjusted-human-development-index#/indicies/IHDI> ; PNUD (2022<sup>[39]</sup>), « Gender inequality index (GI) », base de données, <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII>.

StatLink  <https://stat.link/0z9e1j>

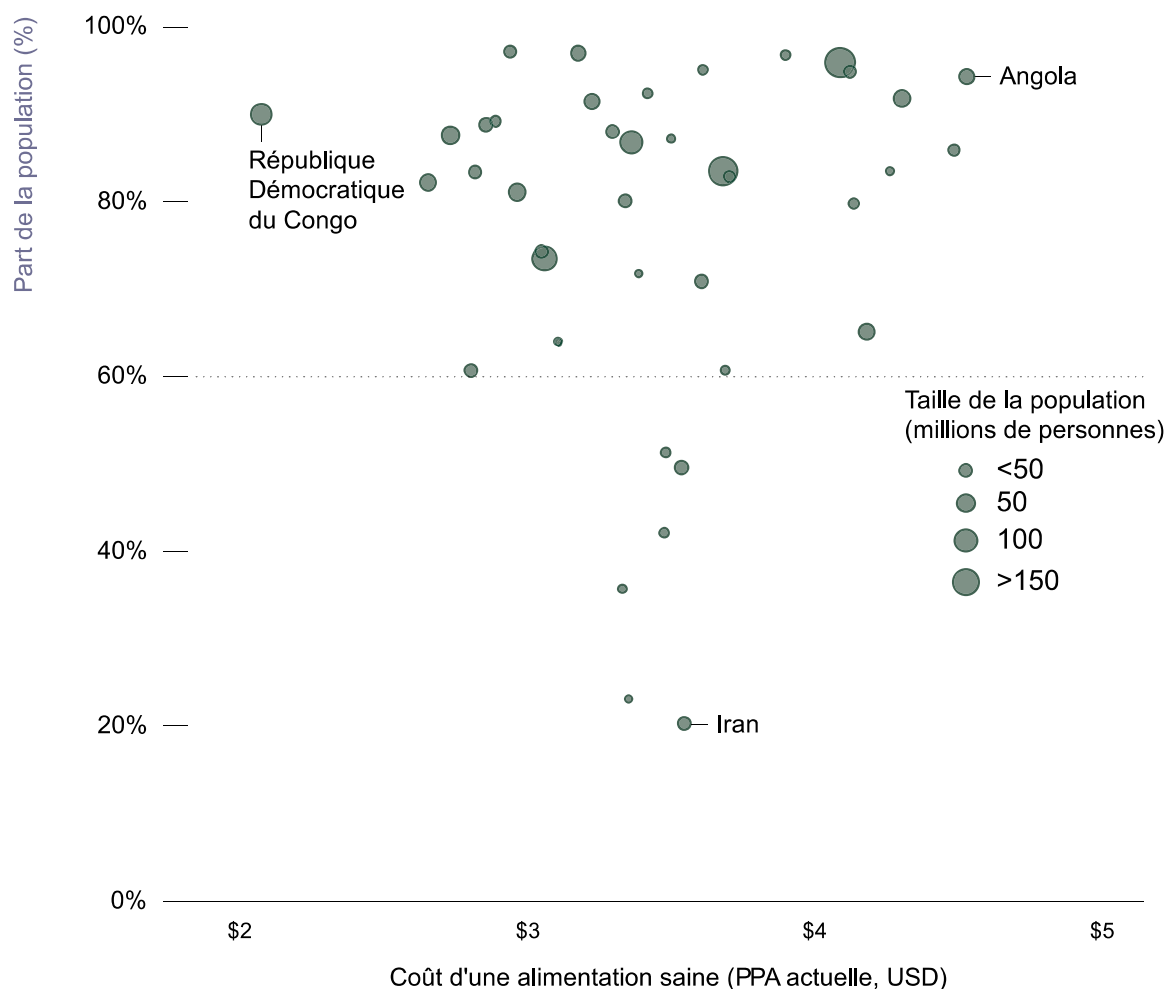
## **Dans de nombreux contextes fragiles, les systèmes alimentaires atteignent un point de rupture, même sans les impacts en cours de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine**

Les systèmes alimentaires du monde entier sont soumis à une pression énorme. Dans de nombreux contextes fragiles, ils atteignent un point de rupture à mesure que les besoins explosent, en particulier à cause de l'inflation des prix de l'alimentation depuis les deux dernières années, à laquelle s'ajoute l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (Baffes et Temaj, 2022<sup>[99]</sup>). Selon le réseau d'information sur la sécurité alimentaire (*Food Security Information Network*), 193 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë et ont besoin d'une aide d'urgence dans 53 pays et territoires, dont 48 figurent dans le Cadre de l'OCDE sur la fragilité. Cela représente presque 40 millions de personnes de plus que lors du précédent record, en 2020 (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022, pp. 6, 30-33<sup>[100]</sup> ; Tschunkert et Delgado, 2022, p. 2<sup>[101]</sup>). Les dix pays enregistrant le plus grand nombre d'habitants en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2021 – dont 17.5 millions d'enfants considérés comme squelettiques – sont des contextes fragiles (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022, p. 7<sup>[100]</sup>). En 2022, les contextes fragiles représentaient 22 des 23 « zones de concentration » de l'insécurité alimentaire (FAO/PAM, 2022, p. 11<sup>[37]</sup>). Si ces tendances se poursuivent, les contextes fragiles seront au centre d'une incapacité critique à progresser dans la réalisation de l'ODD 2 (faim « zéro »).

L'insécurité alimentaire était déjà en hausse dans les contextes fragiles avant la pandémie (OCDE, 2020, p. 38<sup>[102]</sup>). Cette dernière a mis au jour des fragilités, des inégalités et des injustices dans les systèmes alimentaires des contextes fragiles, qui se manifestent par des pertes de revenus, de l'inflation, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et une baisse du pouvoir d'achat (Graphique 1.14). Dans certains contextes fragiles, les effets de la pandémie se sont combinés avec d'autres causes de fragilité, provoquant des dégradations supplémentaires de ces systèmes. Ainsi, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë s'est fortement accru au Soudan du Sud, au Venezuela et au Zimbabwe, qui connaissaient déjà une forte inflation des prix de l'alimentation avant la pandémie (Townsend et al., 2021, p. 9<sup>[103]</sup>). Les filets de protection sociale mis en place pour atténuer l'impact de la pandémie se sont avérés souvent inadaptés dans les contextes fragiles, laissant de nombreuses personnes démunies et dans l'incapacité d'absorber les hausses des prix de l'alimentation (CARE, 2022<sup>[104]</sup>).

L'analyse de l'insécurité alimentaire ainsi que d'autres causes de fragilité met en évidence un risque accru d'augmentation rapide du nombre de contextes classés en situation d'urgence ou de catastrophe, d'après le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.<sup>6</sup> En Éthiopie uniquement, le nombre de personnes en situation d'urgence est passé d'environ 1.4 million fin 2020 à 4.3 millions en mai-juin 2021 du fait de la combinaison de la guerre et de la sécheresse (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022, p. 42<sup>[100]</sup>). Le nombre total d'individus en situation d'urgence (39.2 millions dans 36 contextes fragiles) et de crise (131.1 millions dans 41 contextes fragiles) fait craindre que l'aggravation des risques n'entraîne une augmentation de la fragilité dans de nombreux contextes. Ces contextes sont notamment la RDC (27.3 millions), Haïti (4.4 millions), le Guatemala (3.73 millions), le Zimbabwe (3.4 millions) et le Mozambique (2.9 millions), qui connaissent en outre un degré élevé de fragilité dans les dimensions environnementale, politique, sociétale et de sécurité (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022, pp. 35-55<sup>[100]</sup>). L'Afrique de l'Ouest et le Sahel, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord enregistrent tous depuis six ans une hausse importante du nombre de personnes en situation de crise alimentaire ou plus (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022, pp. 48-49<sup>[100]</sup>).

**Graphique 1.14. Dans la majorité des contextes fragiles, plus de 60 % de la population n'a pas les moyens de manger sainement**



Note : Pour connaître la méthode de calcul du coût d'une alimentation saine et le pourcentage de population qui n'a pas les moyens de manger sainement, se reporter à <https://www.worldbank.org/en/programs/icp/brief/foodpricesfornutrition#3>.

Source : Banque mondiale (2022<sub>[105]</sub>), *Food Prices for Nutrition DataHub*, <https://www.worldbank.org/en/programs/icp/brief/foodpricesfornutrition#1>.

StatLink  <https://stat.link/rg2m3c>

*La fragilité environnementale et la fragilité politique sont interdépendantes, et cela a des répercussions sur les systèmes alimentaires*

La fragilité environnementale se retrouve dans tous les contextes frappés par l'insécurité alimentaire, mais son impact n'est pas le même partout. Ainsi, cinq des dix zones de concentration de la faim sont des contextes fragiles connaissant une grande fragilité environnementale : Somalie, Yémen, Afghanistan, Haïti et RDC (par ordre décroissant du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë). S'agissant de l'Éthiopie, de la République arabe syrienne et d'autres contextes fragiles se classant dans les dix premières places, le niveau de fragilité environnementale y est très élevé mais les risques proviennent davantage d'un sous-ensemble de considérations telles que l'eau (OCDE, 2022<sub>[106]</sub>). Le changement climatique et la perte de biodiversité sont deux des principaux facteurs influant sur la sécurité alimentaire mondiale, mais ce ne sont pas les seules préoccupations environnementales. Cela est particulièrement vrai dans les pays en développement dépendant de la nature, où l'essentiel du PIB

provient de l'agriculture, de l'exploitation forestière ou de la pêche. En Éthiopie, la construction du grand barrage de la Renaissance représente des risques politiques et sécuritaires pour la région, les zones montagneuses du pays fournissant plus de 85 % de l'eau du fleuve Nil (Mbaku, 2020<sup>[107]</sup>). Ces risques sont accrus par l'association d'une fragilité environnementale, sociétale et économique en RDC, où l'ampleur de la déforestation modifie les cycles hydrologiques dans la région et contribue à une réduction des flux hydriques en Éthiopie. La perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement dues à la pollution ou à la mauvaise gestion sont tout aussi importantes – voire plus – dans certains contextes fragiles. Lorsqu'aucune attention n'est portée aux liens qui existent entre les causes de la fragilité, des aléas naturels comme des sécheresses, des inondations et des cyclones peuvent engendrer des retours en arrière, même lorsque les pays avaient réussi à mettre en place des systèmes alimentaires résilients (Townsend et al., 2021<sup>[103]</sup>). La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord montre l'interdépendance qui existe entre des dimensions qui ont des effets préjudiciables sur des États déjà affaiblis, avec un niveau élevé de fragilité environnementale, politique et de sécurité (Encadré 1.6).



### Encadré 1.6. Les défis environnementaux et politiques sont des facteurs de fragilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

La prise de décisions concernant la sécurité alimentaire et hydrique sera déterminante au regard de la fragilité à court et à moyen terme de la région. La Syrie et le Yémen représentent plus de la moitié de la population de la région en situation d'insécurité alimentaire aiguë ; de leur côté, l'Égypte, la Jordanie et le Liban sont en difficulté. L'augmentation rapide de l'exposition à l'insécurité alimentaire est l'une des tendances caractéristiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), où le nombre de personnes exposées est passé de 45.4 millions en 2020 à 60.5 millions en 2021 (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022, pp. 60-62<sub>[100]</sub>).

Les contextes fragiles de la région se trouvent dans un climat politique extrêmement tendu, ce qui rend très difficile toute amélioration de la situation au regard de la fragilité environnementale et de la sécurité alimentaire. La dégradation des sources d'eau est une caractéristique d'un grand nombre de contextes fragiles et est surtout le reflet de la fragilité environnementale. L'accès à l'eau est devenu l'un des principaux problèmes que rencontrent les contextes de la région MENA, qui représentent 12 des 17 pays les plus touchés au monde par le stress hydrique. En 2021, l'Iraq a enregistré un déficit hydrique de 60 % en raison de la sécheresse, des températures élevées et des restrictions extérieures sur les flux hydriques (Khashan, 2022<sub>[108]</sub>).

L'économie politique de l'accès à l'eau dans les contextes de la région MENA pose de plus en plus problème : même avant que les effets de la pandémie et de la guerre en Ukraine se fassent sentir, plus de 70 % du PIB régional était assuré dans des zones présentant une pénurie des eaux de surface importante à très importante (Banque mondiale, 2018, p. xxv<sub>[109]</sub>). En Iraq et en Syrie, les réserves en eau sont tributaires des projets de construction de barrages en amont et des délicats accords transfrontières sur l'eau, qui ont des répercussions géopolitiques au niveau régional (Golmohammadi, 2021<sub>[110]</sub>). La vétusté et les défauts de conception des réseaux d'eau viennent amplifier les risques, les systèmes d'irrigation n'étant pas prévus pour répondre à une demande croissante ni pour faire face à des précipitations irrégulières et destructrices. En vérité, la moitié des installations de traitement de l'eau syriennes sont hors d'usage en raison des dégâts causés par la guerre, ce qui a entraîné une diminution de l'eau potable disponible de 40 % en dix ans, ainsi que des conséquences désastreuses pour les écosystèmes locaux et régionaux (Khashan, 2022<sub>[108]</sub>). Outre le fait qu'aucune solution moderne de gestion de l'eau n'a été mise en place, les partenariats et la coopération entre les communautés/secteurs concernés et les administrations publiques ne se sont pas matérialisés à une échelle suffisante pour relever les défis (Khashan, 2022<sub>[108]</sub>). Par ailleurs, s'ajoutant aux problèmes tels que la guerre et les déplacements forcés, la pandémie de COVID-19 entraîne depuis 2020 une intensification de l'insécurité alimentaire (Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022, p. 61<sub>[100]</sub>). La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a également accru la fragilité de la région par son incidence sur l'approvisionnement et les prix des produits alimentaires dans des contextes fragiles comme la Syrie et le Yémen et les contextes situés à leur périphérie (comme le Liban) (UNICEF, 2022<sub>[111]</sub>).

L'insécurité alimentaire est un défi régional qui nécessite des solutions permettant de faire face d'une part à la fragilité multidimensionnelle et aux besoins régionaux, et d'autre part aux dépendances critiques (les pays arabes importent plus de la moitié de leur consommation de produits alimentaires). Jusqu'ici, le déploiement d'une solution à l'échelle régionale a été compromise par les problèmes de corruption et de gouvernance et s'est heurté au caractère insoluble des revendications politiques, comme l'attestent les guerres en Syrie et au Yémen, la violence en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ainsi que de multiples conflits gelés dans lesquels est engagé presque chaque pays de la région. Malgré la force des éléments de preuve et la sévérité de ses conséquences au Moyen-Orient et en

Afrique du Nord, l'insécurité alimentaire et hydrique n'a pas occupé de place centrale dans les pourparlers de paix de la région.

Sources : Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (2022<sub>[100]</sub>), 2022 Global Report on Food Crises, <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC%202022%20Final%20Report.pdf> ; Khashan (2022<sub>[108]</sub>), « Arab food insecurity and political failure », <https://geopoliticalfutures.com/arab-food-insecurity-and-political-failure/> ; Banque Mondiale (2018<sub>[109]</sub>) *Beyond Scarcity: Water Security in the Middle East and North Africa*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27659> ; Golmohammadi (2021<sub>[110]</sub>), *Water Scarcity in the Middle East: Beyond an Environmental Risk*, [https://www.orfonline.org/expert-speak/water-scarcity-middle-east-beyond-environmental-risk/#\\_edn3](https://www.orfonline.org/expert-speak/water-scarcity-middle-east-beyond-environmental-risk/#_edn3) ; UNICEF (2022<sub>[111]</sub>), « As the war in Ukraine continues, millions of children in the Middle East and North Africa at increased risk of malnutrition amid food price hikes », <https://www.unicef.org/mena/press-releases/war-ukraine-continues-millions-children-middle-east-and-north-africa-increased-risk>

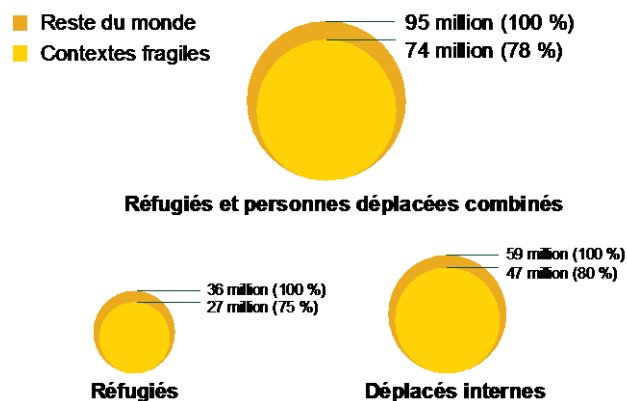
Les capacités à faire face sont particulièrement mises à mal dans les contextes fragiles touchés par un conflit où la culture des terres, les infrastructures et l'accès aux marchés sont souvent sérieusement compromis. L'insécurité alimentaire est un facteur de conflit, et le conflit fait obstacle à la reprise et à la résilience des systèmes alimentaires. Les différends terrestres et maritimes ainsi que la répartition inégale des ressources naturelles sont des facteurs courants de violence et de conflit dans de nombreux contextes fragiles (Sturgess et Flower, 2013<sub>[112]</sub>). Les contextes fragiles touchés par un conflit coïncident avec les dix crises alimentaires les plus sévères enregistrées en 2020 (Tschunkert et Delgado, 2022, p. 4<sub>[101]</sub>). Dans de tels contextes, les combats ont souvent pour effet de cibler les infrastructures, de restreindre radicalement les transports, de bouleverser ou stopper l'agriculture, ainsi que de perturber l'accès local aux (maigres) réserves alimentaires. Les systèmes alimentaires peuvent être utilisés de façon détournée pour exacerber la fragilité et intensifier le conflit et la violence en provoquant des pénuries, en limitant l'accès à la production ou en alimentant le mécontentement au sujet des questions de société et des prix de l'alimentation.

***Les contextes fragiles sont le point de départ et d'arrivée de la majorité des réfugiés et des déplacés internes au niveau mondial.***

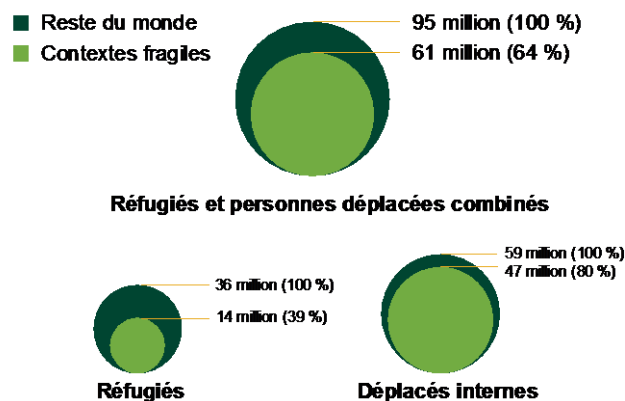
Les contextes fragiles sont au cœur du phénomène mondial des déplacements forcés ( infographie 1.6). Même avant la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, les déplacements forcés avaient atteint des niveaux sans précédent à l'échelle mondiale, avec plus de 95 millions de réfugiés et de déplacés internes en 2021,<sup>7</sup> y compris dans le cadre de conflits et de catastrophes naturelles (HCR, 2022<sub>[113]</sub> ; Observatoire des situations de déplacement interne, 2022<sub>[114]</sub>). Les contextes fragiles sont le point de départ de la majorité des déplacements forcés. Plus de 70 millions de réfugiés et de déplacés internes sont originaires de contextes fragiles ; ils représentent 75 % de l'ensemble des réfugiés fuyant des contextes fragiles et plus de 78 % de l'ensemble des populations déplacées de force dans le monde. Les contextes fragiles sont également le point d'arrivée de la grande majorité des réfugiés et des déplacés internes au niveau mondial : 61 millions de personnes déplacées de force ont trouvé refuge dans ces contextes, soit 64 % des populations déplacées de force dans le monde. La place qu'occupent les contextes fragiles en tant que points d'arrivée est particulièrement manifeste en ce qui concerne les déplacements internes : plus de 80 % de l'ensemble des déplacés internes vivent dans des contextes fragiles, contre environ 39 % pour l'ensemble des réfugiés (Graphique 1.15). L'immense majorité des réfugiés et des déplacés internes demeurent dans les pays d'accueil pendant plus de cinq ans.

**Graphique 1.15. Les contextes fragiles sont le point de départ de déplacements forcés ainsi que le point d'arrivée de réfugiés et de déplacés internes**

### Contextes de départ




### Contextes d'arrivée



Note : Les déplacements forcés correspondent à la totalité des réfugiés et des déplacés internes recensés à la fin 2021, dont les groupes de population suivants : réfugiés, demandeurs d'asile, Vénézuéliens déplacés à l'étranger, réfugiés au titre de la mission de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle.

Sources : International Displacement Monitoring Centre (2022<sup>[115]</sup>), *Global Internal Displacement Database*, <https://www.internal-displacement.org/database/displacement-data> ; UNHCR (2022<sup>[116]</sup>), *Refugee Data Finder*, <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=2z1B08>.

StatLink  <https://stat.link/c06hqr>

Le renforcement mutuel entre la fragilité et les déplacements forcés a d'importantes répercussions à trois égards :

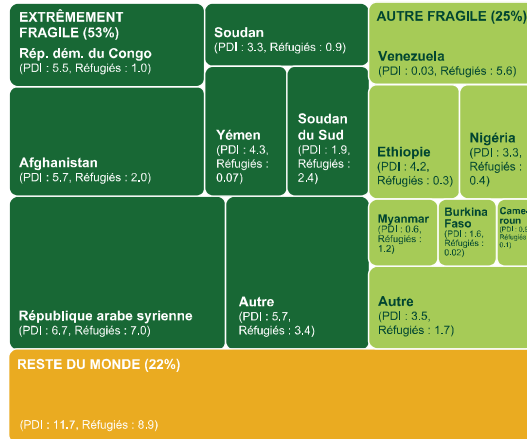
- L'interdépendance entre les différentes dimensions de la fragilité a entraîné un niveau sans précédent de déplacements forcés. Ce phénomène touche majoritairement la région située à la périphérie des contextes fragiles car l'immense majorité des personnes déplacées de force sont soit déplacées à l'intérieur de leur pays, soit fuient en tant que réfugiés dans les pays voisins.
- L'accueil des populations déplacées de force peut exacerber les fragilités préexistantes et a un coût économique. L'impact économique à court terme – qui frappe de façon disproportionnée les régions infranationales et les communautés accueillant les déplacés – est notamment une pression considérable sur les services sociaux et les ressources naturelles. Sur le moyen à long terme, une répartition appropriée et des politiques d'inclusion peuvent réduire les coûts budgétaires, voire offrir de véritables possibilités d'intégration socioéconomique, tant aux personnes déplacées qu'aux communautés d'accueil.
- La fragilité est un obstacle qui empêche les réfugiés et les déplacés internes de parvenir à des solutions durables. Du fait des perspectives d'évolution négatives qui existent sur le plan économique, environnemental, politique, sécuritaire ou sociétal dans les contextes fragiles de départ, les personnes déplacées n'ont souvent pas la capacité, ou la volonté, d'y retourner. Parallèlement, les populations déplacées de force se heurtent souvent à un « piège de la capacité » (*capability trap*) dans les contextes fragiles qui les accueillent lorsque l'État ou la communauté d'accueil n'a rien à leur offrir dans le domaine social ou économique. Même avec des politiques publiques adaptées, un contexte fragile n'a pas vraiment la possibilité d'offrir des solutions concrètes pour mettre fin aux déplacements forcés, comme par exemple l'autonomisation socioéconomique des déplacés (Marley, Stasieluk et Hesemann, 2022<sup>[11]</sup>).

## Infographie 1.6. Déplacements forcés, migrations et fragilité

### Les contextes fragiles sont le point de départ et d'arrivée de la majorité des réfugiés et des déplacés internes au niveau mondial

#### Contexte de départ

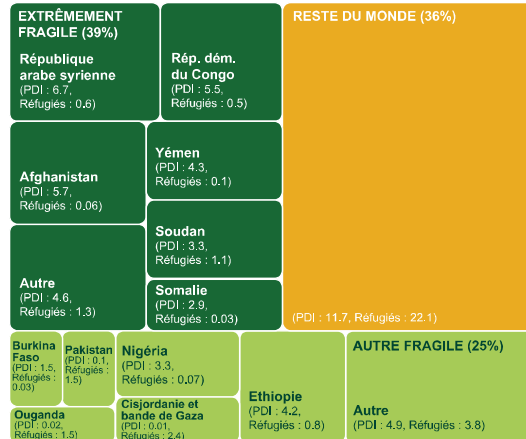
78 % de l'ensemble des réfugiés et déplacés internes ont fui des contextes fragiles



Nombre de réfugiés et de personnes déplacées en millions de personnes

#### Contexte d'arrivée

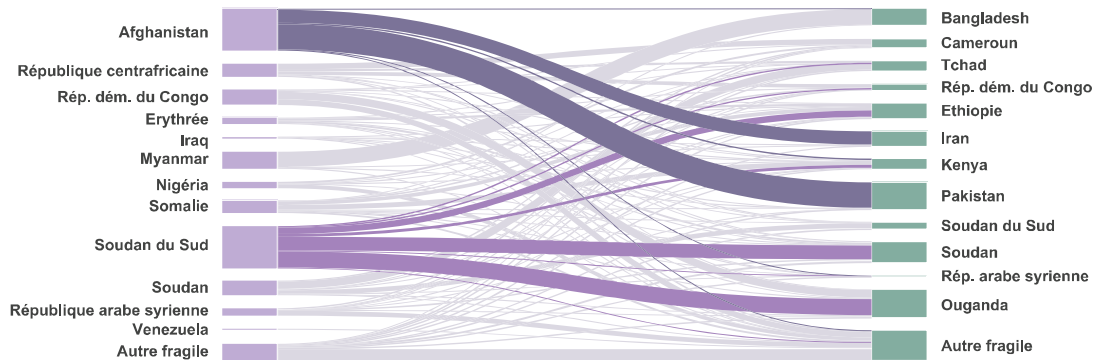
64 % de l'ensemble des réfugiés et déplacés internes sont accueillis dans des contextes fragiles



Origine

#### Flux de réfugiés entre les contextes fragiles

Hôte



#### Fragilité ↔ Déplacements forcés

- La **fragilité multidimensionnelle** génère des déplacements forcés, dont les effets se font surtout sentir dans la région périphérique.
- La présence de **populations déplacées de force peut accroître les fragilités** préexistantes et a un coût financier pour le pays hôte.
- La fragilité nuit à la mise en œuvre de solutions pour mettre fin aux déplacements forcés. Compte tenu des perspectives peu encourageantes dans les contextes fragiles de départ, les populations déplacées de force ne peuvent y retourner. Parallèlement, **les réfugiés et les déplacés internes se heurtent au « piège de la capacité »** (*capability trap*) dans les contextes fragiles qui les accueillent, l'État ou la communauté d'accueil n'ayant souvent pas la capacité ou la volonté de leur offrir des perspectives dans le domaine social ou économique.




#### Les bonnes pratiques en matière de politiques publiques et d'interventions

- Soutenir les solutions** à la question des déplacements forcés permet aussi de réduire la fragilité.
- Les **politiques d'inclusion socioéconomique** peuvent contribuer à réduire le coût financier des déplacements forcés à moyen et long terme, et préparent les populations déplacées à des solutions durables.
- Les **services sociaux nationaux (publics ou non)** peuvent pourvoir aux besoins des populations déplacées et des communautés d'accueil. Ils peuvent être financés grâce à la coopération pour le développement internationale, afin de résoudre le problème du « piège de la capacité » socioéconomique que l'on trouve dans un grand nombre de contextes fragiles.
- Les **solutions pour mettre fin aux déplacements forcés dépendent de chaque contexte**, ce qui exige une cohérence d'action entre les contextes fragiles et les partenaires au développement, ainsi que des programmes de financement coordonnés pour les volets de l'action humanitaire, du développement et de la paix.

Note : Les déplacements forcés correspondent à la totalité des réfugiés et des déplacés internes recensés à la fin 2021, dont les groupes de population suivants : réfugiés, demandeurs d'asile, Vénézuéliens déplacés à l'étranger, réfugiés au titre de la mission de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle.

Sources : International Displacement Monitoring Centre (2022<sup>[116]</sup>), *Global Internal Displacement Database*, <https://www.internal-displacement.org/database/displacement-data> ; UNHCR (2022<sup>[116]</sup>), *Refugee Data Finder*, <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=2z1B08>.

StatLink  <https://stat.link/yrmu7i>

Les tendances décrites dans cette section ne reflètent en aucun cas l'ensemble des difficultés auxquelles les contextes fragiles sont confrontés pour progresser sur la voie du développement durable et de la paix. Elles montrent en revanche la nécessité d'adopter une approche multidimensionnelle pour s'attaquer aux origines profondes de ces difficultés et améliorer la capacité des contextes fragiles à y faire face. Une telle approche suppose de mettre l'accent non pas sur les infrastructures mais sur les systèmes, en particulier dans les contextes où le lien direct de cause à effet entre une action et son résultat est difficile à établir, et où la nature d'une solution politique peut restreindre les points de départ et les possibilités d'élaboration de mesures en matière de développement. Le chapitre 2 s'intéresse aux dispositifs financiers et aux actions publiques pouvant être adoptés pour répondre aux causes et aux conséquences complexes de la fragilité. Le chapitre 3 décrit comment les partenaires au développement peuvent se frayer un chemin à travers la fragilité et aider les contextes fragiles à faire face à la période de crises que nous traversons.

## Références

- ACLED (2022), *ACLED 2021: The Year in Review*, Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), [https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2022/03/ACLED\\_Annual\\_Year-in-Review-2021\\_Web\\_Pub\\_Fin-.pdf](https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2022/03/ACLED_Annual_Year-in-Review-2021_Web_Pub_Fin-.pdf). [44]
- Adarov, A. (2022), « Global income inequality and the COVID-19 pandemic in three charts », *blog de la Banque mondiale Let's Talk Development*, <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/global-income-inequality-and-covid-19-pandemic-three-charts>. [72]
- Ahmad, Y. et E. Carey (2022), « Comment le COVID-19 et la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine remodelent l'aide publique au développement (APD) », dans *Les profils de coopération au développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/54b7b8bf-fr>. [7]
- Artuc, E. et al. (2022), « War-induced food price inflation imperils the poor », *Vox EU*, <https://voxeu.org/article/war-induced-food-price-inflation-imperils-poor>. [18]
- Baffes, J. et K. Temaj (2022), « Food prices continued their two-year-long upward trajectory », *Blog de données de la Banque mondiale*, <https://blogs.worldbank.org/opendata/food-prices-continued-their-two-year-long-upward-trajectory>. [99]
- Banque mondiale (2022), *COVID-19 Household Monitoring Dashboard (base de données)*, <https://www.worldbank.org/en/data/interactive/2020/11/11/covid-19-high-frequency-monitoring-dashboard>. [74]
- Banque mondiale (2022), *Food Prices for Nutrition DataHub*, <https://www.worldbank.org/en/programs/icp/brief/foodpricesfornutrition#1>. [105]
- Banque mondiale (2022), *Niveau d'éducation, achèvement du premier cycle des études secondaires au minimum, femmes de 25 ans et plus (%) (base de données)*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.SEC.CUAT.LO.FE.ZS>. [67]

- Banque mondiale (2022), *Niveau d'éducation, achèvement du premier cycle des études secondaires au minimum, hommes de 25 ans et plus (%) (base de données)*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.SEC.CUAT.LO.MA.ZS>. [66]
- Banque mondiale (2022), *Pays pauvres très endettés (PPTÉ)*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://donnees.banquemondiale.org/region/pays-pauvres-tres-endettes-ppte>. [42]
- Banque mondiale (2022), *Rapport femmes/hommes dans le taux de participation à la population active (%) (estimation modélisée OIT) (base de données)*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.CACT.FM.ZS>. [68]
- Banque mondiale (2022), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37186>. [76]
- Banque mondiale (2021), *World Development Report 2021: Data for Better Lives*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35218>. [34]
- Banque mondiale (2020), « La Banque mondiale supporte la connectivité numérique en Haïti pour renforcer la résilience », <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/10/09/world-bank-supports-digital-connectivity-in-haiti-to-build-resilience>. [80]
- Banque mondiale (2018), *Beyond Scarcity: Water Security in the Middle East and North Africa*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27659>. [109]
- Banque mondiale/UNESCO/UNICEF (2021), *The State of the Global Education Crisis: A Path to Recovery*, <https://www.unicef.org/reports/state-global-education-crisis>. [81]
- Boese, V. et al. (2022), *Autocratization Changing Nature? Democracy Report 2022*, Varieties of Democracy Institute (V-Dem), University of Gothenburg, Göteborg, Suède, [https://v-dem.net/media/publications/dr\\_2022.pdf](https://v-dem.net/media/publications/dr_2022.pdf). [45]
- Cameron, E. et al. (2022), *The consequences of the COVID-19 pandemic for children in Kenya*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37307>. [87]
- CARE (2022), *Recipe for Response: What We Know About the Next Global Food Crisis, and How to Fight it*, <https://careevaluations.org/wp-content/uploads/Recipe-for-Response-What-we-know-about-Global-Food-Insecurity.pdf>. [104]
- Chancel, L. et al. (2022), *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*, Laboratoire sur les Inégalités Mondiales, Paris, [https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2021/12/Summary\\_WorldInequalityReport2022\\_French.pdf](https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2021/12/Summary_WorldInequalityReport2022_French.pdf). [60]
- Cloutier, M. et al. (2022), *Social Contracts for Development. Bargaining, Contention, and Social Inclusion in Sub-Saharan Africa*, Africa Development Forum, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1662-8>. [46]
- CNUCED (2021), *State of Commodity Dependence 2021*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, <https://unctad.org/webflyer/state-commodity-dependence-2021>. [40]

- Davico, G. et al. (2022), « Étude de cas : les paiements numériques utilisés comme un levier d'inclusion financière », dans *Coopération pour le développement 2021 : Pour une transformation numérique juste*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/ce08832f-en.pdf?expires=1658837091&id=id&accname=ocid84004878&checksum=67C529F906A300B854588026BA07D659>. [82]
- Davies, S., T. Pettersson et M. Öberg (2022), « Organized violence 1989-2021 and drone warfare », *Journal of Peace Research*, vol. 59/4, <https://doi.org/10.1177/00223433221108428>. [20]
- Davies, S., T. Pettersson et M. Öberg (2022), « Organized violence 1989–2021 and drone warfare », *Journal of Peace Research*, vol. 59/4, pp. 593-610, <https://doi.org/10.1177/00223433221108428>. [36]
- Desai, H. (à paraître), *Justice and the rule of law in fragile contexts*, Éditions OCDE, Paris. [90]
- Desai, H. et K. Yabe (2022), *The state of multidimensional fragility in 2022*, Éditions OCDE, Paris. [23]
- Economist Intelligence Unit (2021), *Democracy Index 2021: the China challenge*, <https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2021/>. [26]
- Elischer, S. (2022), *Populist civil society, the Wagner Group, and post-coup politics in Mali*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b6249de6-en>. [54]
- Elliott, L. (2022), *War in Ukraine could lead to food riots in poor countries, warns WTO boss*, <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/24/war-ukraine-food-riots-poor-countries-wto-ngozi-okonjo-iweala-food-prices-hunger>. [47]
- Evans, D., M. Akmal et P. Jakiela (2021), « Gender gaps in education: The long view », *IZA Journal of Development and Migration*, vol. 12/1, <https://doi.org/10.2478/izajodm-2021-0001>. [62]
- FAO/PAM (2022), *Hunger Hotspots: FAO-WFP Early Warnings on Acute Food Insecurity, June to September 2022 Outlook*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/Programme alimentaire mondial (PAM), Rome, <https://www.wfp.org/publications/hunger-hotspots-fao-wfp-early-warnings-acute-food-insecurity-june-september-2022>. [37]
- FMI (2022), *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022 : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale*, Fonds monétaire international (FMI), Washington, D.C., <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/04/19/world-economic-outlook-april-2022>. [5]
- Forum économique mondial (2022), *The Global Risks Report 2022*, [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_The\\_Global\\_Risks\\_Report\\_2022.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_The_Global_Risks_Report_2022.pdf). [73]
- Forum économique mondial (2021), *Global Gender Gap Report 2021*, [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GGGR\\_2021.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2021.pdf). [61]
- Gerson Mahler, D. et al. (2022), « Pandémie, inflation et pauvreté », *Blog de données de la Banque mondiale*, <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/pandemie-inflation-et-pauvrete>. [4]

- Gerszon Mahler, D. et al. (2021), « Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Turning the corner on the pandemic in 2021? », *Blog de données de la Banque mondiale*, <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021>. [1]
- Golmohammadi, V. (2021), *Water Scarcity in the Middle East: Beyond an Environmental Risk*, Observer Research Foundation, New Delhi, [https://www.orfonline.org/expert-speak/water-scarcity-middle-east-beyond-environmental-risk/#\\_edn3](https://www.orfonline.org/expert-speak/water-scarcity-middle-east-beyond-environmental-risk/#_edn3). [110]
- Gouvernement du Yémen/UNICEF (2022), *The Socio-economic Repercussions of the Russia-Ukraine War on Yemen*, <https://reliefweb.int/report/yemen/socio-economic-repercussions-russia-ukraine-war-yemen-analytic-paper-3-june-2022-enar>. [17]
- Gray Molina, G., M. Montoya-Aguirre et E. Ortiz-Juarez (2022), *Addressing the Cost of Living Crisis in Vulnerable Countries*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://www.undp.org/publications/addressing-cost-living-crisis-developing-countries-poverty-and-vulnerability-projections-and-policy-responses>. [6]
- Hammou, S. (2022), « When civilian protests facilitate coups d'état: Reflecting on revolution and counter-revolution in Sudan », *Political Violence at a Glance*, <https://politicalviolenceataglance.org/2022/04/14/when-civilian-protests-facilitate-coups-detat-reflecting-on-revolution-and-counter-revolution-in-sudan/>. [50]
- HCR (2022), *Refugee Data Finder*, <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=2z1B08>. [116]
- HCR (2022), *Tendances mondiales : déplacement forcé en 2021*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), New York, <https://www.unhcr.org/fr/62aae6e24>. [113]
- Hickey, S., N. Hossain et D. Jackman (2019), « Identifying the political drivers of quality education: A comparative analysis », dans Hickey, S. et N. Hossain (dir. pub.), *The Politics of Education in Developing Countries : From Schooling to Learning*, Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni, <http://fdslive.oup.com/www.oup.com/academic/pdf/openaccess/9780198835684.pdf>. [63]
- Ingram, G. et A. Pipa (2022), « Upcoming DAC peer review is an opportunity to advance US development goals », *Brookings Future Development blog*, <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2022/01/19/upcoming-dac-peer-review-is-an-opportunity-to-advance-us-development-goals/>. [28]
- Institute for Economics and Peace (2022), *Global Peace Index 2022: Measuring Peace in a Complex World*, <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/06/GPI-2022-web.pdf>. [19]
- International Crisis Group (2021), *Managing Lebanon's Compounding Crises*, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/east-mediterranean-mena/lebanon/228-managing-lebanons-compounding-crises>. [24]
- IPC (2022), *The IPC Population Tracking Tool*, Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/population-tracking-tool/en/>. [43]
- Kharas, H. et M. Dooley (2021), *Extreme Poverty in the Time of COVID-19*, Brookings Institution, Washington, D.C., <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/06/extreme-poverty-during-the-time-of-covid-19.pdf>. [71]



- Khashan, H. (2022), *Arab food insecurity and political failure*, [108]  
<https://geopoliticalfutures.com/arab-food-insecurity-and-political-failure/>.
- Khera, P. et al. (2021), *Is digital financial inclusion unlocking growth?*, Fonds monétaire international, Washington, D.C., <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/WP/2021/English/wpia2021167-print-pdf.ashx>. [84]
- Kinney, D. (2021), *Civilian Coup Advocacy*, Oxford Research Encyclopedias, [51]  
<https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.2043>.
- Kishi, R. (2022), *Political violence targeting women in West Africa*, Éditions OCDE, Paris, [21]  
<https://doi.org/10.1787/0b214920-en>.
- Kitzmüller, L., B. Stacy et D. Gerszon Mahler (2021), « Are we there yet? Many countries don't report progress on all SDGs according to the World Bank's new Statistical Performance Indicators », *Blog de données de la Banque mondiale*, [31]  
<https://blogs.worldbank.org/opendata/are-we-there-yet-many-countries-dont-report-progress-all-sdgs-according-world-banks-new>.
- Kouladoum, J., M. Wirajing et T. Nchofoung (2022), « Digital technologies and financial inclusion in Sub-Saharan Africa », *Telecommunications Policy*, vol. 46/9, p. 102387, [79]  
<https://doi.org/10.1016/j.telpol.2022.102387>.
- Lloyd's Register Foundation (2019), *The Lloyd's Register Foundation World Risk Poll: full report and analysis of the 2019 poll*, <https://wrp.lrfoundation.org.uk/2019-world-risk-poll/data-resources/>. [35]
- Loudon, S., C. Goemans et D. Koester (2021), *Gender equality and fragility*, Éditions OCDE, Paris, [55]  
<https://doi.org/10.1787/3a93832b-en>.
- Manuel, M. et C. Manuel (2021), *People-centred Justice for All: A Route to Scaling Up Access to Justice Advice and Assistance in Low-income Countries*, Overseas Development Institute, Londres, <https://odi.org/en/publications/people-centred-justice-for-all/>. [97]
- Marc, A. et B. Jones (2021), *The New Geopolitics of State Fragility: Russia, China, and the Mounting Challenge for Peacebuilding*, Brookings Institution, Washington D.C., [8]  
[https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/10/FP\\_20211015\\_new\\_geopolitics\\_fragility\\_marc\\_jones\\_v2.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/10/FP_20211015_new_geopolitics_fragility_marc_jones_v2.pdf).
- Marley, J., W. Stasieluk et J. Hesemann (2022), *Fragility in focus: Half way on Agenda 2030*. [11]
- Mbaku, J. (2020), « The controversy over the Grand Ethiopian Renaissance Dam », *Brookings Africa in Focus blog*, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/08/05/the-controversy-over-the-grand-ethiopian-renaissance-dam/>. [107]
- Notre Dame Global Adaptation Initiative (2022), *Notre Dame - Global Adaptation Initiative Country Index*, University of Notre Dame, <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>. [38]
- Observatoire des situations de déplacement interne (2022), *Global Internal Displacement Database*, <https://www.internal-displacement.org/database/displacement-data>. [115]
- Observatoire des situations de déplacement interne (2022), *Rapport mondial sur le déplacement interne 2022*, <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2022/french/>. [114]

- OCDE (2022), *Atteindre des résultats au regard des ODD dans la coopération pour le développement : Résumé à l'intention des décideurs*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4b9f1c19-fr>. [29]
- OCDE (2022), *States of Fragility framework*, Éditions OCDE, Paris, <https://www3.compareyourcountry.org/states-of-fragility/overview/0/>. [106]
- OCDE (2022), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », *Statistiques de l'OCDE sur le développement international*, <https://doi.org/10.1787/data-00061-fr> (consulté le 21 septembre 2022). [41]
- OCDE (2021), *Coopération pour le développement 2021 : Pour une transformation numérique juste*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a512ab8e-fr>. [77]
- OCDE (2021), *OECD Good Practice Principles for People-Centred Justice*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/governance/global-roundtables-access-to-justice/good-practice-principles-for-people-centred-justice.pdf>. [91]
- OCDE (2020), *États de fragilité 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0d344c87-fr>. [102]
- OCDE (2019), *Engaging with men and masculinities in fragile and conflict-affected states*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/36e1bb11-en>. [59]
- OCDE (2018), *Bridging the Digital Gender Divide: Include, Upskill, Innovate*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/digital/bridging-the-digital-gender-divide.pdf>. [86]
- OCDE (2016), *États de fragilité 2016 : Comprendre la violence*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264269996-fr>. [12]
- ONU (2022), *Afghanistan: UN launches largest single country aid appeal ever*, <https://news.un.org/en/story/2022/01/1109492>. [14]
- ONU (2022), *Notre Programme commun : Rapport du Secrétaire général*, Nations Unies (ONU), New York, <https://www.un.org/fr/content/common-agenda-report/#:~:text=Notre%20Programme%20commun%20est%20un,concr%C3%A8tement%20a%20vie%20des%20gens>. [27]
- ONU (2022), *Programme: Sustainable Development Goal 5 and interlinkages with other SDGs - Gender equality*, Forum politique de haut niveau sur le développement durable, Nations Unies (ONU), New York, <https://hlpf.un.org/2022/programme/sdgs-in-focus-sdg-5-and-interlinkages-with-other-sdgs-gender-equality>. [32]
- ONU (2022), « Sri Lanka: UN experts sound alarm on economic crisis », <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/07/sri-lanka-un-experts-sound-alarm-economic-crisis>. [25]
- ONU DAES (2019), *2019 Revision of World Population Prospects (base de données)*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU DAES), <https://population.un.org/wpp/>. [2]
- ONU OCHA (2022), *Global Humanitarian Overview 2022*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (ONU OCHA), New York, <https://reliefweb.int/report/world/aper-u-humanitaire-mondial-2022-version-abr-g-e>. [13]

- ONU OCHA (2022), *Horn of Africa Drought: Regional Humanitarian Overview & Call To Action*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (ONU OCHA), New York, <https://reliefweb.int/report/ethiopia/horn-africa-drought-regional-humanitarian-overview-call-action-published-4-july-2022>. [15]
- ONU/Banque mondiale (2018), *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>. [53]
- Organisation internationale de droit du développement (2022), *Somalia: Alternative Dispute Resolution Somalia*, <https://aidstream.org/files/documents/14---SOM---ADR---The-Netherlands---Progress-Report-Oct-Dec2021-20220331040311.pdf>. [93]
- Organisation internationale de droit du développement (2021), *Community Paralegals and Customary and Informal Justice*, <https://www.idlo.int/publications/community-paralegals-and-customary-and-informal-justice>. [96]
- Organisation internationale de droit du développement (2019), *Navigating Complex Pathways to Justice: Engagement with Customary and Informal Justice Systems*, <https://www.idlo.int/sites/default/files/pdfs/publications/IDLO-Policy-and-Issue-Brief-Customary-and-Informal-Justice-web-FINAL.pdf>. [92]
- Organisation mondiale de la Santé (2021), *Principaux repères : Violence à l'encontre des femmes*, <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women>. [56]
- PARIS21 (2016), *Statistical Capacity Building in Fragile and Conflict-affected States*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.paris21.org/sites/default/files/Fragile%20States%20Strategy-March2016-final.pdf>. [33]
- Peyton, B. et al. (2021), *Cline Center Coup D'état Project Dataset*, University of Illinois à Urbana-Champaign, IL, [https://doi.org/10.13012/B2IDB-9651987\\_V3](https://doi.org/10.13012/B2IDB-9651987_V3). [49]
- PNUD (2022), *base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker (base de données)*, <https://data.undp.org/gendertracker/>. [75]
- PNUD (2022), *Dashboard 2. Life-course gender gap (base de données)*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://hdr.undp.org/data-center/documentation-and-downloads>. [69]
- PNUD (2022), *Indice de développement humain ajusté selon les inégalités*, <https://hdr.undp.org/inequality-adjusted-human-development-index#/indicies/IHDI>. [98]
- PNUD (2022), *Indice d'inégalité de genre (IIG) (base de données)*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII>. [39]
- PNUD (2020), *COVID-19 and Human Development: Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York, <https://hdr.undp.org/content/covid-19-and-human-development-assessing-crisis-envisioning-recovery>. [70]

- PNUD (2019), *Rapport sur le développement humain 2019 - Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIème siècle*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York, [https://hdr.undp.org/system/files/documents/hdr2019frpdf\\_1.pdf](https://hdr.undp.org/system/files/documents/hdr2019frpdf_1.pdf). [78]
- Poutiainen, T. et D. Rees (2021), « How digital payment systems can boost Bangladesh's push to meet the SDGs », *Forum économique mondial - blog Agenda*, <https://www.weforum.org/agenda/2021/05/bangladesh-ready-made-garments-digital-payment>. [83]
- Programme alimentaire mondial (2022), *Urgences - Urgence Yémen (page web)*, [https://fr.wfp.org/urgences/urgence-yemen?\\_ga=2.221786648.1496149638.1664979212-789461029.1661528434](https://fr.wfp.org/urgences/urgence-yemen?_ga=2.221786648.1496149638.1664979212-789461029.1661528434). [16]
- Raleigh, C. et al. (2010), « Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data », *Journal of Peace Research*, vol. 47/5, pp. 651-660. [48]
- Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (2022), *2022 Global Report on Food Crises*, <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC%202022%20Final%20Report.pdf>. [100]
- Ritchie, H. et al. (2022), *Coronavirus Pandemic (COVID-19) (base de données)*, OurWorldinData, <https://ourworldindata.org/coronavirus>. [3]
- Sachs, J. et al. (2022), *Sustainable Development Report 2022*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, <https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2022/2022-sustainable-development-report.pdf>. [30]
- Sandefur, J. (2022), « Uganda's record-breaking two-year school closure led to... no decline in the number of kids who can read? », *Center for Global Development blog*, <https://www.cgdev.org/blog/ugandas-record-breaking-two-year-school-closure-led-to-no-decline-number-kids-who-can-read>. [88]
- Sävström, J. (2021), « Commentary: Constitutional coups have often preceded military ones », *Nordic Africa Institute*, <https://nai.uu.se/news-and-events/news/2021-10-07-constitutional-coups-have-often-preceded-military-ones.html>. [52]
- Sidiropoulos, E. (2022), « How do Global South politics of non-alignment and solidarity explain South Africa's position on Ukraine? », *Brookings Africa in Focus blog*, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2022/08/02/how-do-global-south-politics-of-non-alignment-and-solidarity-explain-south-africas-position-on-ukraine/>. [9]
- Stasieluk, W. (2022), *How fragile contexts affect the wellbeing and potential of women and girls*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/dac/2022-women-girls-fragility.pdf>. [57]
- Stewart, S. (2022), *The Relationship Between Justice and Inequality*, Center on International Cooperation, New York University, New York, [https://cic.nyu.edu/sites/default/files/relationship\\_between\\_justice\\_and\\_equality-2022.pdf](https://cic.nyu.edu/sites/default/files/relationship_between_justice_and_equality-2022.pdf). [95]
- Sturgess, P. et C. Flower (2013), *Land and Conflict in Sierra Leone*, Department for International Development du Royaume-Uni, Londres, [https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08a1240f0b649740003e2/EoD\\_HD101\\_Development\\_SL.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08a1240f0b649740003e2/EoD_HD101_Development_SL.pdf). [112]

- Sundberg, R. et E. Melander (2013), « Introducing the UCDP Georeferenced Event Dataset », [22]  
*Journal of Peace Research*, vol. 50/4, <https://doi.org/10.1177/2F0022343313484347>.
- Thompson, J., C. Doxsee et J. Bermudez (2022), *Tracking the Arrival of Russia's Wagner Group in Mali*, Center for Strategic and International Studies, Washington, D.C., [10]  
<https://www.csis.org/analysis/tracking-arrival-russias-wagner-group-mali>.
- Townsend, R. et al. (2021), *Future of Food: Building Stronger Food Systems in Fragility, Conflict, and Violence Settings*, Banque mondiale, Washington, D.C., [103]  
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36497>.
- Tschunkert, K. et C. Delgado (2022), *Food Systems in Conflict and Peacebuilding Settings*, [101]  
 Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm,  
<https://www.sipri.org/publications/2022/other-publications/food-systems-conflict-and-peacebuilding-settings-ways-forward>.
- UIT (2022), *Centre de données de l'UIT (base de données)*, Union internationale des [89]  
 télécommunications, Genève, <https://datahub.itu.int/>.
- UNICEF (2022), *As the war in Ukraine continues, millions of children in the Middle East and North Africa at increased risk of malnutrition amid food price hikes*, [111]  
<https://www.unicef.org/mena/press-releases/war-ukraine-continues-millions-children-middle-east-and-north-africa-increased-risk>.
- UNICEF (2022), « Child marriage on the rise in Horn of Africa as drought crisis intensifies », [65]  
<https://www.unicef.org/press-releases/child-marriage-rise-horn-africa-drought-crisis-intensifies>.
- UNICEF (2022), *Reopening with Resilience: Lessons from Remote Learning during COVID-19 in Europe and Central Asia*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), New York, [64]  
<https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/Reopening-with-Resilience-Lessons-from-Remote-Learning-during-COVID-19%E2%80%93Europe-and-Central-Asia.pdf>.
- Vahedi, L., J. Anania et J. Kelly (2021), *Gender-Based Violence and COVID-19 in Fragile Settings: A Syndemic Model*, United States Institute of Peace, Washington, D.C., [58]  
<http://https://www.usip.org/publications/2021/08/gender-based-violence-and-covid-19-fragile-settings-syndemic-model>.
- Vincent-Lancrin, S. (2022), « Educational innovation and digitalisation during the COVID-19 crisis: lessons for the future », dans *How Learning Continued during the COVID-19 Pandemic : Global Lessons from Initiatives to Support Learners and Teachers*, Éditions OCDE, Paris, [85]  
<https://doi.org/10.1787/93c3dc5e-en>.
- World Justice Project (2019), *Global Insights on Access to Justice*, [94]  
<https://worldjusticeproject.org/our-work/publications/special-reports/global-insights-access-justice-2019>.

## Notes

<sup>1</sup> Calculs effectués par les auteurs d'après les estimations présentées dans Gerszon Mahler et al. (2021<sup>[1]</sup>). Les auteurs remercient Daniel Gerszon Mahler et Nishant Yonzan pour leurs conseils concernant l'utilisation de ces données.

<sup>2</sup> Compte tenu de la période à laquelle les données ont été recueillies, l'année la plus récente est celle de 2021. Ces données ont servi de base aux résultats issus du Cadre sur la fragilité des *États de fragilité 2022*. Les comparaisons entre 2019 et 2021 qui figurent dans ce rapport correspondent à l'évolution de la fragilité entre les éditions 2020 et 2022 du rapport « États de fragilité ».

<sup>3</sup> Ce chiffre provient de la classification des catégories de revenus de la Banque mondiale, datant de juillet 2022. Il manque à ces chiffres le 60<sup>e</sup> contexte fragile, le Venezuela, qui était auparavant classé dans la catégorie des revenus intermédiaires de la tranche supérieure mais n'est aujourd'hui pas classé du fait de l'absence de données imputable à la crise économique et politique que connaît encore le pays.

<sup>4</sup> La diversité qui caractérise les contextes fragiles est également apparente dans la classification des « régimes du monde » de l'Institut V-DEM : 35 des 60 contextes fragiles sont des autocraties électorales, 15 des autocraties fermées et 9 des démocraties électorales. Aucune classification n'était disponible pour la Cisjordanie et la bande de Gaza dans les données sources.

<sup>5</sup> Les ODD sont au nombre de 17. Les 15 objectifs auxquels il est fait allusion ici sont ceux pour lesquels il existe suffisamment de données disponibles pour procéder à l'évaluation.

<sup>6</sup> Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire classe l'insécurité alimentaire aiguë en cinq phases, de la phase 1 (insécurité nulle/minimale) à la phase 5 (catastrophe/famine). La phase 3 correspond à la phase de crise, où les ménages ont une consommation alimentaire insuffisante qui se traduit par une malnutrition aiguë grave ou inhabituelle, ou sont une minorité à pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires minimums et, le cas échéant, ne le font qu'au prix des avoirs relatifs à leurs moyens d'existence ou en recourant à des stratégies pour faire face aux crises. Lors de cette phase, une action est requise en urgence pour protéger les moyens de subsistance et réduire les manques en matière de consommation alimentaire. Pour en savoir plus, voir <https://www.ipcinfo.org/>.

<sup>7</sup> Pour les besoins de l'analyse du lien entre la fragilité et les déplacements forcés internationaux, le terme « réfugié » ne se limite pas à sa définition juridique mais inclut également : les demandeurs d'asile qui peuvent être ou non des réfugiés ; les réfugiés au titre de la mission de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ; enfin, les individus se trouvant dans une situation assimilable à celle de réfugiés, comme par exemple les Vénézuéliens déplacés à l'étranger et les personnes bénéficiant de mesures de protection temporaires. Les données se rapportant à chacune des catégories de population susmentionnées proviennent de la publication « *Global Trends: Forced Displacement in 2021* » (Tendances mondiales : les déplacements forcés en 2021) de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés. S'agissant des déplacés internes, les statistiques sont issues du *Rapport mondial sur le déplacement interne 2022* de l'Observatoire des situations de déplacement interne, dont les données concernent l'année 2021.

## **2** État des mesures de réponse aux crises et aux situations de fragilité

---

Ce chapitre analyse l'état des mesures actuelles de réponse aux crises et aux situations de fragilité. Dans la lignée du Programme d'action d'Addis-Abeba, il étudie le paysage économique et financier dans les contextes fragiles et recense les risques et les capacités d'adaptation au-delà des financements au titre de l'aide publique au développement. Il présente ensuite les approches en matière d'action publique et de programmation autour de trois thématiques clés qui, dans un avenir proche, auront un impact sur les politiques et les pratiques dans les contextes fragiles : les canaux économiques qui répercutent les chocs et renforcent la résilience, les risques grandissants liés au changement climatique et à la fragilité environnementale et les liens sous-développés entre développement et recherche de la paix.

---

# En bref

## État des mesures de réponse aux crises et aux situations de fragilité

- **Les bailleurs ont réagi aux chocs planétaires en augmentant le volume de l'aide publique au développement (APD).** Le volume total de l'aide aux contextes fragiles a culminé en 2020 à 91.4 milliards USD, soit le volume le plus élevé jamais enregistré.
- **Sur ce total, l'aide nette des membres du Comité d'aide au développement (CAD) aux contextes fragiles s'est élevée à 61.9 milliards USD, ce qui représente une hausse de 5 % par rapport à 2019, et 60 % de leur aide ventilable par pays.** Toutefois, la part de leur APD totale allouée aux contextes fragiles est au plus bas depuis 2016. Cette dernière a fortement augmenté dans les contextes extrêmement fragiles ces dernières années, prenant le pas sur le financement du développement, malgré des besoins considérables en la matière. Sur le total de l'APD du CAD allouée aux contextes fragiles en 2020, 25 % ont été acheminés au titre de l'aide humanitaire, 63 % en faveur du développement et 12 % de la paix.
- **Des institutions inclusives et légitimes restent indispensables pour sortir de la fragilité. La capacité à générer des recettes fiscales et l'ensemble des dimensions de la fragilité sont étroitement liées.** Seulement un tiers des 43 contextes fragiles analysés ont atteint un ratio recettes fiscales/produit intérieur brut (PIB) de 15 %, un critère largement reconnu pour permettre à un État de fonctionner efficacement et à l'économie de se développer. Dans le même temps, 39 contextes fragiles sur les 60 recensés ont bénéficié de l'APD pour contribuer à renforcer leur politique fiscale et leurs capacités administratives.
- **Les perspectives économiques des contextes fragiles sont très hétérogènes, mais les risques se concentrent autour de l'accessibilité des prix alimentaires et de la viabilité de la dette. On dénombre aujourd'hui davantage de contextes fragiles à revenu intermédiaire que de contextes fragiles à faible revenu.** Dans la mesure où la fragilité demeure corrélée à la catégorie de revenu et aux résultats économiques, les contextes ne peuvent tout simplement pas s'extirper de la fragilité par eux-mêmes. Les contextes fragiles attirent moins d'investissements privés que les autres contextes en développement, augmentant ainsi les difficultés à développer le secteur privé intérieur. Un grand nombre d'entre eux restent fortement tributaires des envois de fonds pour faire face à cette situation.
- **Les mesures des pouvoirs publics doivent porter sur l'ensemble des dimensions de la fragilité, renforçant ainsi la résilience économique tout en prenant en compte les différentes façons dont les canaux économiques peuvent répercuter les chocs et nourrir les conflits.** Il est nécessaire d'étudier plus avant comment la coopération pour le développement peut être un vecteur de changement dans la dimension économique. L'adoption de stratégies sur la fragilité dans les institutions financières internationales est une tendance récente encourageante. De même, certains processus de paix comportent désormais un volet économique.
- **La lutte contre le changement climatique et la fragilité environnementale sera une composante permanente des activités dans les contextes fragiles.** Il importe non seulement d'accroître, mais également de mieux adapter, l'action climatique et environnementale dans les contextes fragiles en termes de programmation, d'instruments, de préparation aux chocs et aux pertes, et de liens avec l'action publique.



- **Il est nécessaire de renforcer la cohérence et le dialogue entre les acteurs du développement, de la paix et de la sécurité.** Du Sahel à l'Afghanistan, les lacunes et les erreurs frappantes des responsables de l'action publique et opérationnels témoignent de l'incapacité à communiquer efficacement dans les sphères du développement et de la paix.

Les chocs observables aujourd'hui, aux premiers rangs desquels le COVID-19, les conflits et le changement climatique, sont des phénomènes à long terme. Les tendances observées en matière de fragilité et présentées au Chapitre 1 ne l'illustrent que trop bien, ces trois chocs ont bouleversé les mécanismes nationaux et internationaux traditionnels de réponse aux crises et de reprise. Bien que les bailleurs aient réagi en portant les volumes d'APD versée aux contextes fragiles à des niveaux inédits, la part correspondante de l'APD totale est plus faible qu'auparavant et, dans les contextes extrêmement fragiles, une proportion plus importante est dirigée vers l'action humanitaire au détriment du développement et de la recherche de la paix.

Ce chapitre analyse les mesures actuelles de réponse aux situations de fragilité dans une période de crises concomitantes aux effets conjugués, et examine les tendances de l'APD ainsi que son allocation (modalités, finalité et proportion), en plus des défis que représentent les réponses à apporter aux situations de fragilité dans les contextes à revenu intermédiaire et faible. Il aborde ensuite les réponses en matière d'action publique et de programmation face aux répercussions socioéconomiques des chocs récents, en mettant l'accent sur deux problématiques majeures qui, dans un avenir proche, orienteront la trajectoire de la coopération pour le développement dans les contextes fragiles : le climat et l'environnement et les liens entre développement et recherche de la paix.

Le caractère multidimensionnel de la fragilité et la diversité des contextes fragiles appellent à la cohérence des mesures en faveur du développement et de la paix adoptées par les acteurs internationaux et locaux afin d'atténuer la survenue des risques et les conséquences des risques qui se concrétisent inévitablement. La fragilité environnementale est désormais un élément central des politiques menées par les partenaires au développement dans la majorité, voire tous, des contextes fragiles et elle sera le moteur de la demande de ressources supplémentaires. Dans le même temps, le fossé entre les politiques en faveur de la paix et les politiques de développement pose de sérieux problèmes. Pour surmonter ce défi, la première étape consiste à combler les lacunes en matière de communication. Comme présenté au Chapitre 1, les mesures de réponse à la fragilité économique ou à la fragilité des États jouent souvent un rôle déterminant dans l'efficacité des actions mises en œuvre, mais elles ne sont que rarement, pour ne pas dire jamais, suffisantes en elles-mêmes.

## **La nature complexe de la fragilité et des crises redessine les mesures financières prises en réponse à la fragilité**

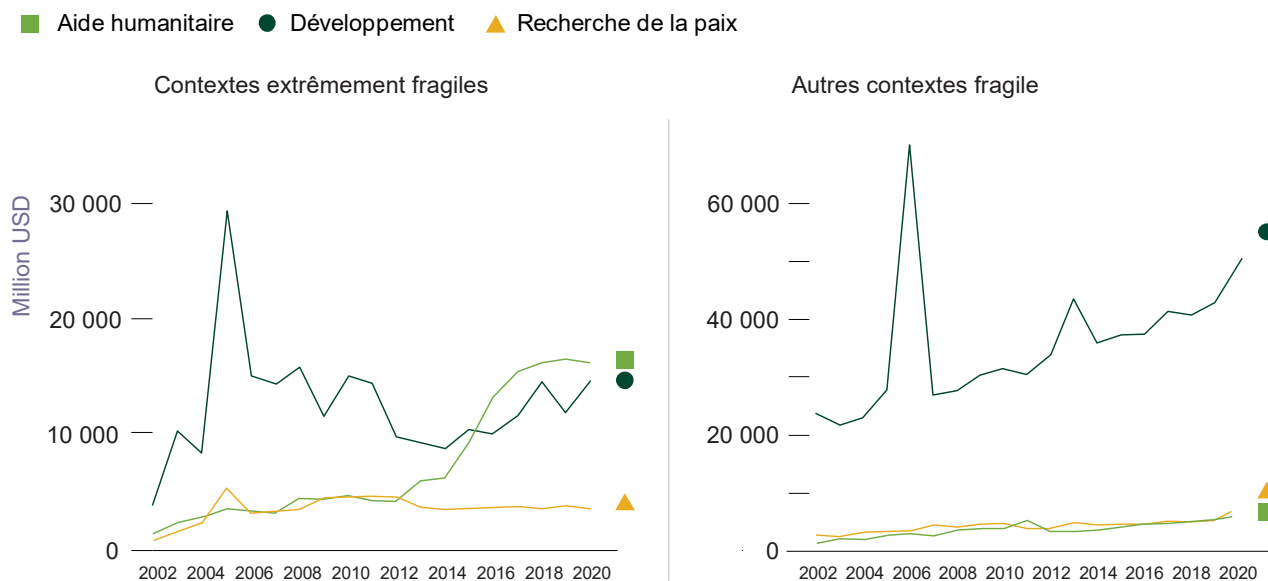
L'aide publique au développement (APD) est l'un des leviers les plus saillants que les membres de l'OCDE et les autres pays actionnent pour apporter un soutien aux contextes fragiles. De tout temps, l'APD a constitué une ressource stable et prévisible en faveur des contextes fragiles, et elle revêt un caractère particulièrement critique pour les contextes extrêmement fragiles, dans lesquels elle éclipse souvent les autres apports financiers. En termes de volume, dans les quinze contextes extrêmement fragiles, l'APD était sept fois plus importante que l'investissement direct étranger (IDE) et plus de trois fois supérieure aux envois de fonds. Cette section porte essentiellement sur l'ampleur et l'utilisation de l'APD dans les contextes fragiles par les membres du CAD et les autres acteurs, évaluant cette réponse avec pour toile de fond les efforts et ressources déployés par les contextes fragiles eux-mêmes pour faire face aux situations de fragilité et aux chocs qu'ils subissent.

## Les bailleurs ont réagi aux chocs planétaires en augmentant le volume de l'aide publique au développement


En 2020, la réponse financière de la communauté des bailleurs face aux chocs et aux situations de fragilité observés au cours des deux dernières années a atteint des records. L'APD nette allouée aux contextes fragiles par l'ensemble des fournisseurs de coopération pour le développement, incluant les sorties de fonds des organisations multilatérales, s'est établie à 91.4 milliards USD en 2020, soit le volume le plus élevé jamais enregistré. Dans cette enveloppe globale, l'APD des membres du CAD en faveur des contextes fragiles a atteint un total de 61.9 milliards USD, représentant 60 % de leur aide ventilable par pays. Il s'agit du volume le plus important depuis 2006, pour une hausse de 5 % par rapport à 2019. Cette réponse d'un niveau inédit est survenue dans un contexte où les appels de fonds humanitaires restent invariablement supérieurs aux financements alloués.

Toutefois, si le volume de l'APD acheminée vers les contextes fragiles par les bailleurs du CAD et tous les autres bailleurs est à un plus haut historique, cela illustre une intensification plus générale de l'APD, le plus souvent en réponse au COVID-19 et non avec une attention particulière portée aux situations de fragilité (Graphique 2.1). De fait, la proportion de l'APD du CAD allouée aux contextes fragiles a reculé de trois points de pourcentage depuis 2019 pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2016. Compte tenu des crises qui bouleversent le monde aujourd'hui, les membres du CAD doivent impérativement continuer de s'efforcer à maintenir leur aide destinée aux contextes fragiles (Infographie 2.1). L'APD reste une ressource essentielle, notamment dans les contextes extrêmement fragiles, et plus particulièrement dans des domaines cruciaux pour les mesures de réponse et de reprise, comme les secteurs sociaux, la sécurité alimentaire, la recherche de la paix et la prévention.

### Graphique 2.1. La récente intensification de l'aide publique au développement destinée aux contextes fragiles, et notamment aux contextes extrêmement fragiles, est consacrée au pilier humanitaire du triple nexus



Source : OCDE (2022<sup>[1]</sup>), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », <https://doi.org/10.1787/data-00061-en>.

StatLink  <https://stat.link/7brmtc>

Il existe un risque de voir l'aide basculer en faveur des besoins humanitaires au long cours, au détriment des objectifs de développement et de paix. En 2020, 63 % de l'APD brute bilatérale des membres du CAD

destinée aux contextes fragiles a été consacrée au pilier du développement du nexus action humanitaire-développement-recherche de la paix, 25 % aux objectifs humanitaires et 12 % aux objectifs de paix<sup>1</sup> (Infographie 2.1). L'aide allouée par les membres du CAD en faveur de la recherche de la paix dans les contextes fragiles a reculé de 19 % entre 2010 et 2020. Sur la même période, l'aide humanitaire a progressé de 57 %, et a été pour l'essentiel dirigée vers les contextes extrêmement fragiles. Quatre pour cent du total de l'aide ventilable par pays des membres du CAD ont été consacrés à la prévention des conflits, une sous-catégorie du secteur de la paix. En d'autres termes, pour chaque dollar investi dans la prévention, six dollars ont bénéficié à l'aide humanitaire, malgré l'évidence et le poids des arguments en faveur de la prévention : chaque dollar destiné à la prévention aujourd'hui peut permettre d'économiser seize dollars par la suite (OCDE, 2021<sup>[2]</sup>).

La rapidité des mesures adoptées pour lutter contre le COVID-19 et la nécessité de réaffecter des fonds afin de faire face à la crise ont renforcé la tendance existante à l'utilisation des fonds à l'appui de l'action humanitaire, plutôt qu'en faveur des mesures de développement ou de recherche de la paix, notamment dans les contextes extrêmement fragiles. Parce qu'elle contribue à sauver des vies et à préserver la dignité humaine, l'action humanitaire est en soi un facteur essentiel de la résilience à l'échelle mondiale. Mais elle n'est ni structurée ni conçue pour aider, à elle seule, à diminuer de façon pérenne les risques et à développer durablement les capacités d'adaptation. Aujourd'hui, les besoins humanitaires ne cessent de croître, exerçant une pression colossale sur les budgets humanitaires et les capacités des systèmes. Dans ce contexte, l'invocation de plus en plus fréquente du motif humanitaire pour répondre aux besoins des personnes est inquiétante puisque les investissements en faveur de la recherche de la paix et du développement se retrouvent alors sacrifiés sur l'autel des interventions d'urgence en réponse aux besoins humains dans les situations de crise qui, presque toujours, s'étendent sur des décennies (Programme alimentaire mondial, 2022<sup>[3]</sup>).

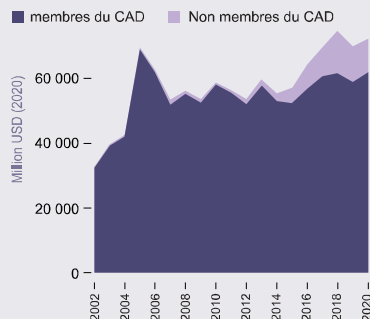
En 2020, l'APD du CAD était pour deux tiers bilatérale et pour un tiers allouée sous forme de contributions au budget central d'organisations multilatérales. Les bailleurs du CAD ont alloué 13.8 milliards USD de leur APD ventilable par pays en qualité d'APD transitant par des acteurs locaux – en d'autres termes, l'APD est acheminée par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales basées dans les pays en développement et des administrations infranationales et nationales. Cette aide a augmenté au cours des cinq dernières années, mais elle est davantage dirigée vers les autres contextes fragiles que vers les contextes extrêmement fragiles. La majeure partie de cette APD est acheminée par l'intermédiaire des administrations nationales, moins de 1 % étant acheminé par l'intermédiaire des administrations infranationales et environ 5 % par les organisations non gouvernementales basées dans les pays en développement (OCDE, 2022<sup>[1]</sup>).

D'un point de vue sectoriel, les infrastructures et les services sociaux ont bénéficié de la plus grande part de l'APD allouée par le CAD en 2020, avec 20.8 milliards USD, soit 42.6 % du total. L'APD dirigée vers le secteur humanitaire, à savoir la deuxième catégorie la plus importante, s'est élevée à 12 milliards USD, record historique en termes de volume, représentant 24.6 % du total. L'infrastructure économique et les services économiques, troisième secteur le plus important, ont reçu 5.8 milliards USD, soit 12.6 % du total ; les secteurs de production ont bénéficié de 3.4 milliards USD, soit 6.9 % du total. L'aide plurisectorielle et sous forme de produits et l'aide-programme générale se sont vu allouer 2.3 milliards USD chacune, soit 5 % du total. Les bailleurs du CAD ont versé 960 millions USD au titre de frais administratifs, ce qui représente 2 % du total, soit une légère baisse par rapport au pic historique de 1.05 milliard enregistré en 2019 (OCDE, 2022<sup>[1]</sup>).

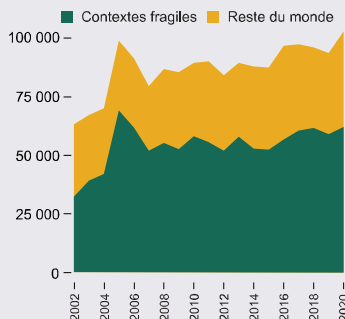
## Infographie 2.1. Aide publique au développement en faveur des contextes fragiles

L'APD en faveur des contextes fragiles a représenté 60 % de l'aide ventilable par pays des membres du Comité d'aide au développement (CAD), soit 62 milliards USD

APD des fournisseurs de coopération pour le développement en faveur des contextes fragiles

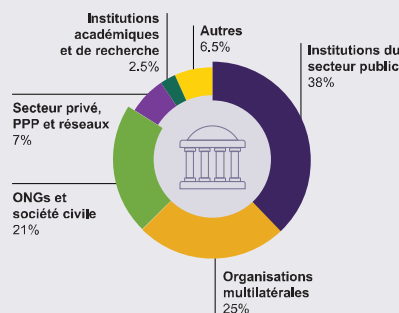


APD des membres du CAD en faveur des contextes fragiles et du reste du monde



APD en faveur des contextes fragiles (2020), par institution d'acheminement

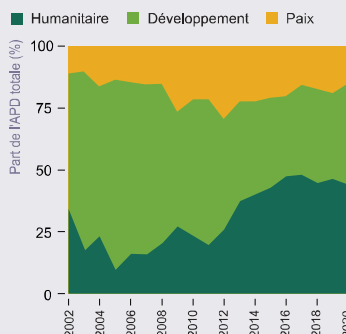
La majeure partie de l'APD des membres du CAD (84 %) est acheminée par l'intermédiaire d'institutions du secteur public, d'organisations multilatérales et d'organisations non gouvernementales, et par l'intermédiaire de la société civile.



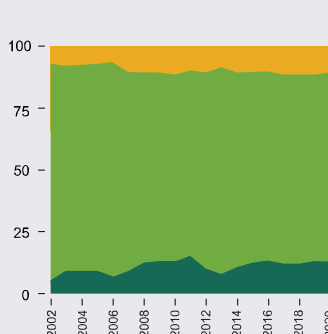
APD versée à tous les niveaux de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix

En 2020, l'APD allouée à la prévention des conflits a représenté 7 % de l'APD totale des membres du CAD destinée aux contextes extrêmement fragiles et 2 % de leur APD dans les autres contextes fragiles. Sur l'ensemble du triple nexus, 63 % de leur APD bilatérale brute allouée aux contextes fragiles ont été dirigés vers le pilier du développement, 25 % vers celui de l'action humanitaire et 12 % vers celui de la recherche de la paix.

Contextes extrêmement fragiles

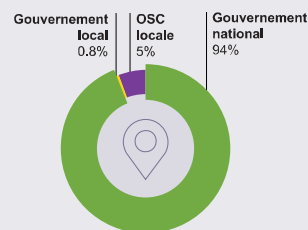


Autres contextes fragiles



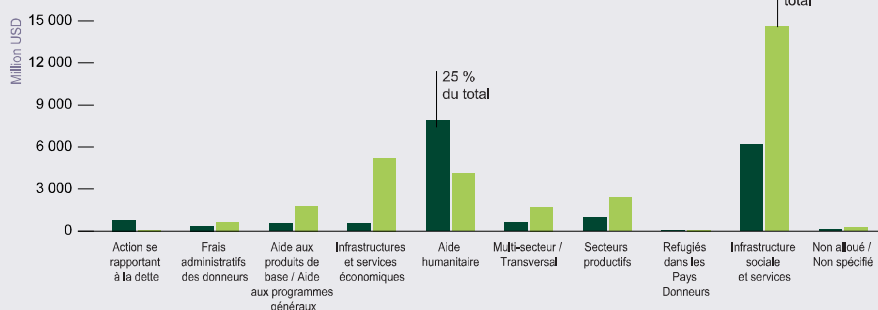
APD en faveur des contextes fragiles pour l'adaptation à l'échelon local (2020)

- En 2020, les membres du CAD ont alloué 14 milliards USD de leur APD ventilable par pays sous la forme d'une aide adaptée à l'échelon local, acheminée par l'intermédiaire d'ONG basées dans des pays en développement et d'administrations infranationales et nationales
- Moins de 1 % de cette APD a été acheminé par l'intermédiaire d'administrations infranationales, tandis que 5 % ont été dirigés vers des ONG basées dans des pays en développement.



L'APD dans l'ensemble des catégories de secteurs (2020)

Contextes extrêmement fragiles (dark green) / contextes fragiles (light green)



Le secteur de l'infrastructure sociale et des services sociaux a été le premier secteur destinataire de l'APD du CAD en 2020, pour un montant de 21 milliards USD, soit 43 % du volume total.

L'APD destinée au secteur humanitaire, deuxième catégorie la plus importante globalement et la plus importante dans les contextes extrêmement fragiles, a atteint un montant de 12 milliards USD, soit 25 % du total – un pic historique en termes de volume.

Source : OCDE (2022<sup>[1]</sup>), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », <https://doi.org/10.1787/data-00061-en>.

StatLink  <https://stat.link/pyvjas>

## ***Des institutions inclusives et légitimes restent indispensables pour sortir de la fragilité***

Comme en témoigne la diversité des contextes sur le Cadre sur la fragilité 2022, il est nécessaire d'adopter des approches multidimensionnelles pour lutter contre la fragilité, renforcer durablement les capacités d'adaptation et appuyer les efforts déployés par les contextes eux-mêmes afin de sortir de la fragilité. Ce type d'approche doit aussi s'intéresser à la fragilité de l'État en analysant la gouvernance, l'économie politique dans laquelle s'inscrit l'État, la façon dont ce dernier communique avec les citoyens et ses moyens de financement.

Le rôle déterminant de l'inclusivité du leadership, du discours et des institutions au niveau national est bien ancré dans la politique relative à l'efficacité du développement (Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, 2022<sup>[4]</sup>), reflétant un axe majeur de la littérature sur le développement économique consacrée à l'importance de l'économie politique et des institutions politiques (North, 1990<sup>[5]</sup> ; North, Wallis et Weingast, 2009<sup>[6]</sup> ; Besley et Mueller, 2021<sup>[7]</sup>). L'un des dénominateurs communs de tous ces travaux stratégiques de recherche universitaire et appliquée est l'importance pour les contextes fragiles d'être directement acteurs de leur sortie de la fragilité pour que celle-ci soit pérenne.

La fragilité devrait être envisagée au-delà de la seule fragilité traditionnelle des États, même si le rôle et la nature de l'État jouent un rôle déterminant soit en entretenant la dynamique à l'œuvre dans les situations de fragilité et les conflits, soit en définissant des possibilités de sortie de ces situations. Il peut être difficile d'asseoir le leadership national dans les contextes où la légitimité de l'État ou les capacités institutionnelles sont limitées et, en outre, la dynamique de l'État oriente les modalités de collaboration avec les partenaires au développement. La société civile et le secteur privé contribuent fortement au leadership national et au renforcement des institutions. Pour choisir les partenaires locaux auprès desquels s'engager, il convient de bien cerner la dynamique politique à l'œuvre. Dans certains contextes, les priorités nationales peuvent ne pas être en phase avec les objectifs de développement durable (ODD) et les institutions publiques peuvent manquer de reconnaissance sur le plan international ou ne pas être considérées comme représentatives de l'ensemble de la société. Le cas échéant, les interventions à l'appui de la réalisation des ODD ou l'engagement de ne laisser personne de côté peuvent être incompatibles avec le principe d'efficacité de l'appropriation par les pays. En partenariat avec Chatham House et le Center on International Cooperation de l'Université de New York, et avec le soutien du ministère suédois des Affaires étrangères, l'OCDE se penche sur le potentiel de la coopération pour le développement dans des environnements marqués par de telles contraintes politiques.

L'OCDE a récemment effectué des travaux de recherche sur 124 contextes admissibles au bénéfice de l'APD. Ces travaux révèlent que, dans le monde, le nombre de contextes qui ont bénéficié de l'APD et sont répertoriés comme autocratiques est passé de 68 en 2010 à 75 en 2019, dont 57 entraînent dans la catégorie des autocraties électorales (OCDE, 2022<sup>[8]</sup>). Reflétant une tendance croissante, le concept d'autocratie électorale désigne un système où « des institutions fonctionnent en apparence de façon démocratique, mais se situent en réalité en-dessous du seuil de démocratie en termes d'authenticité ou de qualité » (Boese et al., 2022<sup>[9]</sup>). Les contextes fonctionnant sous des régimes autocratiques absorbent un volume croissant de l'APD, qui est passé de 64 % en 2010 à 79 % en 2019, et l'APD, notamment versée au titre de l'aide humanitaire, est de plus en plus dirigée vers des contextes marqués par des autocraties fermées. Une étude menée par l'OCDE sur l'APD par contexte selon les régimes révèle que le type de régime ne semble pas influencer fortement les dotations d'APD, mais lorsqu'un régime devient plus démocratique, il est en général récompensé par une augmentation de l'aide qui lui est allouée (OCDE, 2022<sup>[8]</sup>).

Les moyens de financement d'un État sont l'un des ressorts clés de sa légitimité et de sa fragilité. En 2020, les bailleurs du CAD ont fourni 106 millions USD à 39 des 60 contextes fragiles recensés, pour renforcer leur politique et leurs capacités en matière de fiscalité (OCDE, 2022<sup>[1]</sup>). La pérennité d'une base fiscale ne se résume pas, loin de là, aux recettes générées. Il faut pour cela renforcer la légitimité de l'État et de ses

institutions budgétaires, accroître les attentes des contribuables vis-à-vis des services publics et renforcer le contrat social et le civisme fiscal – à savoir la disposition des citoyens à soutenir financièrement leur gouvernement (OCDE, 2019<sup>[10]</sup> ; Besley et Mueller, 2021<sup>[7]</sup>).

Même si les économies stables sont susceptibles de pouvoir choisir entre des approches fondées sur une fiscalité plus élevée (comme le Danemark) ou plus faible (comme Singapour), on observe en général une forte corrélation entre la fragilité et les ratios des recettes fiscales au PIB (Graphique 2.2). Cette corrélation se vérifie pour chacune des six dimensions de la fragilité (Thompson, 2022<sup>[11]</sup>), ainsi que pour le risque de conflit, qui chute de façon spectaculaire dès lors que les capacités budgétaires sont plus importantes (Besley et Mueller, 2021<sup>[7]</sup>).

## Graphique 2.2. Corrélation entre les ratios des recettes fiscales au PIB et la fragilité



Source : WIDER (2021<sup>[12]</sup>), *Government Revenue Dataset*, <https://www.wider.unu.edu/project/grd-%E2%80%93-government-revenue-dataset>.

StatLink  <https://stat.link/lf7usc>

Dans la littérature économique couvrant les ressources auxquelles les États ont accès pour investir dans le développement et la stabilité, les recettes fiscales sont considérées comme le seul moyen permettant de mettre sur pied des financements publics durables et de soutenir une gouvernance inclusive sur le long terme (Thompson, 2020<sup>[13]</sup>). Selon les éléments factuels recueillis, les autres sources de revenu, comme les ressources naturelles ou même l'APD, n'ont pas le même effet et elles pourraient même amoindrir l'incitation à investir dans les capacités budgétaires, de même que la responsabilité envers les citoyens qui va de pair avec des recettes fiscales plus importantes (Besley et Mueller, 2021<sup>[7]</sup>). Selon les données disponibles les plus récentes, seulement un tiers des 43 contextes fragiles qui pourraient être analysés

ont atteint un ratio des recettes fiscales au PIB de 15 %, référence de base communément acceptée pour l'efficacité du fonctionnement de l'État et du développement économique (UNU-WIDER, 2021<sup>[12]</sup>).

**Hormis l'aide, les ressources économiques et financières des contextes fragiles sont hétérogènes, et les risques autour de la viabilité de la dette et de l'accessibilité des prix alimentaires de plus en plus courants**

La fragilité est souvent perçue comme synonyme de revenu faible et de résultats économiques médiocres. Le Cadre de l'OCDE sur la fragilité reconnaît ces liens en mesurant les risques et les capacités d'adaptation aux chocs externes et aux défis endogènes qui se dressent face aux ménages, aux entreprises et à la macroéconomie. D'après le Cadre 2022, on observe une hausse du nombre de contextes à revenu intermédiaire considérés comme fragiles. Les contextes fragiles à revenu intermédiaire (33) sont désormais plus nombreux que les contextes fragiles à faible revenu<sup>2</sup> (26), tendance déjà décelée dans le rapport *États de fragilité 2020*, qui annonçait 30 contextes fragiles à revenu intermédiaire et 27 à faible revenu. Si la fragilité reste globalement liée à la catégorie de revenu et aux résultats économiques, certaines économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et même certaines économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure figurent parmi les contextes extrêmement fragiles (Graphique 2.3). Néanmoins, les trois contextes fragiles à revenu intermédiaire ajoutés en 2022 ont tous intégré le cadre pour la première fois, laissant à penser que leurs scores de fragilité reflètent davantage une meilleure mesure des risques et des capacités d'adaptation plutôt qu'une progression du nombre de contextes fragiles ayant des revenus plus élevés.

**Graphique 2.3. La fragilité ne se limite pas aux économies à faible revenu**



Source : Banque mondiale (2022<sup>[14]</sup>), *World Bank Country and Lending Groups*, <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>.

StatLink  <https://stat.link/atsiq9>

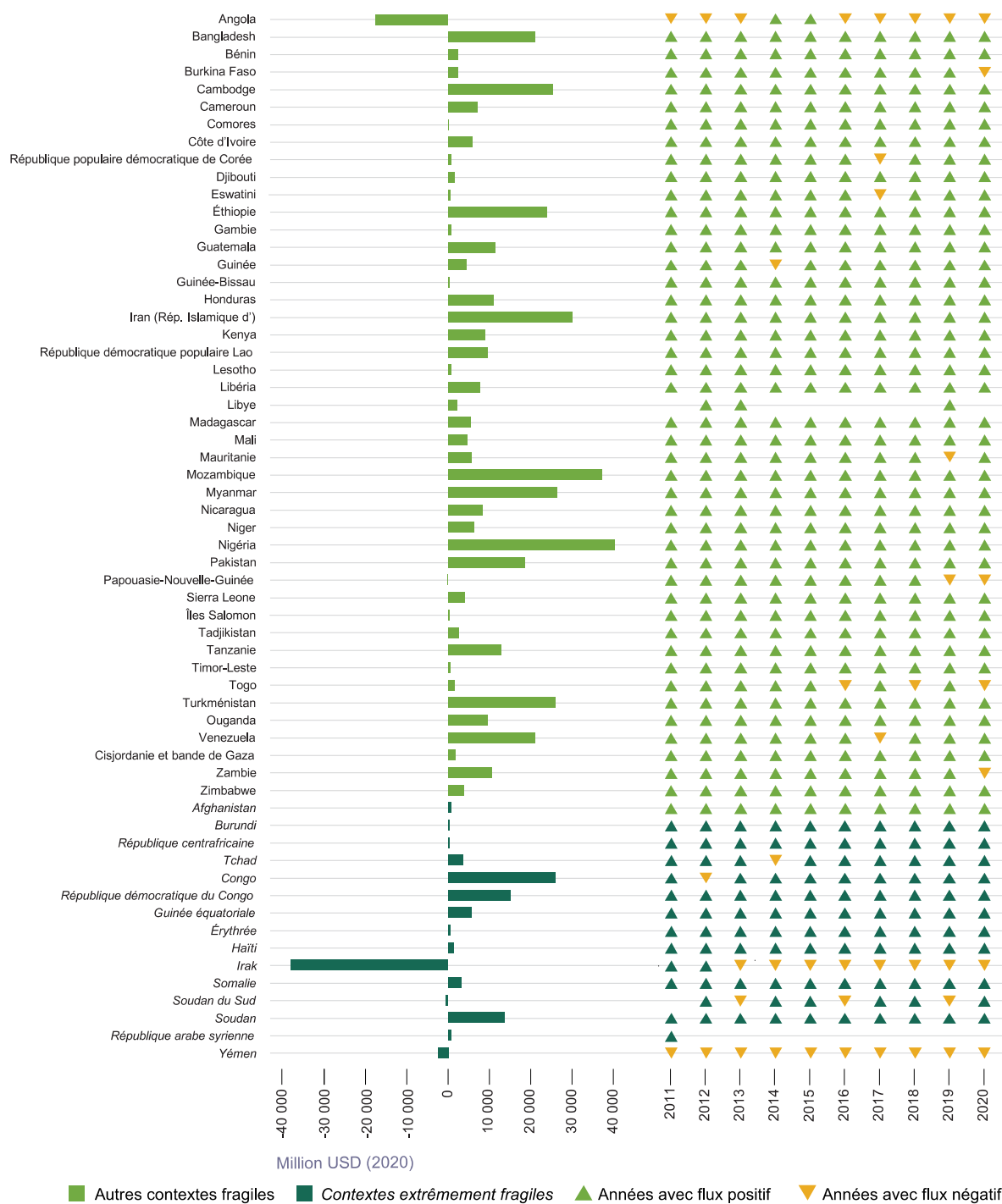
### ***On dénombre aujourd'hui davantage de contextes fragiles à revenu intermédiaire que de contextes fragiles à faible revenu***

La prévalence des contextes fragiles à revenu intermédiaire soulève de nouveaux défis concernant le financement de transitions durables pour sortir de la fragilité. De nombreux mécanismes de financement au titre de l'APD visant à lutter contre la fragilité sont assortis de critères d'éligibilité liés à faible revenu – y compris par l'intermédiaire du Fonds monétaire international (FMI), des banques multilatérales de développement et d'autres institutions financières internationales – et les bailleurs bilatéraux ont tendance à cibler en priorité les bénéficiaires à faible revenu pour leurs financements sous forme de dons ou leurs prêts concessionnels. Dès lors, ces critères d'éligibilité selon le revenu peuvent, pour les contextes fragiles à revenu intermédiaire, complexifier l'accès aux financements concessionnels, même si une transition vers la catégorie de revenu intermédiaire ne signifie pas forcément qu'un pays rencontre des difficultés différentes ou moindres (di Ciommo et Sergejeff, 2021<sup>[15]</sup>). En effet, les défis tels que la violence infranationale, les répercussions des conflits et le surendettement ne se dissolvent pas pour autant.

Les mesures visant à renforcer les capacités d'adaptation et à réduire les risques peuvent aller bien au-delà des interventions financées au moyen de l'aide, notamment dans les contextes fragiles plus stables. Il peut s'agir par exemple d'interventions efficaces en faveur du développement du secteur privé intérieur et de la promotion de l'investissement international conformément aux Principes de Kampala<sup>3</sup>. Le secteur privé intérieur est souvent un fournisseur essentiel et constant de biens et services même lorsque l'instabilité interdit tout accès aux fournisseurs d'aide humanitaire et d'aide au développement. Mais souvent les contextes fragiles ont des possibilités limitées, qu'il s'agisse de l'accès aux sources de financement et de la présence d'un cadre réglementaire, ou encore du développement de leurs secteurs privés intérieurs (Thompson, 2020<sup>[13]</sup>). De manière générale, ils ont tendance à attirer moins d'investissement direct étranger que les autres pays en développement, risquent d'être évincés par le secteur public et peuvent être confrontés au risque de fuite des capitaux. Comme l'illustre le Graphique 2.4, les flux d'IDE à destination des contextes fragiles ont considérablement varié d'une année à l'autre, avec des fuites massives depuis 2011.



**Graphique 2.4. L'investissement direct étranger est très variable dans les contextes fragiles, avec des fuites massives entre 2011 et 2020**



Source : Banque mondiale (2022<sup>[16]</sup>), *Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$)*, <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD>.

StatLink <https://stat.link/xlgerly>

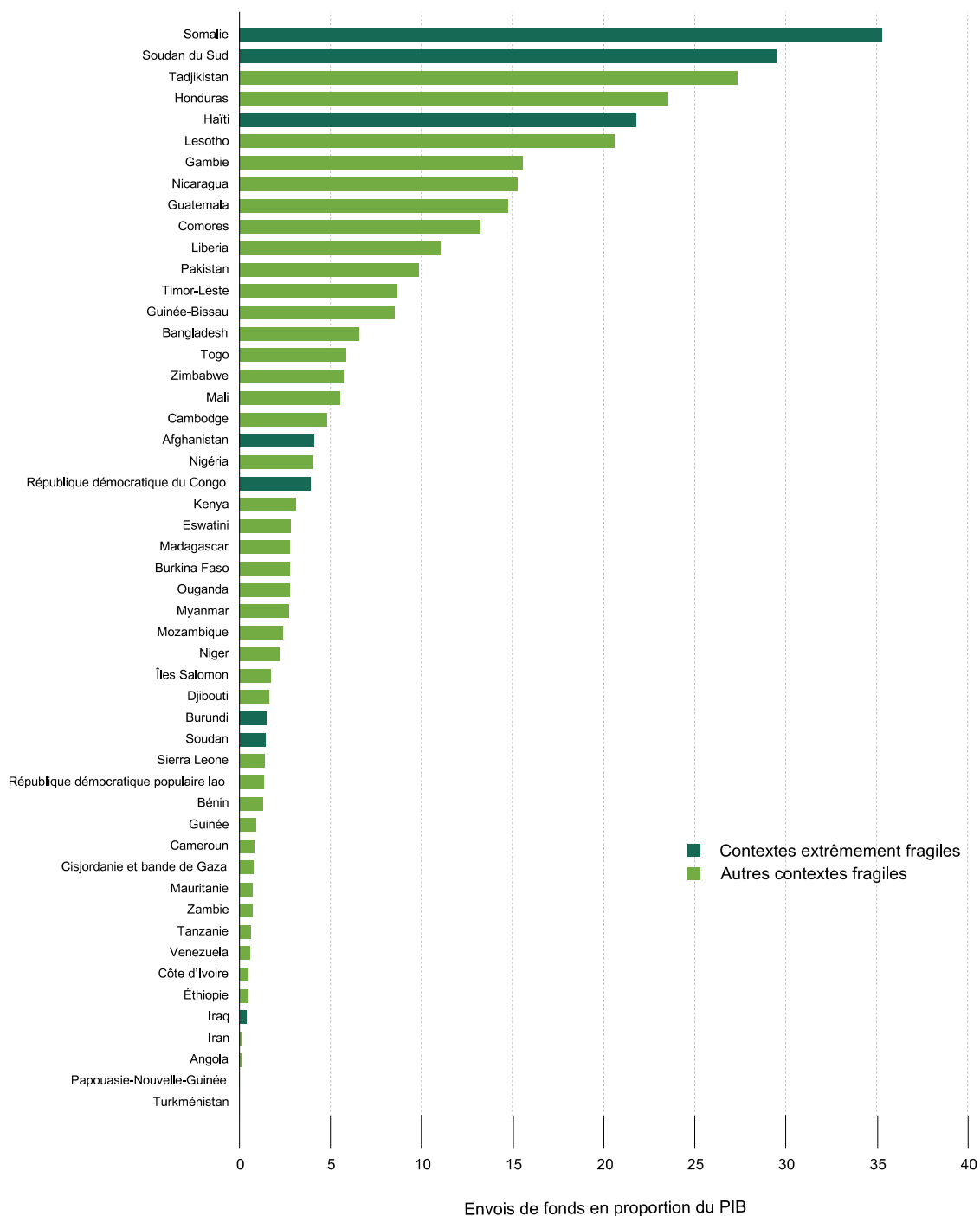
Au cours des deux dernières années, les envois de fonds ont été un moyen d'adaptation financier particulièrement efficace. Même si les vastes apports sous forme d'envois de fonds sont parfois vus négativement comme une marque de dépendance à l'égard des financements externes, ils peuvent aider

à faire face aux difficultés dans la mesure où ils sont en général des sources contracycliques de revenu. Au niveau des ménages, ces envois peuvent contribuer à maintenir la qualité nutritionnelle des repas et à soutenir le capital humain en servant au règlement des frais de santé et de scolarité (Marcelin, 2020<sup>[17]</sup> ; Thompson, 2022<sup>[11]</sup>).


La résilience des envois de fonds a parfois manqué de façon frappante pendant la pandémie, notamment en Haïti, en Iraq et au Niger (Graphique 2.5). Sur l'ensemble des contextes fragiles répertoriés sur l'édition 2020 du Cadre de fragilité, Haïti ressortait comme le premier destinataire des envois de fonds en proportion du PIB, ces envois représentant plus de 35 % du PIB du pays en 2019 (OCDE, 2021<sup>[2]</sup>). Or en 2020, les envois à destination de Haïti ont diminué de plus de 13 points de pourcentage à la suite des pertes d'emploi liées aux mesures de confinement face au COVID-19 instaurées dans les principaux pays d'origine de ces envois et en raison des hausses des coûts de transfert (Banque mondiale, 2022<sup>[18]</sup>).

La communauté internationale a déployé beaucoup d'efforts pour étudier les multiples aspects de la tarification des envois de fonds, ce qui s'est notamment traduit par le délaissement des espèces au profit des canaux numériques (Partenariat mondial pour l'inclusion financière, 2021<sup>[19]</sup>). Mais les contextes fragiles n'ont toujours pas fait l'objet d'une attention particulière. Le coût des transferts à destination des contextes fragiles reste résolument élevé par rapport à d'autres contextes en développement (Thompson, 2020<sup>[13]</sup>) ; sachant que les services financiers sont parfois sous-développés, la mise en conformité avec des réglementations telles que les lois contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme peut être onéreuse et la concurrence entre les intermédiaires du secteur formel est souvent limitée (Commodore, 2020<sup>[20]</sup>).

## Graphique 2.5. Les envois de fonds comptent toujours pour une part importante du PIB de certains contextes fragiles



Source : Banque mondiale (2021<sup>[21]</sup>), "Migration and Development Brief 35", <https://www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-35>

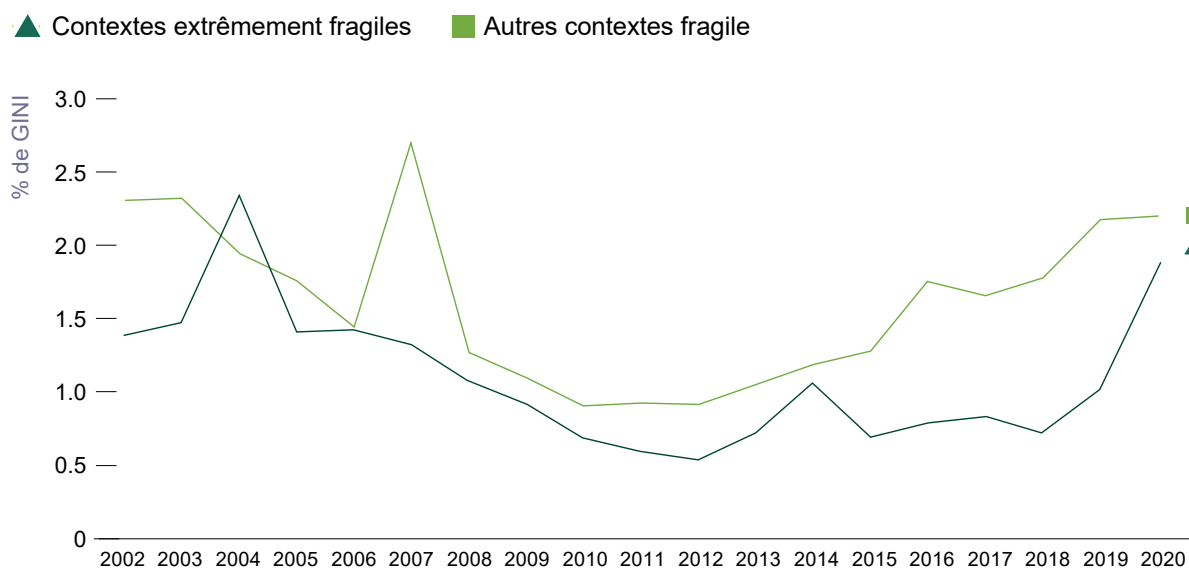
StatLink  <https://stat.link/of59u1>

Sur le plan économique, deux risques supplémentaires convergent et soulèvent de nouveaux défis pour les contextes fragiles, aggravant les fragilités existantes : l'endettement élevé et les tensions inflationnistes (Infographie 2.2). L'inflation figure aujourd'hui parmi les préoccupations de premier plan dans la majeure

partie du monde, résultant en partie des effets de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Mais elle touchait déjà certains contextes fragiles où elle avait atteint des niveaux à deux ou trois chiffres en 2020. Au Zimbabwe par exemple, l'inflation s'est élevée à 99 % en 2020 et s'est située entre 10 % et 27 % dans huit autres contextes (Banque mondiale, 2022<sup>[22]</sup>). Au-delà des répercussions immédiates sur le prix des denrées alimentaires et sur la sécurité alimentaire, un niveau d'inflation élevé peut amplifier les risques économiques. Les pays en mesure de le faire relèvent leurs taux d'intérêt de référence en réaction à la forte inflation ; cela a pour effet de rendre plus attractifs les investissements rémunérés dans ces pays et pourrait donc conduire à une fuite des capitaux en dehors des économies des pays en développement et des contextes fragiles. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les turbulences observées sur les marchés en raison du COVID-19 et de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine ont eu des répercussions négatives sur l'économie de nombreux contextes fragiles, même si les exportateurs d'énergie ont, dans une certaine mesure, tiré parti de la hausse des prix.

La crise du coût de la vie qui frappe les ménages dans de nombreux contextes fragiles survient de façon concomitante avec l'érosion des réserves budgétaires des administrations, amoindissant un peu plus encore les capacités d'adaptation. Certains éléments factuels laissent à penser que même lorsque les contextes ont la capacité d'engager des dépenses pour soutenir leur population lorsque de tels chocs surviennent – par exemple avec le soutien des partenaires bailleurs –, ce type de dépenses peut se révéler moins efficace en tant qu'incitation budgétaire si les réserves nationales sont faibles (Huidrom et al., 2022<sup>[23]</sup>). Les tendances en matière d'endettement sont une source de préoccupation majeure pour les contextes fragiles et leurs partenaires. Déjà en 2020, les ratios de la dette sur le revenu national brut étaient à la hausse et se rapprochaient des niveaux observés avant l'allègement de la dette accordé dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPT) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale au milieu des années 2000 (Graphique 2.6). Tout porte à croire que l'endettement continuera d'augmenter et atteindra un seuil critique pour de nombreux contextes fragiles, alors même que les mesures emblématiques adoptées par les pouvoirs publics, telles que l'Initiative de suspension du service de la dette du Groupe des Vingt (G20), touchent à leur fin.

### Graphique 2.6. Les ratios de la dette sur le revenu national brut augmentent et se rapprochent des niveaux pré-PPT



Note : Les estimations sont basées sur une moyenne arithmétique des contextes fragiles au sein de chaque groupe.

Source : Banque mondiale (2022<sup>[24]</sup>), *External debt stocks (% of GNI)*, <https://data.worldbank.org/indicator/DT.DOD.DECT.GN.ZS>.

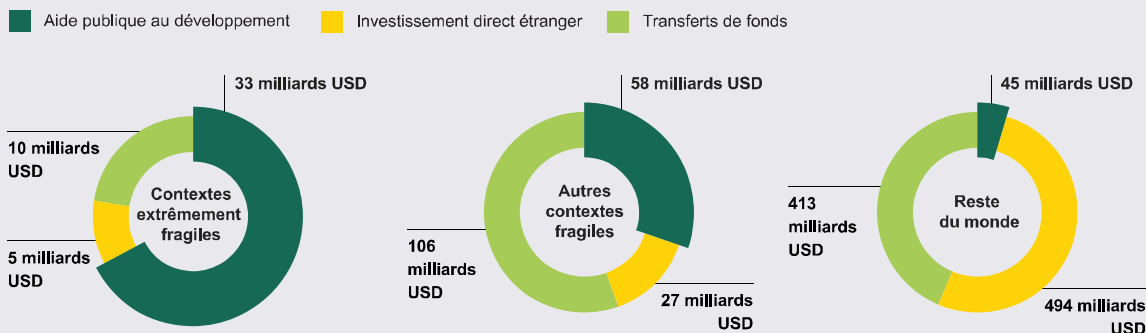
StatLink  <https://stat.link/s017bv>

À l'avenir, il sera crucial de s'interroger sur la meilleure façon de faire usage de l'allocation extraordinaire de 650 milliards USD de droits de tirage spéciaux (DTS) approuvée par le conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de la riposte à la pandémie. Ces DTS sont distribués aux pays au prorata de leurs quotes-parts relatives au FMI, c'est-à-dire que chaque membre pourrait utiliser ses DTS en tant que liquidité pour répondre aux besoins en devises à court terme, par exemple pour le remboursement de la dette ou l'achat de vaccins. Les membres moins vulnérables, qui ont souvent des quotes-parts plus importantes et, partant, bénéficient d'allocations plus conséquentes, pourraient chercher comment utiliser leurs allocations à l'appui des membres les plus vulnérables, soit directement soit par des mécanismes collectifs (Plant, 2021<sup>[25]</sup>). Le FMI, par exemple, a récemment créé un fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, structuré de façon à mobiliser ces DTS afin de faire face aux défis de portée mondiale tels que l'adaptation au changement climatique et la préparation aux pandémies, mais qui posent également des risques au plan macroéconomique pour les pays membres individuels (FMI, 2022<sup>[26]</sup>).

Sur les 38 membres du FMI éligibles au fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, qui sont en situation de risque élevé de surendettement ou déjà en situation de surendettement<sup>4</sup>, 25 sont également des contextes fragiles (FMI, 2022<sup>[27]</sup>). À l'image d'autres pays en développement, les contextes fragiles sont confrontés à des risques plus hétérogènes que pendant l'ère pré-PPTTE, avec des dettes auprès de créanciers privés et non-membres du Club de Paris, ce qui donne lieu à un environnement moins favorable à l'instauration d'un cadre commun pour la résolution des crises d'endettement (Kose et al., 2021<sup>[28]</sup>).

## Infographie 2.2. Risques économiques et financiers dans les contextes fragiles

Les pays en développement ont accès à des combinaisons de financements très différentes selon leur degré de fragilité et leur catégorie de revenu.

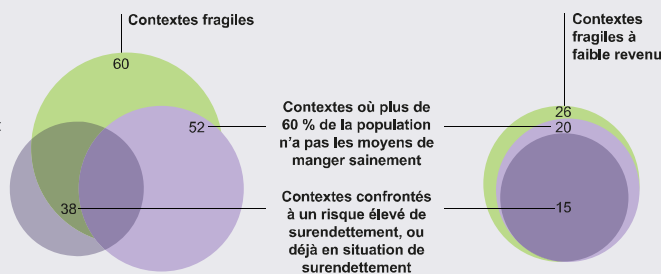


- Les contextes fragiles concentrent 24 % de la population mondiale, mais seulement quelque 3 % de l'économie mondiale. Cela se reflète dans le manque d'accès aux financements privés internationaux : **les contextes extrêmement fragiles ont reçu moins de 1 % de l'IDE destiné aux pays et territoires en développement en 2020, tandis que d'autres contextes fragiles ont reçu environ 5 %.**
- Les contextes fragiles dépendent souvent fortement de l'APD : par habitant, **les contextes extrêmement fragiles reçoivent 2.4 fois plus d'APD que les autres contextes fragiles et 9.5 fois plus que d'autres pays en développement.** Une part importante de cette APD est allouée au titre de l'aide humanitaire, et parfois au titre des coûts de fonctionnement.
- La dépendance à l'égard des envois de fonds s'est amplifiée au fil du temps. **Pour plus d'un tiers des contextes fragiles, les envois de fonds ont représenté plus de 5 % du PIB en 2020**, à l'image de la Somalie (35 %), du Soudan du Sud (30 %), du Tadjikistan (27 %) et du Honduras (24 %).

Les risques financiers augmentent et les capacités d'adaptation s'amenuisent, aussi bien au niveau national qu'au niveau des ménages, et de façon concomitante.

### Ensemble des contextes fragiles

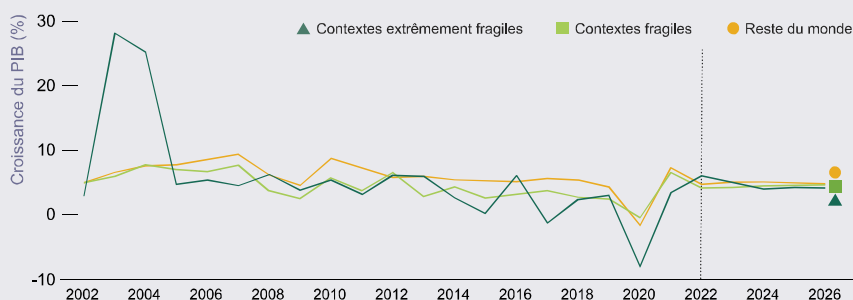
Parmi les économies où au moins 60 % de la population n'a pas les moyens de manger sainement, les deux tiers sont des contextes fragiles, et au moins un tiers est à la fois fragile et confronté à un risque élevé de surendettement, ou déjà en situation de surendettement.



### Contextes fragiles à faible revenu

Parmi les économies à faible revenu, ce chevauchement des risques est encore plus prononcé. Dans les contextes où au moins 60 % de la population n'a pas les moyens de manger sainement, neuf sur dix sont des contextes fragiles, et la moitié est à la fois fragile et confrontée à un risque de surendettement, ou déjà en situation de surendettement.

Les économies fragiles sont moins diversifiées que les autres économies en développement et elles sont exposées aux chocs socioéconomiques.



Par rapport au reste du monde, les économies des contextes extrêmement fragiles sont plus instables, laissant entrevoir leur vulnérabilité face aux chocs. De 2019 à 2020, par exemple, **la moyenne pondérée de la croissance du PIB dans les contextes extrêmement fragiles a chuté de 3 % à -8 %.**

Note : L'Érythrée a été ajoutée par les auteurs à la Liste des analyses de la viabilité de la dette des pays à faible revenu (*List of LIC DSAs*).

Source : OCDE (2022<sup>[11]</sup>), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », 10.1787/data-00061-en ; Banque mondiale (2022<sup>[16]</sup>), *Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$)*, <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD> ; Banque mondiale (2021<sup>[21]</sup>), "Migration and Development Brief 35", <https://www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-35> ; Banque mondiale (2022<sup>[29]</sup>) *Food Prices for Nutrition DataHub*, <https://www.worldbank.org/en/programs/icp/brief/foodpricesfornutrition#1> ; Banque mondiale (2022<sup>[14]</sup>), *World Bank Country and Lending Groups*, <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519> ; FMI (2022<sup>[27]</sup>), "List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries", <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf> ; FMI (2022<sup>[30]</sup>), *World Economic Outlook (database)*, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April>.

StatLink  <https://stat.link/sew5m3>

## Les mesures des pouvoirs publics doivent porter sur l'ensemble des dimensions de la fragilité

Les partenaires au développement reconnaissent de plus en plus le caractère multidimensionnel de la fragilité et, par conséquent, la nécessité de disposer d'outils, d'approches et de stratégies pour aider à gérer ce caractère multidimensionnel et la complexité de la fragilité. Le cas des États-Unis, premier fournisseur d'APD dans les contextes fragiles en 2020, en est un bon exemple : le pays s'est doté d'une stratégie pour la prévention des conflits et de la fragilité qui vise à « adopter une approche à plusieurs volets, multisectorielle afin de renforcer la résilience des nations partenaires » (Département d'État des États-Unis, 2020, p. 7<sup>[31]</sup>). D'autres partenaires de premier plan dans les contextes fragiles, tels que l'Union européenne, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont suivi cet exemple et reconnu le caractère multidimensionnel de la fragilité (Desai et Yabe, 2022<sup>[32]</sup>).

Ces évolutions ont été soutenues par un ensemble d'engagements et d'instruments juridiques portés par le CAD de l'OCDE au cours des dernières années afin d'encourager des axes d'engagement de meilleure qualité et plus inclusifs en faveur de la coopération pour le développement. Par exemple, au cours des trois dernières années, le CAD a adopté trois instruments juridiques liés à la promotion de la cohérence, de la complémentarité et de la coordination autour de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix (OCDE, 2019<sup>[33]</sup>) ; à l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel (OCDE, 2019<sup>[34]</sup>) ; et au renforcement de la société civile en matière de coopération pour le développement et d'aide humanitaire (OCDE, 2021<sup>[35]</sup>). Plus récemment, le CAD a publié une déclaration historique sur une nouvelle approche visant à aligner la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques (OCDE, 2021<sup>[36]</sup>). À la suite de la déclaration du CAD, le Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF) a arrêté en 2022 une position commune sur le climat, la biodiversité et la fragilité environnementale, qui établit quatre principes de bonnes pratiques visant à améliorer les connaissances, l'analyse, le financement et les stratégies pour faire face à la fragilité environnementale (INCAF, 2022<sup>[37]</sup>).

La réflexion menée dans cette section s'appuie sur les principes qui sous-tendent ces engagements, notamment au regard du changement climatique, de la fragilité environnementale et de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix, dans le but d'illustrer les modalités d'engagement des partenaires au développement sur les questions critiques qui façonneront à l'avenir le paysage de la coopération pour le développement dans les contextes fragiles.

### **Les réponses des pouvoirs publics doivent renforcer la résilience économique tout en prenant en compte les différentes façons dont les canaux économiques peuvent répercuter les chocs et nourrir les conflits**

Au vu des deux dernières années écoulées, la dimension économique apparaît comme un canal important de transmission des chocs et une « arène de contestation » à part entière (ONU/Banque mondiale, 2018<sup>[38]</sup>), notamment au vu de l'intégration grandissante des contextes fragiles dans l'économie mondiale (Thompson, 2022<sup>[11]</sup>). Les chocs peuvent avoir des effets dévastateurs sur les populations dans les

contextes fragiles. Par exemple, il est largement admis que, dans les contextes fragiles, l'impact socioéconomique du COVID-19 dépasse de loin les répercussions directes sur le plan sanitaire (Connor, 2021<sup>[39]</sup>). L'arrêt des activités économiques dans le monde dû à la pandémie et la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine ont rapidement affecté les capacités de subsistance nationales et aggravé l'insécurité alimentaire. Du fait de la guerre et d'autres facteurs qui pèsent sur l'économie mondiale, la croissance dans les contextes fragiles en 2023 devrait reculer de 0.45 point de pourcentage dans les contextes extrêmement fragiles, contre 0.08 point dans les autres pays en développement. (FMI, 2022<sup>[30]</sup> ; FMI, 2021<sup>[40]</sup>)

Les liens entre risques économiques, risques budgétaires et risques de conflit sont de plus en plus tangibles. Par exemple, le risque de conflit chute de façon spectaculaire dès lors que les capacités budgétaires augmentent (Besley et Mueller, 2021<sup>[7]</sup>). Le contrôle de l'économie par les élites peut entraver la mise sur pied d'un environnement économique et des affaires ouvert et équitable, augmentant la fragilité et les risques. Les politiques contracycliques élaborées pour faire face aux chocs économiques peuvent diminuer le risque de conflit armé, notamment en Afrique, dans les sociétés marquées par de plus fortes inégalités, et dans les pays où les institutions sont faibles (Alguirre, 2016<sup>[41]</sup>). Deléchat et al. (2018<sup>[42]</sup>) ont établi que le renforcement de la résilience est profondément lié au développement des institutions budgétaires, notamment à la capacité à générer des recettes fiscales, maîtriser les dépenses courantes, réduire les dépenses militaires et, dans une certaine mesure, et augmenter les dépenses sociales.

La dimension économique peut créer une ligne de fracture et donner lieu à une véritable situation de conflit alors que des groupes luttent pour prendre le contrôle de l'économie, des recettes, des actifs et des institutions économiques et que le développement des économies de guerre profondément ancrées peut favoriser le prolongement des conflits et des situations de fragilité. Le cas du Yémen illustre cette dynamique : la compétition économique entre les Houthis au nord du pays et le gouvernement reconnu au niveau international dans le sud a morcelé les principales institutions économiques qui contrôlent la politique monétaire, la monnaie, le secteur financier et les échanges commerciaux par le port d'Hodeida situé sur la mer Rouge. Un conflit violent, une fois déclenché, a une incidence à long terme sérieuse sur le capital humain, le capital physique et le capital social, qui sont les piliers du bon fonctionnement des économies et des capacités de subsistance (Bendavid et al., 2021<sup>[43]</sup>). Par exemple, si le conflit au Yémen se poursuit jusqu'en 2030, le PIB du pays ne sera, selon les prévisions, que d'un tiers de ce qu'il aurait pu être en l'absence de conflit (Hanna, Bohl et Moyer, 2021<sup>[44]</sup>).

Les revenus et les actifs de tout type peuvent devenir des incitations supplémentaires à contester et s'emparer de l'autorité étatique et du contrôle du territoire, notamment les revenus générés par les ressources naturelles et de la parafiscalité. Le cas de la RDC illustre ce scénario avec les réactions observées après la découverte dans l'est du pays de gisements de coltan, minerai composé des minéraux de terres rares que sont la colombite et la tantalite, dont la demande est forte dans le secteur de l'électronique et les grands volumes extraits difficiles à dissimuler. Cette situation a amené des acteurs non étatiques armés à instaurer des pratiques douanières illicites et un chantage à la protection sur les sites d'extraction minière ; la découverte d'un gisement d'or dans des conditions similaires a conduit à la mise en place de visas miniers illégaux, et de paiements et pratiques administratives semblables à l'imposition de taxes dans les villages environnants où les produits dégagés sont dépensés (de la Sierra, 2020<sup>[45]</sup>). En Afghanistan, le retour au pouvoir des Talibans en 2022 a été préfiguré par des systèmes de collecte de recettes indépendants mais semblables aux systèmes étatiques. Les paiements apparentés à des taxes englobaient l'*ushr*, impôt sur les récoltes légales et illicites, des droits de douane appliqués au transport des biens et marchandises, et des impôts prélevés sur les interventions au titre de l'aide (Amiri et Jackson, 2022<sup>[46]</sup>).

Les tensions économiques observées aujourd'hui – endettement insoutenable et hausse des prix des denrées alimentaires, des fertilisants et de l'énergie – peuvent avoir un impact particulièrement important sur les conditions de vie des personnes les plus pauvres et d'une classe moyenne dont le rôle est vital pour la stabilité du pays. Les conséquences de ces tensions sont tangibles depuis deux ans au Soudan et



dans d'autres contextes fragiles, ainsi que dans certains contextes qui ne figurent pas formellement sur le Cadre, à l'image du Sri Lanka (Encadré 2.1).

### **Encadré 2.1. Sri Lanka et Soudan : illustration des défis économiques inhérents à un processus de sortie de la fragilité**

#### **Le Sri Lanka est confronté à la pire crise économique de son histoire**

Le Sri Lanka traverse aujourd'hui la pire période d'instabilité de son histoire depuis l'insurrection des Tigres tamouls qui s'est étendue des années 80 au début des années 2000, ainsi que la pire crise économique. Même s'il n'est pas formellement sur le Cadre de l'OCDE sur la fragilité, le Sri Lanka illustre les défis qui se posent dès lors qu'un pays œuvre pour sortir de la fragilité. Le pays s'est retrouvé accablé par un endettement insoutenable après avoir accepté des emprunts extérieurs conséquents pour investir dans les infrastructures au lendemain de la guerre civile, situation exacerbée par les dégrèvements fiscaux destinés à renforcer le soutien politique derrière le premier ministre de l'époque, Mahinda Rajapaksa, qui s'est par la suite enfui du pays. Les créanciers non souverains et non-membres du Club de Paris détiennent un part importante de la dette du Sri Lanka, ce qui complique la mise sur pied de solutions réalistes.

Les turbulences sur le plan macroéconomique ont été aggravées par les difficultés économiques sérieuses provoquées par l'arrêt du tourisme en raison du COVID-19 et par la décision hâtive des autorités d'interdire les fertilisants chimiques, laissant la principale plantation de thé destinée à l'exportation dévastée. La crise de la dette et les troubles civils qui en ont résulté ont aujourd'hui un effet désastreux sur la population du pays ; en outre, cette situation est perçue par nombre de personnes comme le type de crise susceptible de survenir dans d'autres pays soumis à des pressions similaires.

#### **Au Soudan, la fragilité politique a sapé une transition économique délicate**

En 2019, à la suite des mouvements de protestation qui ont abouti au renversement du dictateur Omar al-Bashir, le Soudan a eu l'occasion, au niveau national, d'opérer une transition et de sortir d'un régime autocratique. Mais la donne a changé en octobre 2021, lorsque l'armée soudanaise s'est de nouveau emparée du pouvoir qui était entre les mains du gouvernement de transition, mettant un terme à l'accord de partage du pouvoir entre civils et militaires, qui était censé aboutir à des élections. Même après le départ d'Omar al-Bashir, les militaires ont continué à jouer un rôle important dans la vie politique et l'économie du pays, disposant de sources de revenu propres qui échappaient au contrôle des civils et renforçaient leur ancrage au pouvoir.

L'un des principaux défis que posait l'accord de partage du pouvoir avant le coup d'État était d'équilibrer le budget dans le contexte 1) des fortes subventions au carburant et à l'alimentation et 2) de l'accès limité du pays au financement en faveur du développement en raison d'arriérés de longue date auprès des principaux bailleurs de fonds et après avoir figuré pendant 27 ans sur la liste des États soutenant le terrorisme dressée par les États-Unis. Après avoir repris le contrôle du pouvoir politique, les militaires ont annoncé le maintien des réformes économiques initialement négociées avec le FMI. Mais cela sera de toute évidence bien plus difficile désormais. Le coup d'État a entraîné le gel d'importants dispositifs d'APD et de l'annulation de la dette, et l'inflation galopante touchant les denrées alimentaires et les carburants exacerbe les difficultés grandissantes qui pèsent sur la population soudanaise, faisant planer la menace de troubles sociaux.

Source : Salikuddin (2022<sup>[47]</sup>), *Five Things to Know about Sri Lanka's Crisis*, <https://www.usip.org/publications/2022/07/five-things-know-about-sri-lankas-crisis> ; (ONU, 2022<sup>[48]</sup>), "Sri Lanka: UN experts sound alarm on economic crisis", <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/07/sri-lanka-un-experts-sound-alarm-economic-crisis> ; Devarajan et Kharas (2022<sup>[49]</sup>), "Is the Sri Lankan debt crisis a harbinger?", <https://www.foreignaffairs.com/sri-lanka/sri-lankan-debt-crisis-harbinger> ; International Crisis Group (2022<sup>[50]</sup>), *Sudan: Toward a Reset for the Transition*, <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/sudan-toward-reset-transition> ; Abdelaziz and Abdalla (2022<sup>[51]</sup>), "Sudan's economy sinks as post-coup leadership searches for support", <https://www.reuters.com/article/us-sudan-economy-idAFKBN2O10Y9>.

Ces défis font ressortir l'importance, mais aussi la difficulté, de mettre sur pied des approches sur mesure, qui tiennent compte des conflits, dans une optique triple : parvenir à la stabilité macroéconomique, ne plus instrumentaliser les institutions économiques en tant que lignes de fracture sources de situations de conflit, et soutenir les revenus des ménages. Il convient d'explorer davantage le rôle de la coopération pour le développement en tant que vecteur de changement positif dans la dimension économique, notamment parce que le risque existe dans certains cas de voir l'aide elle-même devenir un facteur de renforcement de la dynamique de conflit ou amoindrir les incitations destinées au développement des institutions nationales (Besley et Mueller, 2021<sup>[7]</sup> ; Amiri et Jackson, 2022<sup>[46]</sup>).

Malgré sa technicité, ce travail doit aussi être adapté aux besoins et à la dynamique de conflit des contextes fragiles lors de la mise en œuvre de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix. Contrairement au rythme habituellement plus lent des actions en faveur du développement, les interventions d'ordre économique dans les contextes et situations fragiles peuvent revêtir un caractère d'urgence ; elles peuvent aussi se poser comme prérequis à une stabilisation totale et être déployées dans des environnements opérationnels complexes. Ces interventions nécessitent d'aborder de façon pragmatique et progressive les réformes des politiques publiques et institutionnelles qui valorisent en priorité les réussites manifestes plutôt que la perfection des analyses, ainsi qu'une tolérance au risque plus élevée que ce que l'on observe habituellement. Tendance encourageante, on observe depuis peu les institutions financières internationales adopter des stratégies sur la fragilité, à l'image de la Banque mondiale, du FMI et des banques régionales de développement (Département indépendant d'évaluation de la BAsD, 2022<sup>[52]</sup>). Autre élément prometteur, le suivi des processus de paix sous un angle économique, par exemple au Yémen, permet de déterminer les mesures incitatives partagées et le fondement économique potentiel de la paix (ONU, 2022<sup>[53]</sup>). Il sera judicieux à l'avenir pour les acteurs du développement et de la paix de partager les enseignements tirés lors de ces expériences.

Il importera tout autant de soutenir la parole des contextes fragiles au sein de l'architecture économique internationale afin de prendre en compte leurs priorités et préoccupations lors de l'élaboration des politiques publiques, à l'image des appels formulés tout au long de la position commune sur le climat, la biodiversité et la fragilité environnementale, arrêtée par l'INCAF en 2022.

***La lutte contre le changement climatique et la fragilité environnementale sera une composante permanente des activités dans les contextes fragiles.***

Les contextes fragiles sont souvent fortement exposés aux effets du changement climatique et à d'autres sources de fragilité environnementale qui font peser une menace sur la sécurité humaine, les infrastructures construites et les capacités de subsistance, et qui perturbent la vie économique et sociale. Les progrès réalisés par les contextes fragiles au regard des Objectifs de développement durable 12 et 13 reflètent vraisemblablement leur contribution très limitée au changement climatique en raison des bas niveaux de croissance économique et/ou de consommation et des faibles émissions de gaz à effet de serre, bien qu'ils soient exposés à des risques très élevés et disposent de capacités très limitées pour s'adapter aux effets du changement climatique et lutter contre la fragilité environnementale.

Le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement alimentent la fragilité. Par ailleurs, en situation de fragilité, il est plus difficile de s'adapter au changement climatique et de diminuer et gérer les risques liés à ce changement, ainsi que de faire face aux répercussions de la

perte de biodiversité et de la dégradation de l'environnement. Afin d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter, de remédier aux pertes et aux dommages, et de faire face aux autres sources de fragilité environnementale, il conviendra de mettre en place des actions équilibrées et fondées sur les efforts visant à cibler les causes profondes de la fragilité. Même s'ils émettent moins de gaz à effet de serre, les contextes fragiles ont très fortement besoin de s'adapter au changement climatique et de lutter contre les autres causes de fragilité environnementale. Ils seront souvent plus vivement touchés par les pertes et les dommages que d'autres pays puisqu'ils ont au départ moins de ressources et des réserves plus maigres en cas de chocs.

La révision du Cadre de l'OCDE sur la fragilité, présentée au Chapitre 1, visait à garantir la bonne prise en compte de la nature transversale de la fragilité environnementale dans toute approche de la fragilité. Afin de maîtriser ces risques, les nouveaux indicateurs tiennent compte des risques écologiques et des risques liés aux ressources qui pèsent sur l'intégrité de l'environnement et les vies humaines, ainsi que sur les capacités d'adaptation. Les questions abordées sont scindées en deux catégories principales :

- Intégrité climatique et écologique : cette catégorie rend compte de l'exposition aux risques climatiques et écologiques et de leur impact, et de la capacité d'un pays à s'y adapter et à faire face à de tels risques, en se concentrant sur les conséquences des conditions environnementales sur les humains.
- Alimentation, ressources en eau et ressources naturelles : cette catégorie reflète le degré de pérennité de la société humaine en bénéficiant des services environnementaux, et se concentre sur les activités anthropiques qui tirent parti de l'environnement et/ou l'exploite.

Ces éléments factuels actualisés sur les liens existants entre la fragilité climatique et environnementale et les autres dimensions de la fragilité nourrissent le regard porté sur les tendances en matière de financements et de programmation relatifs au climat et à l'environnement, ce qui éclaire ensuite les mesures publiques adoptées. Il importe non seulement d'accroître les financements des actions en faveur du climat et de l'environnement dans les contextes fragiles, mais également d'adapter ces financements en termes de programmation, d'instruments, de préparation aux chocs et aux pertes, et de liens avec l'action publique. Cela implique de se pencher sur le type de soutien apporté par les bailleurs en faveur de divers objectifs climatiques et environnementaux, ainsi que sur l'intégrité écologique au-delà d'une simple atténuation du changement climatique. Cela appelle aussi à étudier comment les populations interagissent avec leur environnement dans le but de créer leurs moyens de subsistance (dimension économique), contrôler les ressources (dimension politique) et promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition (dimension humaine). Un nombre croissant d'éléments factuels démontrent les interactions entre dégradation de l'environnement, changement climatique, chocs financiers négatifs et conflits.

En général, en matière de financements et de programmation, le changement climatique et la fragilité environnementale ne figurent pas encore autant parmi les priorités dans les contextes fragiles que dans d'autres pays en développement. Comme indiqué, seule une petite part de l'APD dirigée vers la plupart des contextes fragiles vise à atténuer le changement climatique ou à s'y adapter, et c'est dans des proportions encore plus restreintes qu'elle vise des objectifs de préservation de la biodiversité et de lutte contre la désertification. Sur trois des quatre objectifs environnementaux reflétés dans la base de données de l'OCDE (biodiversité, adaptation au climat et atténuation du changement climatique), cette proportion est plus faible dans les contextes fragiles que dans d'autres pays en développement.

On observe un écart entre les volumes de financement destinés aux contextes fragiles et ceux destinés aux autres pays en développement, mais l'écart le plus important ressort entre les contextes fragiles et les contextes extrêmement fragiles : dans ces derniers, le volume et la proportion des financements assortis d'un – ou plusieurs – objectif environnemental sont restés inchangés au cours de la dernière décennie, malgré le fait que les risques liés au climat et à d'autres facteurs environnementaux continuent de s'amplifier (Infographie 2.3). D'autres contextes fragiles, en revanche, ont continué de diriger une part plus importante de leur APD, tant en volume qu'en proportion, vers des objectifs environnementaux. Ces

contextes ont même dépassé d'autres pays en développement concernant la proportion d'APD assortie d'un objectif environnemental, bien que cela s'explique pour l'essentiel par de fortes augmentations de l'APD assortie d'objectifs non environnementaux allouée à d'autres pays en développement au cours des dernières années.

D'autres défis se dressent dès lors qu'il s'agit de l'adaptation, de l'accès et de la prise en compte systématique des financements à l'appui d'objectifs climatiques et environnementaux dans les contextes fragiles. De nombreux fonds spécifiquement axés sur les questions climatiques requièrent un processus dirigé au niveau des pays et peuvent prévoir des exigences relativement contraignantes. Souvent, les pouvoirs publics ne font pas du changement climatique et de la fragilité environnementale une priorité ou un élément à part entière des programmes de développement nationaux ou urbains. Par ailleurs, les contextes fragiles sont confrontés aux difficultés liées à l'intégration d'une dimension écologique dans les opérations humanitaires, la prévention des conflits, la gestion des crises et les mesures inhérentes, et la consolidation de la paix ; ils font aussi face au défi supplémentaire consistant à rendre le financement de la reconstruction et du développement climato-compatible lorsqu'il est abordé à travers le prisme de la fragilité et des conflits.

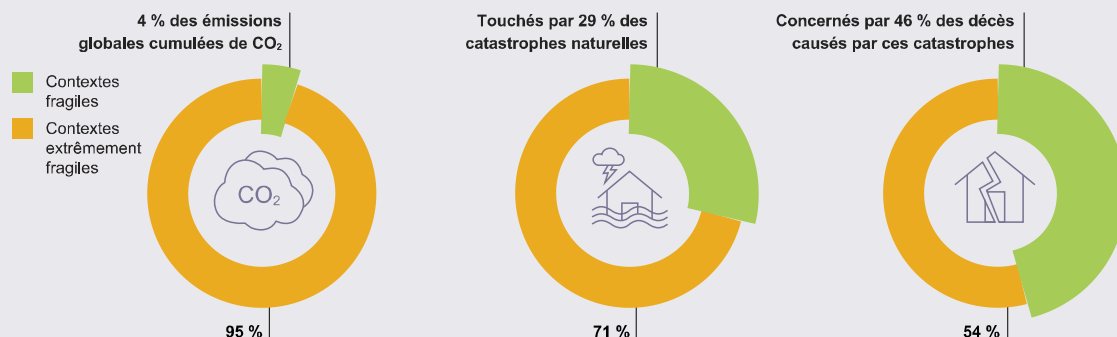
L'augmentation de l'APD liée aux questions climatiques et environnementales coïncide avec une prévalence accrue des prêts (Infographie 2.3). Les outils de financement utilisés doivent être adaptés pour fonctionner dans les contextes fragiles et contribuer à la viabilité de la dette, notamment dans le cas des contextes fragiles déjà en prise avec des difficultés d'ordre budgétaire. Aujourd'hui, une grande partie du financement spécifiquement consacré aux questions climatiques repose sur des emprunts. Pour les contextes fragiles à revenu intermédiaire, cela a des implications au niveau des conditions qui pourraient leur être proposées. Si les investissements réalisés peuvent être rentables dans la mesure où ils évitent certains coûts ultérieurs – puisque des ajustements en premier lieu, par exemple, seront moins coûteux que l'adoption de mesures ultérieures face aux effets du changement climatique –, ils ne vont pas nécessairement jusqu'à générer des revenus qui pourraient contribuer directement au remboursement du financement de la dette. Il pourrait être judicieux de tirer parti de toute discussion relative à la restructuration de la dette afin d'avancer vers la réalisation d'objectifs à plus long terme concernant le climat et les écosystèmes.

***L'inaction en matière de prévention et une mauvaise communication freinent tout progrès en cas de chevauchement des priorités en matière de développement et de recherche de la paix***

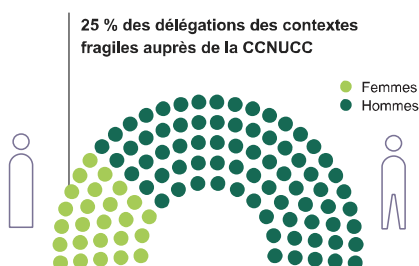
La paix et la sécurité sont toutes deux des conditions préalables au développement. Mais le développement est lui aussi crucial pour une sécurité durable (OCDE, 2008, p. 3<sub>[58]</sub>). Le recul de la paix et la forte progression des décès causés par les conflits armés dans les contextes fragiles examinés au Chapitre 1 ne font que souligner l'importance que revêt le pilier de la recherche de la paix du triple nexus. Cela se reflète dans l'adage qui est au cœur de la Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix : « la prévention permanente, le développement chaque fois que possible, l'action humanitaire si nécessaire ». L'efficacité des interventions dans les contextes fragiles repose donc sur la cohérence entre les actions humanitaires, de développement, de recherche de la paix et de sécurité (Banque mondiale, 2011<sub>[59]</sub>). Dans la pratique, cette cohérence s'avère difficile à établir. Chaque contexte fragile est caractérisé par une combinaison évolutive et diverse de canaux d'acheminement de l'aide, de bailleurs et de politiques publiques. Mise en perspective avec la fragilité au niveau régional ou des pays, cette combinaison fait souvent ressortir les déséquilibres et les lacunes (Graphique 2.7).

## Infographie 2.3. Fragilité climatique et environnementale

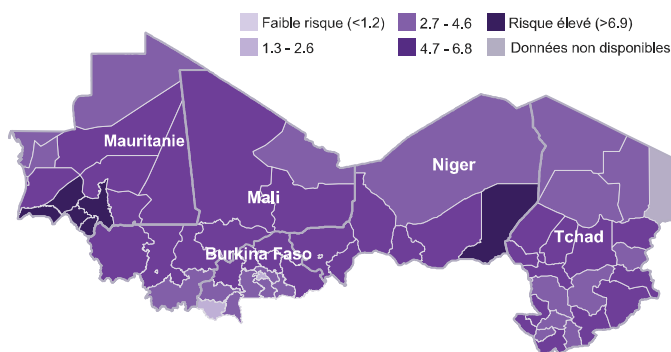
Les contextes fragiles sont touchés de façon disproportionnée par le changement climatique et ses répercussions. Ils ont compté à hauteur de 4 % des émissions globales cumulées de CO<sub>2</sub>, mais ils concentrent 29 % de l'ensemble des catastrophes naturelles recensées entre 2019 et 2021 et 46 % de l'ensemble des décès causés par ces catastrophes.



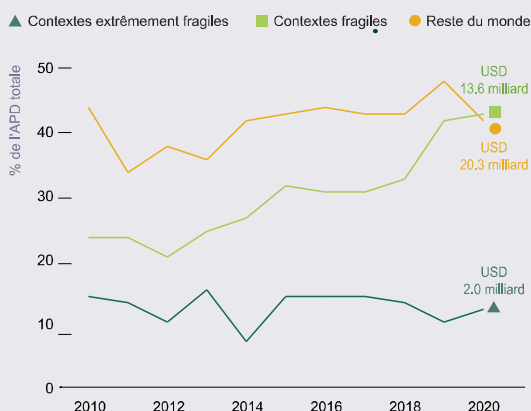
Dans les contextes fragiles, les femmes sont sous-représentées dans l'élaboration des politiques publiques environnementales. En 2019, elles n'ont figuré qu'à hauteur de 25 % dans les délégations des contextes fragiles auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).



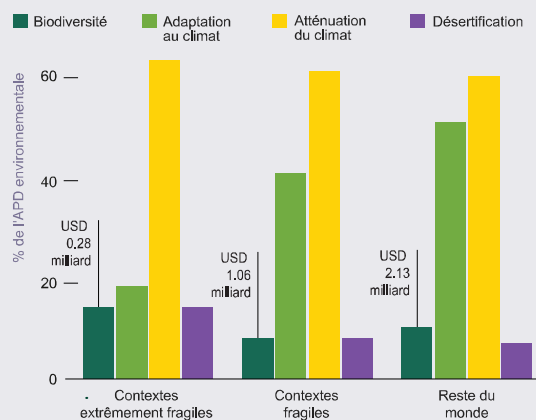
La région du Sahel est très exposée aux risques d'aléas naturels. La fragilité environnementale est étroitement liée à l'insécurité alimentaire, à la violence et à d'autres dimensions de la fragilité au Sahel.



### Proportion de l'APD en faveur de l'environnement sur l'APD totale

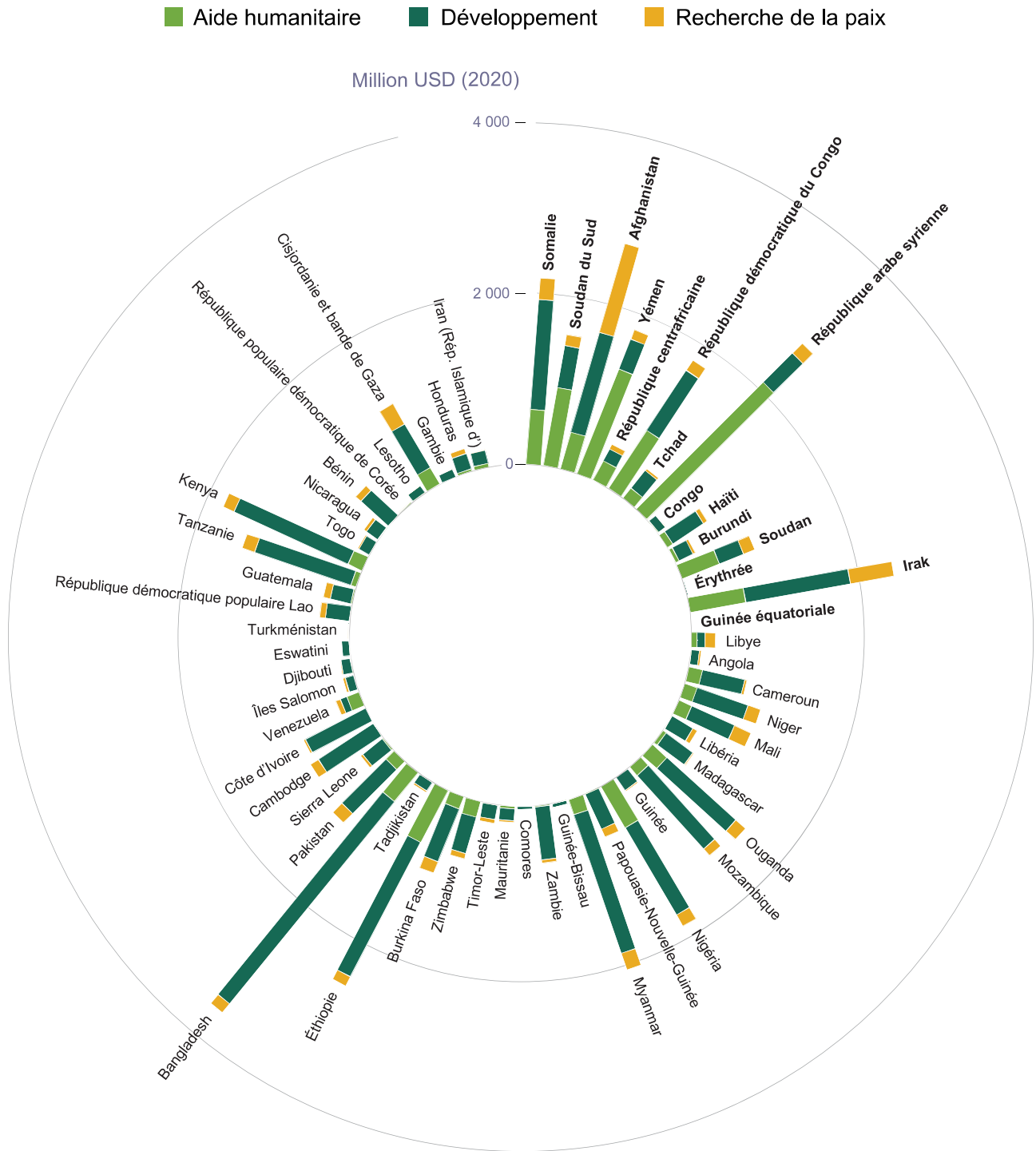


### Part de l'APD considérée comme ciblant, à titre principal ou significatif, des objectifs relatifs à l'environnement




Source : Ritchie and Roser (2022<sup>[54]</sup>), "CO<sub>2</sub> emissions", <https://ourworldindata.org/co2-emissions> ; CRED/UCLouvain (2022<sup>[55]</sup>), *EM-DAT Public - EM-DAT, the International Disaster Database*, <https://public.emdat.be/> ; Gender Climate Tracker (2022<sup>[56]</sup>), « La participation des femmes dans les délégations des partis », <https://genderclimatetracker.org/fr/womens-participation-party-delegations> ; OECD (2022<sup>[11]</sup>), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », 10.1787/data-00061-en ; INFORM (2022<sup>[57]</sup>), "INFORM subnational model of Sahel", <https://drmc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Subnational-Risk/Sahel/moduleId/1798/id/383/controller/Admin/action/Results>.

**Graphique 2.7. L'aide publique au développement des membres du CAD (dans l'ensemble du triple nexus) n'est pas liée aux niveaux de fragilité**



Source : OCDE (2022<sup>[1]</sup>), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/data/systeme-de-notification-des-pays-creanciers/activites-d-aide\\_data-00061-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/data/systeme-de-notification-des-pays-creanciers/activites-d-aide_data-00061-fr).

StatLink  <https://stat.link/k7nrul>

### *Les partenaires au développement tardent encore à agir au regard du potentiel de la prévention*

Le rapport phare *Chemins pour la paix* a vivement plaidé pour que les acteurs externes se concentrent sur le renforcement des capacités des acteurs locaux en vue d'atteindre l'objectif de pérennisation de la paix (ONU/Banque mondiale, 2018<sup>[38]</sup>) ; cela revêt une importance particulière pour les groupes les plus vulnérables de la société (Groupe de la Banque mondiale, 2017<sup>[60]</sup>). Il importe tout autant de prendre en compte la stratégie politique de ces acteurs locaux, dont les mesures d'incitation à la recherche de la paix varieront (Marley, 2020<sup>[61]</sup>). Dans le cas des contextes violents, cela souligne l'intérêt des approches telles que l'analyse des configurations politiques qui examinent les configurations aux niveaux national, local et sectoriel, en mettant l'accent sur le lien entre ces différents types de configuration (Di John et al., 2017<sup>[62]</sup>). Le recours à des outils tels que cette analyse offre aussi de précieuses occasions de se pencher sur les stratégies politiques adoptées en matière de prévention, notamment dans les sociétés qui reposent sur des systèmes coutumiers et informels pour élaborer les mesures d'incitation en faveur de la paix (Desai, 2020<sup>[63]</sup>). Cet aspect est significatif à la lumière d'une analyse récente des modèles d'alerte rapide et d'action, qui révèle que les augmentations de l'APD versée au titre de la paix et de la sécurité ne surviennent que tardivement dans les cycles de conflit et que les bailleurs n'utilisent pas l'aide à la gouvernance comme un outil de prévention des conflits (Mueller, Rauh et Ruggieri, 2022<sup>[64]</sup>). Même si des travaux de recherche supplémentaires sont nécessaires, ces conclusions suggèrent que les acteurs de la paix et du développement ne tirent pas parti des possibilités de prévention précoce contre les moteurs des crises et des conflits dans de nombreux contextes fragiles. La réaction modeste des partenaires au développement et des partenaires de la paix suite aux recommandations formulées dans le rapport *Chemins pour la paix* suggère sans doute une lacune plus profonde – une communication inadaptée ou inefficace entre les acteurs du développement, de la paix et de la sécurité sur la stratégie et les approches, et le renforcement de la sensibilisation autour de l'impact de leurs activités respectives sur les autres dans un espace partagé.

### *Le manque de communication amplifie l'incohérence*

Le cas de l'Afghanistan illustre les conséquences d'un manque de communication ou d'une communication inefficace (à la base du manque de cohérence) entre les piliers du développement et de la recherche de la paix du triple nexus. Les liens entre ces deux piliers sont souvent sous-estimés et mal compris (Forsberg, 2020<sup>[65]</sup>). Une méta-analyse récente qui recense les écarts entre la recherche de la paix, la sécurité et le développement a révélé que, sur une période de 20 ans, les interventions en lien avec la sécurité et la justice menées en Afghanistan ont été moins efficaces que les activités liées au développement, tandis que les projets de stabilisation ont été « pour l'essentiel inefficaces » (Zürcher, 2020<sup>[66]</sup>). L'objectif poursuivi par le gouvernement afghan visant à « améliorer le système de recouvrement des recettes fiscales du pays, et à améliorer l'efficacité par la prévention des actes de corruption et de détournement de fonds et par des mécanismes stricts de suivi des dépenses dans le secteur de la sécurité » (Gouvernement islamique de l'Afghanistan, 2017<sup>[67]</sup>) s'est délité avec l'échec plus général des mesures de renforcement de la gouvernance et des capacités institutionnelles (Zürcher, 2020<sup>[66]</sup>).

De l'Afghanistan au Sahel, cette incapacité à communiquer avec efficacité dans les sphères du développement et de la paix engendre des lacunes qui sapent l'analyse des mesures publiques adoptées en matière de recherche de la paix, de sécurité et de développement, ainsi que des liens et des complémentarités entre elles. Divers facteurs aggravent cette dynamique : les approches disparates et fragmentées du financement selon les bailleurs ; l'incapacité à gérer les intersections entre les questions de sécurité et de développement, par exemple, que l'on décèle dans le manque de progrès réalisés au regard du programme d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité (Banjo, 2022<sup>[68]</sup>) ; l'insuffisance des capacités de l'État pour gérer les financements ; les processus politiques déconnectés ; et les désaccords et la confusion autour de la finalité stratégique des processus relatifs à la recherche de la paix, à la sécurité et au développement qui sont souvent cloisonnés. Tous ces facteurs portent la marque

d'une communication médiocre ou insuffisante à plusieurs niveaux, et notamment au plus haut niveau où la cohérence stratégique entre les partenaires au développement et les partenaires de la paix fait souvent défaut (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, 2021<sup>[69]</sup>).

*Analyser la fragilité sous son aspect multidimensionnel peut aider à nourrir des approches en faveur du développement et de la recherche de la paix plus avisées sur le plan politique*

L'analyse de la fragilité sous son aspect multidimensionnel aux niveaux régional et national peut aider à déterminer les domaines qui offrent le plus grand potentiel s'agissant de promouvoir la résilience et la prévention dans l'ensemble des dimensions de la fragilité. Se concentrer sur la fragilité permet, entre autres avantages, d'appréhender des leviers qui ne seraient pas aussi facilement décelés avec des outils sectoriels, notamment en mettant l'accent sur la fragilité politique, sociétale ou humaine qui peut être importante pour la crédibilité des approches adoptées par les bailleurs et les partenaires et la confiance qu'elles suscitent. La prise en compte de la fragilité politique, par exemple, peut aider à affiner les hypothèses autour des libertés démocratiques et à remettre en question l'influence de la dynamique politique à l'œuvre dans les autres dimensions de la fragilité, facilitant ainsi l'élaboration de politiques plus nuancées qui restent axées sur la finalité de la résilience (en faveur de qui et de quoi) dans un contexte donné (Brown, 2022, pp. 11-13<sup>[70]</sup>).

Fait révélateur, de nombreux contextes fragiles ont eux-mêmes toujours défendu l'idée selon laquelle la consolidation de la paix et le renforcement de l'État devraient être envisagés en priorité dans toutes les actions de développement (Pays du G7+, 2022<sup>[71]</sup>). Cette idée est soutenue par une analyse qui met l'accent sur la transition d'une aide et d'une coopération fondées sur des « modèles occidentaux » vers des processus locaux qui « renforcent les institutions, les capacités et la légitimité de l'État, portés par les relations entre l'État et la société » (Papoulidis, 2022<sup>[72]</sup>). Dans le prolongement de cette idée, il est aussi possible de recourir à l'analyse de la fragilité sous son aspect multidimensionnel pour recenser d'éventuelles « poches d'efficacité » dans l'ensemble des administrations publiques, des institutions et/ou des coalitions dans les contextes fragiles (Kelsall et al., 2022<sup>[73]</sup>). Même dans les contextes où les configurations politiques sont dispersées de façon plus étroite – autrement dit lorsqu'elles sont souvent dépendantes de l'exploitation de ressources ponctuelles ou d'activités criminelles –, les bailleurs peuvent s'appuyer sur une bonne compréhension du caractère multidimensionnel de la fragilité lorsqu'ils envisagent de réformer le système régional ou international au sein duquel ces ressources sont échangées ou ces activités mises en place, afin d'aider à « réorienter l'attention des élites vers des secteurs économiques dont les retombées sont plus positives » (Kelsall et al., 2022<sup>[73]</sup>).

Cette perspective est précieuse pour les partenaires au développement et les partenaires de la paix qui s'efforcent d'ancrer dans la durée les gains obtenus dans ces domaines, mais dont les ressources ne sont pas suffisamment alignées sur le potentiel observé dans les contextes fragiles. Par exemple, les secteurs de la sécurité peuvent favoriser le développement économique, la cohésion sociétale et la mise sur pied de configurations politiques inclusives et holistiques en ouvrant un espace pour le renouveau et les investissements dans l'ensemble des thématiques socioéconomiques (ONU/Banque mondiale, 2018, p. 161<sup>[38]</sup>). Le bon fonctionnement des secteurs de la sécurité est essentiel pour pouvoir la garantir au titre de bien public régional et mondial. Toutefois, le rôle de la coopération pour le développement dans la promotion de la gouvernance et d'une réforme du secteur de la sécurité est à ce jour limité : en 2020, l'APD consacrée à la gestion et à la réforme des systèmes de sécurité ne représentait que 0.6 % de l'APD totale des membres du CAD en faveur des contextes fragiles (Marley, à paraître<sup>[74]</sup>). Pour qu'une paix réelle perdure et dépasse la simple absence de violence et de conflit, les progrès accomplis au regard des objectifs de développement – de la collecte des recettes fiscales à l'accès à l'éducation et la santé – peuvent venir à l'appui d'un secteur efficace, efficient et responsable en matière de sécurité. De la sorte, les avantages retirés en conciliant recherche de la paix, sécurité et développement sont tout aussi pertinents pour la prévention des conflits et la résilience à long terme que pour les objectifs à court terme des transitions post-conflit (Marley, à paraître<sup>[74]</sup>). Compte tenu des sensibilités politiques souvent



associées aux approches de la recherche de la paix et du développement dans les contextes fragiles, cela fait aussi ressortir combien une action collective et une organisation efficace sur l'ensemble du nexus sont importantes en vue de renforcer la résilience face aux risques complexes et en interaction entre eux, et leurs causes profondes, notamment dans les contextes en situation de conflit ou exposés à un risque élevé de l'être.

## Références

- Abdelaziz, K. et M. Abdalla (2022), *Sudan's economy sinks as post-coup leadership searches for support*, <https://www.reuters.com/article/us-sudan-economy-idAFKBN2O10Y9>. [51]
- Alguirre, A. (2016), « Fiscal Policy and Civil Conflict in Africa », *Journal of African Economies*, vol. 25/4, pp. 614–636, <https://doi.org/10.1093/jae/ejw004>. [41]
- Amiri, R. et A. Jackson (2022), « Taliban taxation in Afghanistan (2006-2021) », *Working Paper*, n° 138, International Centre for Tax and Development, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni, <https://www.ictd.ac/publication/taliban-taxation-afghanistan/>. [46]
- Banjo, D. (2022), *The Women, Peace and Security Agenda Is not Yielding Results, Diplomats Say*, <https://www.passblue.com/2022/06/15/the-women-peace-and-security-agenda-is-not-yielding-results-diplomats-say/#:~:text=TOPIC%3A%20WOMEN-,The%20Women%2C%20Peace%20and%20Security%20Agenda,Not%20Yielding%20Results%2C%20Diplomats%20Say&text=Despite%20100%20co>. [68]
- Banque mondiale (2022), *Envois de fonds des travailleurs et rémunérations des salariés, reçus (% du PIB)*, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS>. [18]
- Banque mondiale (2022), *Food Prices for Nutrition DataHub*, <https://www.worldbank.org/en/programs/icp/brief/foodpricesfornutrition#1>. [29]
- Banque mondiale (2022), *Inflation, prix à la consommation (% annuel)*, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG>. [22]
- Banque mondiale (2022), *Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants)*, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.KLT.DINV.CD.WD>. [16]
- Banque mondiale (2022), *Stocks de la dette extérieure (% du RNB)*, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.DOD.DECT.GN.ZS>. [24]
- Banque mondiale (2022), *World Bank Country and Lending Groups*, <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>. [14]
- Banque mondiale (2021), *Migration and Development Brief 35*, <https://www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-35>. [21]
- Banque mondiale (2011), *Rapport sur le développement dans le monde : Conflits, sécurité et développement*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4389>. [59]
- Bendavid, E. et al. (2021), « The effects of armed conflict on the health of women and children », *The Lancet*, vol. 397/10273, pp. 522-532, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(21\)00131-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(21)00131-8/fulltext). [43]

- Besley, T. et H. Mueller (2021), « Fiscal Capacity and State Fragility », dans Chami, R., R. Espinoza et P. Montiel (dir. pub.), *Macroeconomic Policy in Fragile States*, Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni, <https://doi.org/10.1093/oso/9780198853091.003.0009>. [7]
- Boese, V. et al. (2022), *Autocratization Changing Nature? Democracy Report 2022*, Varieties of Democracy Institute (V-Dem), University of Gothenburg, Göteborg, Suède, [https://v-dem.net/media/publications/dr\\_2022.pdf](https://v-dem.net/media/publications/dr_2022.pdf). [9]
- Brown, F. (2022), *Governance for Resilience: How Can States Prepare for the Next Crisis?*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., [https://carnegieendowment.org/files/Brown\\_Governance\\_for\\_Resilience\\_final.pdf](https://carnegieendowment.org/files/Brown_Governance_for_Resilience_final.pdf). [70]
- Commodore, R. (2020), « Remittances to fragile states in sub-Saharan Africa: A double-edged sword? », *Africa Up Close blog*, <https://africaupclose.wilsoncenter.org/remittances-to-fragile-states-in-sub-saharan-africa-a-double-edged-sword/>. [20]
- Connor, G. (2021), *Overcoming the Setbacks: Understanding the Impact and Implications of COVID-19 in Fragile and Conflict-affected Contexts*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://www.undp.org/africa/publications/overcoming-setbacks-understanding-impact-and-implications-covid-19-fragile-and-conflict-affected-contexts>. [39]
- CRED/UCLouvain (2022), *EM-DAT Public - EM-DAT, la base de donnée internationale sur les situations d'urgence*, <https://public.emdat.be/>. [55]
- de la Sierra, R. (2020), « On the Origins of the State: Stationary Bandits and Taxation in Eastern Congo », *Journal of Political Economy*, vol. 128/1, <https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/703989>. [45]
- Deléchat, C. et al. (2018), « Exiting from Fragility in Sub-Saharan Africa: The Role of Fiscal Policies and Fiscal Institutions », *South African Journal of Economics*, vol. 86/3, <https://doi.org/10.1111/saje.12195>. [42]
- Département d'État des États-Unis (2020), *United States Strategy to Prevent Conflict and Promote Stability*, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/01/2020-US-Strategy-to-Prevent-Conflict-and-Promote-Stabilit-508c-508.pdf>. [31]
- Département indépendant d'évaluation de la BASD (2022), *2022 Annual Evaluation Review: Fragile and Conflict-Affected Situations and Small Island Developing States*, Banque asiatique de développement (BAD), Manille, <https://www.adb.org/sites/default/files/evaluation-document/737481/files/aer-2022.pdf>. [52]
- Desai, H. (2020), « Conflict prevention in fragile contexts », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 78, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/041cbaf0-en>. [63]
- Desai, H. et K. Yabe (2022), « The state of multidimensional fragility in 2022 », Éditions OCDE, Paris. [32]
- Devarajan, S. et H. Kharas (2022), *Is the Sri Lankan Debt Crisis a Harbinger?*, <https://www.foreignaffairs.com/sri-lanka/sri-lankan-debt-crisis-harbinger>. [49]

- di Ciommo, M. et K. Sergejeff (2021), *Getting up to Speed: The EU and the Development in Transition Agenda*, European Centre for Development Policy Management, Maastricht, Pays-Bas, <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/Getting-Up-To-Speed-EU-Development-In-Transition-Agenda-ECDPM-Discussion-Paper-302-2021.pdf>. [15]
- Di John, J. et al. (2017), *Social Service Delivery in Violent Contexts: Achieving Results Against the Odds*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <http://documents.worldbank.org/curated/en/343141497021595501/Social-service-delivery-in-violent-contexts-achieving-results-against-the-odds-a-report-from-Afghanistan-Pakistan-and-Nepal>. [62]
- FMI (2022), *base de données des Perspectives de l'économie mondiale*, <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/04/19/world-economic-outlook-april-2022>. [30]
- FMI (2022), *IMF Executive Board Approves Establishment of the Resilience and Sustainability Trust*, Fonds monétaire international (FMI), Washington, D.C., <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/04/18/pr22119-imf-executive-board-approves-establishment-of-the-rst>. [26]
- FMI (2022), *List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries*, <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf>. [27]
- FMI (2021), *base de données des Perspectives de l'économie mondiale*, <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/10/12/world-economic-outlook-october-2021>. [40]
- Forsberg, E. (2020), « Security actors in fragile contexts », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 75, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/00ca1ad0-en>. [65]
- Gender Climate Tracker (2022), *La participation des femmes dans les délégations des partis*, <https://genderclimatetracker.org/fr/womens-participation-party-delegations>. [56]
- Gouvernement islamique de l'Afghanistan (2017), *Afghanistan National Peace and Development Plan II*. [67]
- Groupe de la Banque mondiale (2017), *World Development Report: Governance and the Law*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25880>. [60]
- Hanna, T., D. Bohl et J. Moyer (2021), *Assessing the Impact of the War in Yemen: Pathways for Recovery*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, [https://knowledge4policy.ec.europa.eu/publication/assessing-impact-war-yemen-pathways-recovery\\_en#:~:text=The%20protracted%20conflict%20in%20Yemen,as%20well%20as%20social%20fabric](https://knowledge4policy.ec.europa.eu/publication/assessing-impact-war-yemen-pathways-recovery_en#:~:text=The%20protracted%20conflict%20in%20Yemen,as%20well%20as%20social%20fabric). [44]
- Huidrom, R. et al. (2022), « Do fiscal multipliers depend on fiscal positions? », *Document de travail de recherche sur les politiques*, n° 8784, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31432>. [23]
- INCAF (2022), *INCAF Common Position on climate change, biodiversity and environmental fragility*, <https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/conflict-fragility/>. [37]

- INFORM (2022), *INFORM subnational model of Sahel*, DRMKC - Centre de connaissance en matière de gestion des risques de catastrophe, <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Subnational-Risk/Sahel/moduleId/1798/id/383/controller/Admin/action/Results>. [57]
- International Crisis Group (2022), *Sudan: Toward a Reset for the Transition*, <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/sudan-toward-reset-transition>. [50]
- Kelsall, T. et al. (2022), *Political Settlements and Development*, Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni, <https://fdslive.oup.com/www.oup.com/academic/pdf/openaccess/9780192848932.pdf>. [73]
- Kose, M. et al. (2021), « What has been the impact of COVID-19 on debt? Turning a wave into a tsunami », *Document de travail de recherche sur les politiques*, n° 9871, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36647/What-Has-Been-the-Impact-of-COVID-19-on-Debt-Turning-a-Wave-into-a-Tsunami.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. [28]
- Marcelin, L. (2020), « COVID-19 and remittance losses in Haiti », *MIDEQ blog*, <https://www.mideq.org/fr/blog/covid-19-and-remittance-losses-haiti/>. [17]
- Marley, J. (2020), « Peacebuilding in fragile contexts », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 83, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/d222bc0a-en>. [61]
- Marley, J. (à paraître), *Policy and Funding for Security Sector Governance and Security Sector Assistance in Fragile Contexts*, Nations Unies, New York. [74]
- Mueller, H., C. Rauh et A. Ruggieri (2022), « Dynamic early warning and action model », *BSE Working Papers*, n° 1355, Barcelona School of Economics, Barcelone, <https://www.iae.csic.es/investigadorsMaterial/a22147084851sp40062.pdf>. [64]
- North, D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge. [5]
- North, D., J. Wallis et B. Weingast (2009), *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni. [6]
- OCDE (2022), « Official Development Assistance by regime context (2010-19) », *Documents d'orientation de l'OCDE sur le développement*, n° 44, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/57ab4100-en>. [8]
- OCDE (2022), « Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide », *Statistiques de l'OCDE sur le développement international*, <https://doi.org/10.1787/data-00061-fr> (consulté le 21 septembre 2022). [1]
- OCDE (2021), *Déclaration du CAD de l'OCDE sur une nouvelle approche visant à aligner la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques*, <https://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/cad-declaration-cop26.htm>. [36]
- OCDE (2021), *États de fragilité 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0d344c87-fr>. [2]

- OCDE (2021), *Recommandation du CAD sur le renforcement de la société civile en matière de coopération pour le développement et d'aide humanitaire*, Éditions OCDE, Paris, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5021>. [35]
- OCDE (2019), *Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix*, Éditions OCDE, Paris, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5019>. [33]
- OCDE (2019), *Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire : principaux piliers de la prévention et de la réponse*, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5020>. [34]
- OCDE (2019), *Tax Morale: What Drives People and Businesses to Pay Tax?*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/f3d8ea10-en>. [10]
- OCDE (2008), *Manuel de l'OCDE-CAD sur la réforme des systèmes de sécurité : Soutenir la sécurité et la justice*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264034280-fr>. [58]
- ONU (2022), « Sri Lanka: UN experts sound alarm on economic crisis », <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/07/sri-lanka-un-experts-sound-alarm-economic-crisis>. [48]
- ONU (2022), *UN Special envoy concludes a meeting with Yemeni economic experts on priorities for the peace process*, <https://osesgy.unmissions.org/un-special-envoy-concludes-meeting-yemeni-economic-experts-priorities-peace-process>. [53]
- ONU/Banque mondiale (2018), *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337?locale-attribute=fr>. [38]
- Papoulidis, J. (2022), *Revisiting Statebuilding in the Hardest Places*, Columbia University, New York, <https://multilateralism.sipa.columbia.edu/news/revisiting-statebuilding-hardest-places>. [72]
- Partenariat mondial pour l'inclusion financière (2021), *2021 Update to Leaders on Progress*, [https://www.gpfi.org/sites/gpfi/files/4\\_WB\\_2021%20Update%20to%20Leaders%20on%20Progress%20Towards%20the%20G20%20Remittance%20Target.pdf](https://www.gpfi.org/sites/gpfi/files/4_WB_2021%20Update%20to%20Leaders%20on%20Progress%20Towards%20the%20G20%20Remittance%20Target.pdf). [19]
- Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (2022), *2022 Effective Development Co-operation Summit Outcome Document*, <https://www.effectivecooperation.org/Summitoutcomedocument>. [4]
- Pays du G7+ (2022), *G7+ - Our Approach (page web)*, <https://g7plus.org/3/our-approach>. [71]
- Plant, M. (2021), *The Challenge of Reallocating SDRs: A Primer*, Center for Global Development, Washington, D.C., <https://www.cgdev.org/publication/challenge-reallocating-sdrs-primer>. [25]
- Programme alimentaire mondial (2022), *The « New Normal » of Protracted Humanitarian Crises*, <https://www.wfpusa.org/articles/the-new-normal-of-protracted-humanitarian-crises/>. [3]
- Ritchie, H. et M. Roser (2022), *CO2 emissions*, OurWorldInData, <https://ourworldindata.org/co2-emissions>. [54]

- Salikuddin, T. (2022), *Five Things to Know about Sri Lanka's Crisis*, United States Institute of Peace, Washington, D.C., <https://www.usip.org/publications/2022/07/five-things-know-about-sri-lankas-crisis>. [47]
- Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (2021), *What We Need to Learn: Lessons from Twenty Years of Afghanistan Reconstruction*, <https://www.sigar.mil/pdf/lessonslearned/SIGAR-21-46-LL.pdf>. [69]
- Thompson, C. (2022), « Financing in fragile contexts », Éditions OCDE, Paris. [11]
- Thompson, C. (2020), « Financing in fragile contexts », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 88, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e87c2402-en>. [13]
- UIT (2022), *Centre de données de l'UIT (base de données)*, Union internationale des télécommunications, Genève, <https://datahub.itu.int/>. [75]
- UNU-WIDER (2021), *Government Revenue Dataset*, <https://www.wider.unu.edu/project/grd-%E2%80%93-government-revenue-dataset>. [12]
- Zürcher, C. (2020), *Meta-Review of Evaluations of Development Assistance to Afghanistan, 2008-2018*, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, Berlin, <https://www.sicherheitneudenken.de/media/download/variant/198198>. [66]

## Notes

<sup>1</sup> Dans le Cadre de l'OCDE sur la fragilité, l'APD dirigée vers les secteurs liés à la recherche de la paix fait l'objet d'un suivi à l'aide des codes sectoriels ci-après du Système de notification des pays créanciers : 15110 (Politiques publiques et gestion administrative), 15111 (Gestion des finances publiques), 15112 (Décentralisation et soutien aux administrations infranationales), 15113 (Organisations et institutions pour la lutte contre la corruption), 15130 (Développement des services légaux et judiciaires), 15150 (Participation démocratique et société civile), 15152 (Assemblées législatives et partis politiques), 15153 (Médias et liberté de l'information), 15160 (Droits de la personne), 15170 (Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales), 15180 (Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles), 15190 (Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable), 15210 (Gestion et réforme des systèmes de sécurité), 15220 (Dispositifs civils de construction de la paix, et de prévention et de règlement des conflits), 15230 (Participation à des opérations internationales de maintien de la paix), 15240 (Réintégration et contrôle des armes légères et de petit calibre), 15250 (Enlèvement des mines terrestres et restes explosifs de guerre) et 15261 (Enfants soldats (Prévention et démobilisation)).

<sup>2</sup> Ce nombre total provient du système de classification de la Banque mondiale par catégorie de revenu, établi en juillet 2022. Le Venezuela, 60<sup>e</sup> contexte fragile, est exclu de ces données : auparavant répertorié comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, il est désormais sorti de la classification en raison de l'absence de données disponibles depuis le début de la crise économique et politique que traverse le pays.

<sup>3</sup> Les Principes de Kampala pour un engagement efficace du secteur privé dans le cadre de la coopération pour le développement – ensemble de normes à l'appui de partenariats efficaces avec le secteur privé – proposent des orientations pratiques sur la façon de concevoir, élaborer et exécuter des projets en partenariat avec le secteur privé au niveau des pays, afin de tirer parti de leur potentiel et de stimuler les marchés et secteurs où les personnes les plus vulnérables peuvent trouver un emploi et puiser leurs moyens de subsistance.

<sup>4</sup> Le fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance donne accès aux ressources concessionnelles du FMI. Un cadre différent pour la viabilité de la dette est utilisé dans le cas des pays ayant accès aux marchés, dont plusieurs sont également confrontés à des problèmes de viabilité de leur dette.

# **3**

## **Tracer une voie de sortie de crise dans les contextes fragiles**

---

Les conclusions des deux précédents chapitres illustrent la gravité des défis du monde actuel, en même temps que l'étendue des mesures à l'œuvre pour remédier aux causes profondes de la fragilité multidimensionnelle. Ce dernier chapitre expose plusieurs ambitions visant à soutenir les partenaires dans les efforts qu'ils déploient pour tracer une voie de sortie des crises touchant les contextes fragiles. Ces ambitions – adoption d'une approche multidimensionnelle, promotion d'une action collective et réduction du fossé entre développement et recherche de la paix – offrent des perspectives au Comité d'aide au développement de l'OCDE et à ses partenaires pour la gestion de la fragilité dans cette époque de crises.

---



# En bref

## Tracer une voie de sortie de crise dans les contextes fragiles

Les conclusions de ce rapport fournissent la base factuelle propice à la formulation d'ambitions pratiques et pertinentes, à l'attention du Comité d'aide au développement de l'OCDE et des autres partenaires dans les contextes fragiles. Les ambitions posées font ressortir la nécessité d'adopter une approche multidimensionnelle pour s'attaquer aux causes profondes de la fragilité, ce qui peut en fin de compte aider ces acteurs à apprendre comment établir des priorités lorsque tout semble prioritaire dans une époque de crises.

- **Accorder une importance primordiale aux données et à l'analyse.** Une analyse solide de la fragilité multidimensionnelle est un prérequis à toute action efficace. La qualité des informations disponibles est tout autant essentielle pour comprendre la fragilité que pour l'analyser. Même si cet aspect s'améliore au fil du temps, les contextes fragiles sont aujourd'hui encore en manque cruel de données. Les investissements à l'appui de la qualité des données, de nouvelles méthodes, d'analyses conjointes et d'analyses multidimensionnelles peuvent ouvrir la voie à des mesures plus coordonnées, adaptatives et fondées sur des éléments factuels en réponse aux situations de fragilité.
- **Chercher à comprendre le contexte dans son ensemble afin de renforcer l'efficacité de chaque projet et de chaque approche.** Les stratégies adaptées au contexte qui abordent volontairement la fragilité multidimensionnelle peuvent exploiter et favoriser des approches sectorielles et aider à la gestion des sensibilités politiques. Elles imposent de prendre en compte la fragilité dans toute sa nature multidimensionnelle afin de mieux appréhender les dynamiques d'interaction à l'œuvre entre les systèmes, les cultures, les risques et les capacités d'adaptation dans les contextes fragiles.
- **Préserver et renforcer l'aide publique au développement (APD) tout en tirant parti des autres ressources financières et en les adaptant.** L'APD joue un rôle essentiel dans les voies de sortie des crises. Toute réponse aux crises et aux situations de fragilité implique de progresser vers davantage de protection des volumes d'APD, de consolidation de la prévisibilité de l'APD et de renforcement de la confiance autour de l'APD, tout particulièrement dans les contextes fragiles qui pourraient ne pas être en mesure d'accéder à d'autres sources de financement au titre du développement. Il importe tout autant de soutenir le développement d'administrations durables et les financements privés par des approches adaptées aux contextes fragiles.
- **S'appuyer sur les mécanismes et processus existants tels que les plateformes nationales et les stratégies de financement.** Les plateformes nationales et les stratégies de financement permettent de lier les compétences sur l'ensemble du nexus action humanitaire-développement-recherche de la paix et de promouvoir des méthodes de travail plus cohérentes.
- **Renforcer le dialogue entre les acteurs de la paix et du développement, notamment par un engagement autour des questions de fragilité économique qui intègre la notion de conflit.** Il est important que le CAD et ses partenaires réduisent les lacunes existantes en matière de communication et remédient aux incohérences entre les acteurs de la paix et du développement, qui pèsent sur l'efficacité des processus de paix. Parallèlement à son organe subsidiaire, le Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF), le CAD

peut jouer un rôle majeur en s'appuyant sur son pouvoir de mobilisation pour aider à combler ce déficit en matière de communication et contribuer à des formes d'engagement plus avisées et éclairées sur le plan politique.

- **Tirer parti du pouvoir d'impulsion stratégique du CAD pour nourrir des approches collectives et mieux établir les priorités à l'appui d'une plus grande efficacité des résultats.** L'existence d'une stratégie de coopération pour le développement implique de reconnaître l'importance des besoins immédiats, tout en maintenant une attention particulière sur les perspectives à long terme et ce qui relève de l'essentiel, ainsi que sur les causes et non uniquement sur les symptômes. Le CAD peut apporter la perspective stratégique nécessaire pour concentrer l'attention, les capacités et le potentiel collectif de ses membres et partenaires afin de faire face à la fragilité multidimensionnelle.

Étant donné le caractère chronique de la fragilité dans un si grand nombre de contextes et l'historique de la série « États de fragilité ») de l'OCDE, la tendance exposée dans ce rapport peut être perçue comme étant plus ou moins de la même teneur. Toutefois, le degré de gravité et l'impact collectif des récents chocs planétaires ont placé la coopération pour le développement dans une zone d'incertitude sur le plan géopolitique et opérationnel.

Comme le démontre cette série de rapports, le consensus s'amplifie autour du caractère multidimensionnel de la fragilité, les conflits et la violence n'en étant que deux des manifestations possibles. Plus précisément, une fois superposées avec les impacts du COVID-19, du changement climatique et de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, les dimensions de la fragilité – économie, environnement, politique, capital humain, sécurité et société –, dans toute leur multiplicité et leur interdépendance, génèrent certains des environnements opérationnels les plus complexes du monde pour les acteurs nationaux et locaux et leurs partenaires internationaux. Le danger qui plane alors est de voir ces fragilités « verrouiller une société dans un équilibre dysfonctionnel, mais stable » (Collier, 2021<sup>[11]</sup>). En effet, 21 pays et territoires apparaissent chacun dans tous les rapports de l'OCDE sur la fragilité depuis le premier paru en 2005. Pour l'ensemble des 60 contextes figurant dans l'édition de cette année, les transitions de sortie des états de fragilité semblent hors de portée malgré le soutien massif apporté par les partenaires externes.

En 60 ans d'existence, aux côtés de différents acteurs, le CAD a renforcé le rôle important et profond qu'il joue en appuyant les solutions pilotées par les pays, et que ces derniers s'approprient, en vue de sortir de la fragilité. Avec ses récentes recommandations, ainsi que l'exposent les Chapitres 1 et 2, le CAD a pour objectif de perfectionner et d'améliorer le soutien fourni aux contextes fragiles et aux autres pays en développement, en mettant en évidence son rôle essentiel en tant qu'organe de normalisation à l'appui de la coopération pour le développement. Dans le même temps, les fournisseurs non membres du CAD, dont la République populaire de Chine, les pays du Conseil de coopération du Golfe et la Russie, augmentent l'ampleur et l'étendue de leurs actions dans les contextes fragiles.

Ce chapitre analyse de quelle façon les acteurs externes peuvent mieux aider les contextes fragiles à renforcer leur résilience et leurs capacités d'adaptation, dont ils ont besoin en urgence dans cette nouvelle époque de crises. Il ne propose pas un ensemble classique de recommandations ni de prescriptions en faveur d'actions efficaces, dans la mesure où la gestion de la fragilité n'est un processus ni linéaire ni simple et où les interventions doivent toujours être adaptées aux besoins d'un contexte spécifique. En revanche, ce chapitre expose les ambitions susceptibles d'orienter le CAD et d'autres partenaires dans le soutien qu'ils apportent aux 1.9 milliard de personnes – les plus défavorisées – qui vivent dans les contextes fragiles. Adopter une approche multidimensionnelle des crises et de la fragilité, promouvoir une action collective et réduire le fossé entre développement et recherche de la paix peut aider le CAD à maintenir et exprimer ses valeurs de base, tout en coopérant avec cette constellation élargie d'acteurs.

## Ambition n° 1 : adopter une approche multidimensionnelle

L'un des thèmes récurrents de la série sur l'état de la fragilité est la nécessité de s'engager dans une approche multidimensionnelle pour lutter contre la fragilité. Ce type d'approche est un point de départ pour amener les partenaires à être « adaptés à la fragilité » (Schreiber et Loudon, 2020<sup>[2]</sup>). C'est aussi le reflet de l'accent mis sur l'analyse conjointe dans la Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix (OCDE, 2019<sup>[3]</sup>). Le caractère multidimensionnel de la fragilité est de plus en plus reconnu, mais la mise en œuvre d'approches multidimensionnelles est aujourd'hui encore un défi puisqu'elle nécessite souvent une collaboration stratégique et une action collective. Or la mise en place même progressive d'une approche multidimensionnelle peut avoir des retombées positives importantes et pérennes.

### ***Accorder tout d'abord une importance primordiale aux données et à l'analyse.***

Une analyse solide de la fragilité multidimensionnelle est un prérequis à toute action efficace. Porter l'attention sur une seule dimension de la fragilité aux dépens des autres, ou se concentrer exclusivement sur les risques, sans envisager un accompagnement autour des capacités d'adaptation ou des occasions de surmonter et contrebalancer ces risques, ne donnerait qu'une vision partielle de la fragilité. Cela peut contribuer à un engagement lacunaire. Tout comme d'autres, l'OCDE a essayé d'améliorer la conceptualisation de la fragilité au fil du temps, en ajoutant très récemment une sixième dimension à la fragilité – le capital humain – à son cadre d'analyse. La qualité des données disponibles est tout aussi importante pour appréhender ce caractère multidimensionnel de façon constructive. Même si la qualité des données s'est améliorée, les contextes fragiles figurent toujours parmi les plus défavorisés dans ce domaine (Hoogeveen et Pape, 2020<sup>[4]</sup>). Les contextes qui se trouvent dans les situations de fragilité les plus graves sont souvent absents des ensembles de données. L'examen 2022 du cadre multidimensionnel sur la fragilité a fait ressortir dans quelle mesure des investissements supplémentaires dans les données amélioreraient le processus d'analyse, et de ce fait la programmation, dans les contextes fragiles.

Les investissements consentis dans la qualité des données, les nouvelles méthodes, l'analyse conjointe et l'analyse multidimensionnelle ont une valeur pratique pour les partenaires dans leur façon d'aborder les stratégies et les programmes. En procédant à une analyse multidimensionnelle, il est possible de cerner les risques complexes, leurs causes profondes et les potentiels points d'intervention, et d'éviter de porter le regard uniquement sur les symptômes ou les conséquences de la fragilité (OCDE, 2018<sup>[5]</sup>). Une analyse conjointe peut contribuer à augmenter le nombre des interventions menées sur l'ensemble du nexus action humanitaire-développement-recherche de la paix, à améliorer leur cohérence stratégique et à les coordonner (OCDE, 2022<sup>[6]</sup>). Le CAD est en mesure de jouer un rôle de premier plan en proposant une analyse de la fragilité en tant que concept unifiant, notamment en raison de son rôle normatif. En tant qu'instance d'apprentissage par les pairs, le CAD peut aussi aider ses membres et ses partenaires à partager les enseignements tirés à la suite de l'amélioration des méthodes et des moyens appliqués pour l'analyse de la fragilité, tout particulièrement au niveau des pays. Cela passe par un soutien aux capacités de recherche et à l'analyse de la fragilité dans les contextes fragiles eux-mêmes, afin de veiller à ce que les connaissances soient partagées de façon plus équitable avec ceux pour qui elles sont les plus importantes (Jacquet, 2021<sup>[7]</sup>). De la sorte, le CAD peut continuer à contribuer à la prise en compte systématique du concept de fragilité multidimensionnelle et de son analyse.

### ***Chercher à comprendre le contexte dans son ensemble afin de renforcer l'efficacité de chaque projet et de chaque approche***

Pour appréhender le caractère multidimensionnel de la fragilité, il est important que les acteurs dépassent les approches trop étroitement sectorielles et envisagent des facteurs, tels que le contexte plus global, qui peuvent avoir un impact sur les résultats souhaités. La pensée systémique est l'un des outils permettant

d'y parvenir. La programmation itérative et adaptative, ancrée dans le cadre d'une analyse solide, est de plus en plus reconnue comme un élément essentiel de l'efficacité du développement dans les environnements imprévisibles et complexes des contextes fragiles (Desai et Yabe, 2022<sup>[8]</sup> ; OCDE, 2022<sup>[6]</sup>). Mais cela impose de comprendre le contexte dans son ensemble et d'adopter une approche qui recense les différents scénarios susceptibles de conduire une intervention précise au succès ou à l'échec, sous l'effet de la dynamique à l'œuvre dans un contexte donné. Une telle approche est particulièrement propice à l'efficacité des politiques et des programmes axés sur les questions transversales, à l'image des tendances abordées dans le Chapitre 1, ainsi que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (OCDE, 2022<sup>[9]</sup>). En cherchant à comprendre le contexte dans son ensemble, il est alors possible de donner des clés pour l'adoption d'approches systémiques, comme celles visant à renforcer la résilience des services de base (OCDE, 2014<sup>[10]</sup>). La mise sur pied des programmes destinés à accélérer la vaccination contre le COVID-19 donne un exemple de ce type d'approche. Sans se borner à fournir des doses de vaccin ou à consolider les chaînes d'approvisionnement, ces programmes doivent aussi composer avec le regard porté par la société sur la vaccination, mais aussi avec l'économie politique de la distribution des vaccins dans un contexte particulier ou encore avec l'insécurité qui peut limiter la vaccination dans certaines régions.

## **Ambition n° 2 : encourager une action collective en matière de financement, d'action publique et de programmation**

Comme l'expose le Chapitre 2, l'APD est une ressource vitale pour les contextes fragiles. Elle constitue un soutien essentiel lors des périodes de crise, notamment lorsque les acteurs de l'action humanitaire sont confrontés à une fragilité chronique. Au niveau mondial, la tendance de l'APD est à la stabilité et à la résilience au fil du temps et des crises (Ahmad et al., 2020<sup>[11]</sup>), bien que l'on observe des variations au niveau de sa distribution selon les pays et les contextes, des priorités des politiques publiques et des modalités. Les crises locales sont susceptibles d'orienter l'attention des bailleurs sur l'aide humanitaire, tandis que les crises étendues dans le temps et de portée mondiale peuvent altérer le rôle de l'APD – par exemple, en la réorientant en faveur des transitions énergétiques justes, et non des investissements dans les combustibles fossiles (OCDE, 2021<sup>[12]</sup>).

### ***Préserver et renforcer l'aide publique au développement***

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine risque de remettre en question le rôle de l'APD et de modifier sa composition. Certains bailleurs ont indiqué qu'ils prévoient de rediriger l'APD de façon à couvrir les coûts de l'accueil des réfugiés ukrainiens dans leurs pays, et cela pourrait se traduire par une diminution de l'aide-pays programmable pour répondre à la demande croissante découlant des répercussions mondiales de la guerre (Ahmad et Carey, 2022<sup>[13]</sup>). Cela survient à un moment où les aspects universels de la fragilité, mis en évidence par des chocs tels que la pandémie de COVID-19, soulignent combien il importe de maintenir l'accent sur les contextes fragiles (Oldekop et al., 2020<sup>[14]</sup>). Compte tenu des pressions actuelles exercées sur les budgets d'APD et sur les moyens de subsistance dans les contextes fragiles, il est essentiel que le CAD préserve les volumes d'APD, améliore la prévisibilité de l'APD et renforce la confiance autour de l'APD, notamment dans les contextes fragiles qui n'ont pas accès à d'autres sources de financement au titre du développement.

### ***S'appuyer sur les mécanismes et processus existants tels que les plateformes nationales et les stratégies de financement***

Bien qu'il soit nécessaire de préserver les volumes d'APD, cela ne suffit pas pour accompagner les contextes fragiles vers des trajectoires de développement positives. Il importe tout autant, voire plus, de veiller à ce que chaque dollar d'APD soit davantage et mieux exploité pour amplifier les gains obtenus en

matière de développement, et aussi à ce que les différents acteurs collaborent de façon cohérente, complémentaire et coordonnée, notamment en-dehors des activités financées par l'APD (OCDE, 2022<sup>[6]</sup> ; OCDE, à paraître<sup>[15]</sup>). Dans les domaines de la recherche de la paix et de la sécurité, une bonne compréhension ou appréciation des activités de leurs homologues fait souvent défaut aux partenaires au développement, et réciproquement (Zürcher, 2020<sup>[16]</sup>). Les financements, y compris à l'appui de la recherche de la paix et de la prévention, sont souvent partiels et fragmentés (Day et Caus, 2020<sup>[17]</sup> ; OCDE, à paraître<sup>[15]</sup>). Les approches holistiques telles que les plateformes nationales et les stratégies de financement peuvent aider à tirer parti des actions collectives menées dans les contextes fragiles, contribuant ainsi à l'efficacité du développement, et elles peuvent compléter les analyses et processus existants au niveau des pays<sup>1</sup>. À ce jour, les analyses de ce type n'ont pas toujours été associées à une solide théorie du changement, ce qui soulève des questions concernant les ressources disponibles et la programmation au niveau stratégique et collectif dans l'ensemble de l'écosystème du financement. Les plateformes nationales et les stratégies de financement offrent la possibilité de faciliter ces liens et de promouvoir des méthodes de travail plus cohérentes :

- **Les plateformes nationales** peuvent opérer comme le centre de gravité pour les actions collectives et le dialogue fondé sur des éléments factuels, menés par les autorités publiques, les partenaires au développement et d'autres acteurs pertinents dans les contextes fragiles autour d'un programme commun et d'un engagement clair en matière de résultats et de redevabilité mutuelle. Ces plateformes peuvent revêtir des formes différentes, mais elles sont en général composées d'un groupe de pilotage à haut niveau, de groupes de travail sectoriels et d'un secrétariat. Leur efficacité au Mozambique, au Rwanda et en Somalie est suffisamment documentée pour qu'une attention plus importante leur soit accordée (Kelly et Papoulidis, 2022<sup>[18]</sup>). Bien qu'elles ne soient pas nouvelles, ces plateformes bénéficient un regain d'intérêt. Elles ont par exemple été mentionnées par le Groupe de personnalités éminentes du G20 sur la gouvernance financière mondiale (2020<sup>[19]</sup>) et par les membres du partenariat pour une transition énergétique juste et du G7 dans le cadre de l'action climatique lors de la COP26 (Hadley et al., 2022<sup>[20]</sup>). Le succès de ces plateformes dépend de l'esprit d'initiative des autorités publiques, du caractère inclusif de leur représentation et de la dimension innovante de leur structure et de leur fonction. Elles peuvent offrir un ancrage institutionnel au renforcement de l'efficacité des actions et partenariats de développement, sous la forme de réflexions, de dialogues et d'actions menés de façon continue autour des résultats de l'exercice de suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.
- **Stratégies de financement** : Un manque total de fonds est parfois, mais pas toujours, le problème majeur. Bien que le système centralisé de pôles des acteurs de l'action humanitaire soit bien établi, il est aussi souvent saturé. Le système de développement dispose de ressources, mais il n'est pas toujours guidé par une stratégie collective et il manque de hiérarchie claire, de choix précis, d'une interface entre l'action humanitaire, les activités de développement et les efforts de recherche de la paix, et d'un lien entre les programmes nationaux de réforme. La Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix reconnaît que les stratégies de financement sont nécessaires pour aider à gérer ces problèmes et à rassembler les principaux acteurs des piliers relatifs à l'action humanitaire, au développement et (idéalement) à la recherche de la paix autour des processus stratégiques d'établissement du budget et de programmation. Ces stratégies de financement peuvent aussi servir de mécanisme visant à corréliser les objectifs, les activités et l'expertise des acteurs du triple nexus aux stratégies de financement nationales, à un niveau macro, à l'image des cadres de financement nationaux intégrés<sup>2</sup>, des plans nationaux de développement et des cadres de résultats, ou visant à amorcer une transition en faveur de processus nationaux pilotés par les autorités publiques (OCDE, à paraître<sup>[15]</sup> ; OCDE, 2019<sup>[3]</sup>). Sous la direction des autorités nationales, ces cadres à haut niveau rassemblent différents acteurs, dont le Fonds monétaire international et d'autres institutions

financières internationales. Or, traditionnellement, qu'il s'agisse de l'action humanitaire ou de la sécurité, ils ne prennent pas en compte le financement, les risques et les vulnérabilités inhérents, et ils sont en général décorrélés des réalisations ou priorités collectives des initiatives menées par les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix pour lutter contre la fragilité.

***S'appuyer sur des approches collectives afin d'insuffler une meilleure hiérarchisation des priorités à l'appui d'une plus grande efficacité des résultats***

Les budgets d'APD étant soumis à des pressions de plus en plus fortes sur les plans national et international, une union des forces est plus que jamais essentielle pour que le soutien apporté aux contextes les plus fragiles, et au sein même de ces contextes, soit abordé comme une priorité (Green, 2021<sup>[21]</sup>). Les priorités des membres du CAD concernant l'aide destinée aux contextes fragiles sont globalement cohérentes, avec une convergence massive des efforts pour soutenir les cinq volets suivants : action climatique et préservation de la biodiversité, travail décent et croissance économique inclusive, sociétés pacifiques et inclusives, égalité des genres et autonomisation des femmes, et santé (Marley, Stasieluk et Hesemann, 2022<sup>[22]</sup>). Pourtant, une fois à l'œuvre dans un contexte fragile, cette convergence peut s'effondrer. Il est courant d'entendre parler de projets déconnectés (transferts monétaires par exemple), de lacunes ou de redondances au niveau des zones géographiques ou groupes de population ciblés, ou d'un défaut de liens qui empêchent les réalisations relevant de projets ou de secteurs d'aboutir à des résultats à plus haut niveau. Compte tenu de la pression financière exercée sur les bailleurs et les partenaires, les approches collectives (y compris en s'appuyant sur l'expérience des fonds communs en faveur des contextes fragiles) pourraient aider à la hiérarchisation des priorités et favoriser la complémentarité entre bailleurs et partenaires. La programmation conjointe est l'une des approches possibles dans certains contextes (Encadré 3.1).

### Encadré 3.1. Orientations stratégiques sur la programmation conjointe : l'exemple de l'Union européenne

La programmation conjointe est l'une des deux extrémités d'un spectre qui peut aussi englober le renforcement de la cohérence ou de la coordination. Le processus de programmation conjointe de l'Union européenne (UE), lancé en 2011 et adapté en 2020 dans le cadre de l'initiative de l'Équipe d'Europe, mobilise le potentiel collectif de l'UE et de ses États membres. Il promeut une analyse conjointe des défis et possibilités recensés dans les contextes partenaires, et l'adoption conjointe des mesures de réponse adéquates. Cette approche englobe aussi le soutien apporté pour la définition des priorités et l'élaboration de stratégies de financement associées « fondées sur les valeurs et les intérêts de l'UE et à l'appui du développement national d'un pays » (Union européenne, 2022<sup>[23]</sup>). Au mois d'août 2022, l'UE soutenait 31 initiatives de programmation conjointe dans des contextes fragiles, représentant 48.4 % de ses pays engagés dans des processus de programmation conjointe dans le monde. Cette approche tente de pallier les programmes d'aide au développement qui, au fil du temps, se sont fragmentés et ont perdu de leur efficacité. En 2018, l'OCDE a constaté que l'approche fondée sur une programmation conjointe est source de valeur ajoutée puisqu'elle « entraîne une harmonisation pragmatique des initiatives autour d'une analyse et d'objectifs conjoints et d'une division plus claire du travail au sein des secteurs » (OCDE, 2018, p. 83<sup>[24]</sup>). Par exemple, en République démocratique populaire lao, les activités des bailleurs et des partenaires sont alignées autour de trois domaines prioritaires : une économie verte et inclusive, le capital humain et une bonne gouvernance.

Note : D'autres exemples de programmation conjointe ont été appliqués par la Belgique, le Danemark et le Programme des Nations Unies pour le développement. La Belgique a utilisé l'outil FRAME (Fragility Assessment Management Exercise) pour mettre en place une identification plus systématique des solutions aux défis existants durant les différentes phases du cycle de programmation.

Sources : Union européenne (2022<sup>[23]</sup>), *Team Europe Initiative and Joint Programming tracker* (tableau de bord), <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/dashboard> ; Union européenne (2022<sup>[25]</sup>), *Capacity4Dev: Team Europe Initiatives - Laos*, <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/laos?tab=tei> ; OCDE (2018<sup>[24]</sup>), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : Union européenne 2018*, <https://doi.org/10.1787/9789264309517-fr> ; Okai (2021<sup>[26]</sup>), *UNDP Support to Conflict-affected Countries*, <https://www.undp.org/speeches/undp-support-conflict-affected-countries> ; Lundsgaard (2019<sup>[27]</sup>), "Danish development cooperation in fragile states", [https://pure.diis.dk/ws/files/2998922/DIIS\\_Working\\_Paper\\_2019\\_10\\_final.pdf](https://pure.diis.dk/ws/files/2998922/DIIS_Working_Paper_2019_10_final.pdf) ; OECD (2020<sup>[28]</sup>), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : Belgique 2020*, [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/examens-de-l-ocde-sur-la-cooperation-pour-le-developpement-belgique-2020\\_83a41ee9-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/examens-de-l-ocde-sur-la-cooperation-pour-le-developpement-belgique-2020_83a41ee9-fr).

### Ambition n° 3 : combler le fossé entre développement et recherche de la paix

Les exemples de l'Afghanistan, du Sahel et du Soudan du Sud, entre autres, livrent de nombreux éléments factuels illustrant les pièges inhérents aux méthodes de travail existantes. De façon plus générale, ces exemples mettent en exergue les conséquences d'un manque de communication et d'interactions entre les piliers développement et recherche de la paix du nexus. La prévention est un élément central de l'efficacité des méthodes de travail sur l'ensemble du nexus action humanitaire, développement et recherche de la paix. Pourtant, les investissements en faveur de la prévention des conflits se retrouvent régulièrement en défaut de financements, comparé aux investissements à l'appui du développement et de l'action humanitaire. Parallèlement à un manque de ressources, on observe également l'incapacité persistante des acteurs à atteindre un équilibre entre leurs activités de développement et de recherche de la paix. Par la suite, cela a contribué à la financiarisation du développement et à une gestion incohérente des processus de paix, conduisant alors à des réalisations immanquablement en deçà des ambitions nourries.

### ***Renouveler et aborder en priorité les arguments en faveur de la prévention***

Reconnaître la distinction entre conflits et fragilité – en référence au caractère multidimensionnel de la fragilité mis en lumière tout au long de ce rapport – aide à faire émerger des formes de prévention plus complètes et habiles. L'analyse présentée et livrée dans ce rapport révèle que les arguments en faveur de la prévention restent bel et bien valables, même si un nombre croissant de concepts et d'outils analytiques, capables d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre, voient le jour. Or, malgré le volet prévention du programme du Secrétaire général des Nations Unies, les partenaires au développement ne se sont pas encore approprié la question de la prévention à grande échelle, tant au regard des crises que des conflits. Pour que les actions de prévention fonctionnent, elles doivent être menées selon une approche holistique et transversale par les acteurs du développement et de la recherche de la paix et, le cas échéant, par les acteurs de l'action humanitaire. Cela implique de se pencher sur l'interconnexion de la fragilité et des risques de conflit, au lieu de s'inquiéter de la potentielle interférence entre les programmes. Isolées, les approches axées sur la sécurité ne peuvent pas remédier aux causes profondes et garantir des mesures de prévention à long terme<sup>3</sup> (Day et Caus, 2020<sup>[29]</sup>). À ces fins, les acteurs du développement et de la paix devront prendre un pari sur l'avenir, se faire confiance mutuellement, faire preuve d'esprit d'initiative et être enclins à prendre des risques en matière de prévention, aussi bien dans la théorie que dans la pratique, dans l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats.

### ***Renforcer le dialogue entre les acteurs de la paix et du développement, notamment par un engagement autour des questions de fragilité économique qui intègre la notion de conflit***

Il est important que le CAD et ses partenaires s'attaquent au manque de cohérence entre les acteurs de la paix et du développement, qui pèse sur l'efficacité dans nombre de contextes fragiles. Une première étape pertinente consisterait à maîtriser la communication au niveau des contenus et de sa portée. Or cela relève d'un effort politique qui nécessite un engagement à long terme venant en conflit direct avec le court-termisme apolitique qui caractérise les investissements existants en faveur de la recherche de la paix (Cheng, Goodhand et Meehan, 2018<sup>[30]</sup>). Ce manque d'attention portée à la primauté de la politique a contribué à l'émergence d'interventions technocratiques pour la consolidation de la paix, menées dans l'ignorance des configurations politiques sous-jacentes qui orientent les incitations en faveur ou contre la violence (Brown, 2022<sup>[31]</sup>) – souvent de façon abrupte, comme le démontre l'analyse présentée au Chapitre 1 des coups d'État survenus au cours des dernières années. Ainsi, l'interaction avec ces configurations politiques est un aspect essentiel, mais sous-estimé, de l'efficacité de la coopération pour le développement. Cela va de pair avec les efforts déployés à ce jour pour promouvoir la prise en compte des conflits, notamment aux niveaux locaux, et cela nécessite de dépasser les efforts visant à promouvoir la paix négative – autrement dit l'absence de conflit – pour parvenir à une paix réelle et des activités qui impliquent d'encourager l'essor de sociétés justes, équitables et pacifiques (Mac Ginty et Richmond, 2013, pp. 779-789<sup>[32]</sup>). Toutes ces initiatives sont des étapes préalables majeures en vue de remédier à l'incohérence entre les activités de développement et de recherche de la paix.

Le CAD et l'INCAF peuvent dès lors jouer un rôle majeur en en s'appuyant sur leur pouvoir de mobilisation pour aider à combler le déficit en matière de communication entre les acteurs du développement et de la paix et contribuer à des formes d'engagement plus avisées et éclairées sur le plan politique. Un dialogue plus régulier entre ces acteurs pourrait aider à atténuer les risques qui nourrissent l'incohérence à l'échelle mondiale et au niveau des pays concernés. Ces échanges seraient tout particulièrement fructueux s'ils impliquaient des responsables des institutions financières internationales, qui interviennent de plus en plus dans les activités de paix et de prévention dans les contextes fragiles, ainsi que les opérations de paix des Nations Unies et d'autres fournisseurs régionaux de sécurité tels que l'Union africaine, l'OTAN et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Ils peuvent aussi aider les acteurs à s'appuyer sur leurs avantages comparatifs respectifs et à rechercher toute possibilité d'action collective, par exemple



au moyen des mécanismes présentés dans l'Ambition 2 axée sur l'action collective. Des problématiques spécifiques, telles que le renouvellement des accords de paix (Berdal, 2021, pp. 137-164<sup>[33]</sup>) ou la réforme du secteur de la sécurité et une aide à ces fins, constituent le point de départ idéal d'un tel dialogue, étant donné leur pertinence au regard des processus de paix et des objectifs de développement à plus long terme. Au cours de l'année à venir, l'OCDE aura pour objectif de fournir une enceinte adéquate pour les dialogues autour du développement et de la paix organisés au sein du CAD et de l'INCAF.

## Tirer parti du rayonnement du CAD pour fournir une impulsion stratégique dans une époque de crises

Pour se doter d'une stratégie en faveur de la coopération pour le développement, il convient de reconnaître l'importance des besoins immédiats, mais aussi de ne pas perdre de vue les priorités à plus long terme et les aspects essentiels, et non pas seulement les symptômes, mais aussi les causes de la fragilité (Freedman, 2013, p. ix<sup>[34]</sup>). Afin de dissiper cette tension critique qui pèse sur l'efficacité, le CAD doit se lancer dans une réflexion spécifique et approfondie autour des changements de comportement nécessaires au niveau de l'ensemble de ses politiques, systèmes et partenariats, aussi bien au niveau des services centraux qu'au niveau des pays, ce qui permettra de créer un environnement propice à un impact à plus long terme sur le développement durable. Le CAD est en mesure de comprendre et d'évaluer les problèmes qui font obstacle à la coopération pour le développement dans les contextes fragiles et de communiquer dessus ; fort de cela, il recèle un potentiel inexploré en tant que messenger stratégique à l'appui de la coopération pour le développement. Les chocs, les crises et l'incertitude géopolitique observés partout dans le monde, mis en évidence dans ce rapport, mettent le CAD au défi d'évoluer à nouveau sous son statut de chef de file mondial. Les ambitions présentées ci-dessus peuvent aider les partenaires au développement à trouver des voies pour sortir de l'incertitude et des crises. Pour le CAD, cette nouvelle évolution implique également de reconsidérer la façon dont il joue de son rôle de chef de file en harmonie avec celui de « leader-serviteur, en prise avec le monde qui l'entoure, ouvert aux idées nouvelles et disposé à guider à ses pairs, mais sans dominer » (OCDE-CAD, 2017<sup>[35]</sup>), notamment en tirant parti de son engagement collectif en tant que regroupement de bailleurs au niveau des pays. Sous l'impulsion du CAD dans ce rôle, les valeurs, les principes et le corpus de recommandations existants du CAD pourraient être complétés par la formulation d'une perspective stratégique ayant vocation à concentrer l'attention, les capacités et le potentiel collectif des membres et partenaires du CAD en vue de gérer la fragilité multidimensionnelle.

## Références

- Ahmad, Y. et al. (2020), « Six décennies d'APD : éclairages et perspectives dans le contexte de la crise du COVID-19 », dans *Les profils de coopération au développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/cb89577f-fr>. [11]
- Ahmad, Y. et E. Carey (2022), « Comment le COVID-19 et la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine remodelent l'aide publique au développement (APD) », dans *Les profils de coopération au développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/54b7b8bf-fr>. [13]

- Berdal, M. (2021), « The Afterlife of Peace Agreements », dans Weller, M., M. Retter et A. Varga (dir. pub.), *International Law and Peace Settlements*, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, <https://www.cambridge.org/core/books/abs/international-law-and-peace-settlements/afterlife-of-peace-agreements/D35A07B67E8A7305DE44A268FBFDAB52>. [33]
- Brown, F. (2022), *Governance for Resilience: How Can States Prepare for the Next Crisis?*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., [https://carnegieendowment.org/files/Brown\\_Governance\\_for\\_Resilience\\_final.pdf](https://carnegieendowment.org/files/Brown_Governance_for_Resilience_final.pdf). [31]
- Cheng, C., J. Goodhand et P. Meehan (2018), *Securing and Sustaining Elite Bargains That Reduce Violent Conflict*, Stabilisation Unit, Gouvernement du Royaume-Uni, Londres, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/765882/Elite\\_Bargains\\_and\\_Political\\_Deals\\_Project\\_-\\_Synthesis\\_Paper.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/765882/Elite_Bargains_and_Political_Deals_Project_-_Synthesis_Paper.pdf). [30]
- Collier, P. (2021), « Transition programs: A theory of scaffolding needed to build out of fragility », dans Chami, R., R. Espinoza et P. Montiel (dir. pub.), *Macroeconomic Policy in Fragile States*, Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni, <https://doi.org/10.1093/oso/9780198853091.003.0003>. [1]
- Day, A. et J. Caus (2020), *Conflict Prevention in an Era of Climate Change: Adapting the UN to Climate-Security Risks*, Université des Nations Unies, New York, <https://i.unu.edu/media/cpr.unu.edu/post/3856/UNUClimateSecurity.pdf>. [29]
- Day, A. et J. Caus (2020), *Conflict Prevention in the Sahel: Emerging Practice Across the UN*, Centre de recherche sur les politiques de l'Université des Nations Unies, New York, <https://cpr.unu.edu/research/projects/conflict-prevention-in-the-sahel-emerging-practice-across-the-un.html>. [17]
- Desai, H. et K. Yabe (2022), « The state of multidimensional fragility in 2022 », Éditions OCDE, Paris. [8]
- Freedman, L. (2013), *Strategy: A History*, Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni. [34]
- Green, D. (2021), « World Inequality Report 2022: A treasure trove of trends and new data », *Oxfam From Poverty to Power blog*, <https://oxfamapps.org/fp2p/world-inequality-report-2022-a-treasure-trove-of-trends-and-new-data/>. [21]
- Groupe de personnalités éminentes du G20 (2020), *Making the Global Financial System Work for All*, [https://us.boell.org/sites/default/files/10-3-18\\_report\\_of\\_the\\_g20\\_important\\_persons\\_group\\_on\\_global\\_financial\\_governance.pdf](https://us.boell.org/sites/default/files/10-3-18_report_of_the_g20_important_persons_group_on_global_financial_governance.pdf). [19]
- Hadley, S. et al. (2022), *Country Platforms for Climate Change: Something Borrowed, Something New?*, Overseas Development Institute, Londres, [https://cdn.odi.org/media/documents/ODI\\_Emerging\\_analysis\\_Country\\_platforms\\_for\\_climate\\_action.pdf](https://cdn.odi.org/media/documents/ODI_Emerging_analysis_Country_platforms_for_climate_action.pdf). [20]
- Hoogeveen, J. et U. Pape (dir. pub.) (2020), *Beyond, Data Collection in Fragile States: Innovations from Africa and Beyond*, Palgrave Macmillan, Cham, Suisse/Banque mondiale, Washington, D.C. [4]
- Jacquet, P. (2021), « Revisiting Knowledge for Development », *blog OCDE « Development Matters »*, <https://oecd-development-matters.org/2021/05/07/revisiting-knowledge-for-development/>. [7]

- Kelly, L. et J. Papoulidis (2022), « Country platforms in fragile states: A new path for development cooperation », *Independent Evaluation Group blog*, <https://ieg.worldbankgroup.org/blog/country-platforms-fragile-states-new-path-development-cooperation>. [18]
- Lundsgaarde, E. (2019), « Danish Development Cooperation in Fragile States », *DIIS Working Paper*, n° 2019:10, Danish Institute for International Studies, Copenhagen, [https://pure.diis.dk/ws/files/2998922/DIIS\\_Working\\_Paper\\_2019\\_10\\_final.pdf](https://pure.diis.dk/ws/files/2998922/DIIS_Working_Paper_2019_10_final.pdf). [27]
- Mac Ginty, R. et O. Richmond (2013), « The local turn in peace building: A critical agenda for peace », *Third World Quarterly*, vol. 34/5, pp. 763-783, <https://doi.org/10.1080/01436597.2013.800750>. [32]
- Marley, J., W. Stasieluk et J. Hesemann (2022), « Fragility in focus: Half way on Agenda 2030 ». [22]
- OCDE (2022), *L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles : Orientations pour les partenaires au développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2013737d-fr>. [9]
- OCDE (2022), *The Humanitarian-Development-Peace Nexus Interim Progress Review*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2f620ca5-en>. [6]
- OCDE (2021), *Déclaration du CAD de l'OCDE sur une nouvelle approche visant à aligner la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques*, <https://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/cad-declaration-cop26.htm>. [12]
- OCDE (2020), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : Belgique 2020*, Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/83a41ee9-fr>. [28]
- OCDE (2019), *Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix*, Éditions OCDE, Paris, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5019>. [3]
- OCDE (2018), *États de fragilité 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264308916-fr>. [5]
- OCDE (2018), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : Union européenne 2018*, Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264309517-fr>. [24]
- OCDE (2014), *Guidelines for Resilience Systems Analysis*, Éditions OCDE, Paris, [https://www.oecd.org/dac/Resilience\\_Systems\\_Analysis\\_FINAL.pdf](https://www.oecd.org/dac/Resilience_Systems_Analysis_FINAL.pdf). [10]
- OCDE (à paraître), « Financing across the HDP nexus », Éditions OCDE, Paris. [15]
- OCDE-CAD (2017), *Pour un nouveau CAD face à un monde en mutation : tracer la voie à suivre pour demain – rapport du Panel de haut niveau*, Éditions OCDE, Paris, [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC\(2017\)7/fr/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC(2017)7/fr/pdf). [35]
- Okai, A. (2021), *UNDP Support to Conflict-affected Countries*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://www.undp.org/speeches/undp-support-conflict-affected-countries>. [26]

- Oldekop, J. et al. (2020), « COVID-19 and the case for global development », *World Development*, vol. 134, p. 105044, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105044>. [14]
- Schreiber, D. et S. Loudon (2020), « Fit for Fragility: Practice to Policy », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 81, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/543d314e-en>. [2]
- Union européenne (2022), *Capacity4Dev: Team Europe Initiatives - Laos*, <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/laos?tab=tei>. [25]
- Union européenne (2022), *Team Europe initiative and Joint Programme Tracker (dashboard)*, <https://europa.eu/capacity4dev/tei-jp-tracker/dashboard>. [23]
- Zürcher, C. (2020), *Meta-Review of Evaluations of Development Assistance to Afghanistan, 2008-2018*, Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement, Berlin, <https://www.sicherheitneudenken.de/media/download/variant/198198>. [16]

## Notes

<sup>1</sup> On peut citer par exemple les plans nationaux de développement, les examens nationaux volontaires au regard des ODD ; les évaluations pour le relèvement et la consolidation de la paix, notamment lors de la phase post-crise ; les analyses communes de pays ; les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable ; les cadres de partenariat-pays et autres dispositifs similaires ; et, dans certains contextes, des processus de réalisations collectives.

<sup>2</sup> Les cadres de financement nationaux intégrés ont fait leur apparition dans les pays en développement, notamment dans les contextes fragiles. Ils sont centrés sur les budgets nationaux, les plans nationaux de développement et la réalisation des Objectifs de développement durable, mais exigent en général des administrations publiques un minimum de capacités, de légitimité et d'esprit d'initiative. Voir [https://inff.org/assets/resource/state-of-inffs-2022\\_report.pdf](https://inff.org/assets/resource/state-of-inffs-2022_report.pdf).

<sup>3</sup> Les travaux cités, menés par Day et Caus, étudient la façon dont le changement climatique peut exacerber les risques de conflit existants aujourd'hui, mais leurs avis en matière de prévention sont perçus comme ayant des applications plus vastes, sur l'ensemble des dimensions de la fragilité.

## Annexe A. Notes méthodologiques

Cette annexe donne un aperçu des notes méthodologiques relatives aux données et aux éléments factuels utilisés dans ce rapport. De plus amples informations sur la méthodologie utilisée pour la série « États de fragilité » sont accessibles sur la plateforme de données et de visualisation « States of Fragility » : <http://www3.compareyourcountry.org/states-of-fragility/about/0/>. Cette page comporte aussi un lien vers les données sous-jacentes et le code statistique (généré avec R et R Studio) pour la production du cadre sur la fragilité. Andrew Etchell et David Hammond (Institut pour l'économie et la paix) ont mené l'examen par les pairs du code statistique, et l'ont validé, afin de garantir l'exactitude et la fiabilité des conclusions établies. De plus amples informations sur les détails de cet examen par les pairs sont disponibles sur demande.

Le terme « contextes fragiles » fait référence aux 60 contextes recensés dans l'édition 2022 du Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité. Sauf indication contraire, l'ensemble désigné comme les « autres contextes en développement » fait référence aux pays et territoires figurant sur la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD pour la notification des apports en 2021, disponible sur <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/DAC-List-ODA-Recipients-for-reporting-2021-flows.pdf>.

### ***Méthodologie utilisée pour le cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité***

L'OCDE caractérise la fragilité comme la combinaison de l'exposition au risque et de l'insuffisance des capacités d'adaptation de l'État, du système et/ou des populations pour gérer, absorber ou atténuer ces risques. Le Cadre multidimensionnel de l'OCDE sur la fragilité, qui a été introduit dans l'édition 2016 du rapport États de fragilité, mesure la fragilité selon son degré d'intensité à travers six dimensions : économie, environnement, politique, capital humain, sécurité et société. Il repose sur une approche utilisant des méthodes mixtes, qui examine les contextes au sein de chaque dimension, puis agrège ces informations pour obtenir une image globale de la fragilité.

La méthodologie repose sur une analyse en composantes principales (ACP) en deux étapes, associée à une procédure de regroupement hiérarchique, qui permet de grouper chaque contexte avec d'autres contextes qui présentent des similarités dans chaque dimension. La base est constituée de 57 indicateurs dérivés de sources de données tierces indépendantes, qui sont tous répertoriés et expliqués plus en détail sur la plateforme « States of Fragility ». Chacune des six dimensions contient neuf à dix indicateurs qui sont agrégés en composantes principales lors de la première étape de l'ACP ; les deux premières composantes principales de chaque dimension sont utilisées pour la deuxième étape. La première composante principale qui résulte de cette deuxième étape représente le score de fragilité global pour chaque contexte. En fonction de ce score, un contexte sera classé dans la catégorie « fragile » si son score est inférieur à -1.20 ou dans la catégorie « extrêmement fragile » si son score est inférieur à -2.85. Cette analyse évalue la fragilité dans 176 contextes pour lesquels des données suffisantes étaient disponibles, c'est-à-dire au moins 70 % des indicateurs pour un contexte donné.

Toutes les estimations régionales et infrarégionales de la fragilité ont été calculées à l'aide d'une moyenne pondérée de la population de tous les contextes dans la région ou sous-région concernée. Les statistiques démographiques proviennent du DAES des Nations Unies (2019<sup>[1]</sup>), utilisant les « Estimations » et la « Variante moyenne » (par exemple pour 2021). Les classifications par région et revenu ont été établies d'après les groupes Pays et Prêts (situation au regard des prêts) de la Banque mondiale (2022<sup>[2]</sup>). On

trouvera une discussion approfondie sur cette méthodologie à l'Annexe A du document de travail accompagnant cette publication, par Desai et Yabe (2022<sup>[3]</sup>), et sur la plateforme « States of Fragility », avec notamment le processus par étapes de l'ACP et la procédure de regroupement hiérarchique, ainsi que des notes méthodologiques et des mises en garde concernant les données collectées aux fins de l'analyse. Des informations supplémentaires sont disponibles sur demande.

### **Statistiques financières**

Sauf indication contraire, toutes les statistiques sur l'aide citées dans ce rapport ont été ramenées en dollars constants (2020) et sont représentées en millions de dollars de décaissements. Elles proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'aide (OCDE, 2022<sup>[4]</sup>), en particulier du tableau CAD2a et du Système de notification des pays créanciers.

Les sources d'autres statistiques financières sont citées dans le texte, et s'appuient sur les valeurs les plus récentes, généralement 2020. En raison de limitations en matière de données, toutes les données ne sont pas disponibles pour tous les contextes. Lorsque des valeurs ont été imputées, elles utilisent la dernière valeur disponible ou une moyenne simple des trois dernières années, comme indiqué. Dans les séries chronologiques, les valeurs projetées sont désignées par un « p », et les estimations par un « e ». Sauf indication contraire, toutes les statistiques financières sont corrigées à l'aide du déflateur « total CAD » 2020. Les valeurs postérieures à 2020 n'ont pas été corrigées.

## **Références**

- Banque mondiale (2022), *World Bank Country and Lending Groups*, [2]  
<https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>.
- Desai, H. et K. Yabe (2022), « The state of multidimensional fragility in 2022 », Éditions OCDE, Paris. [3]
- OCDE (2022), *Statistiques de l'OCDE sur le développement international*, [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/data/statistiques-de-l-ocde-sur-le-developpement-international/apd-aide-publique-au-developpement-versements\\_data-00069-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/data/statistiques-de-l-ocde-sur-le-developpement-international/apd-aide-publique-au-developpement-versements_data-00069-fr). [4]
- ONU DAES (2019), *2019 Revision of World Population Prospects (base de données)*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU DAES), <https://population.un.org/wpp/>. [1]

# États de fragilité 2022

La publication de l'édition 2022 du rapport sur l'état de la fragilité intervient alors que le monde est aux prises avec une série de crises – au premier rang desquelles la pandémie de COVID-19, le changement climatique et la guerre d'agression non provoquée, illégale et injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine – qui menacent les perspectives collectives de prospérité et de paix. Le rapport décrit l'état de la fragilité en 2022, analyse les réponses qui lui sont apportées et présente des options pour guider des politiques meilleures pour des vies meilleures dans les contextes fragiles. À mi-parcours de l'Agenda 2030 pour le développement durable, il est plus que jamais essentiel que les partenaires du développement se concentrent sur les personnes laissées de côté : les 1,9 milliard de personnes vivant dans des contextes fragiles qui représentent 24 % de la population mondiale mais 73 % des personnes extrêmement pauvres dans le monde.



IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-63855-6  
PDF ISBN 978-92-64-42248-3



9 789264 638556